



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 12 AOUT 1922.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 12TH AUGUST, 1922.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES :

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication,

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES:

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication,

qui sera cancellée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

2611

which will be cancelled, if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number, the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer,
2612

Government House.

Proclamations

Canada
Province de
Québec,
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V. par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:—

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que le secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Saint-Germain-de-Rimouski, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité desdits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi ledit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Benoît-Abbé, dans le comté de Témiscouata, dans ledit diocèse susdit, comme suit, savoir:

Le territoire—dans le comté de Témiscouata—à être érigé en une paroisse, pour les fins civiles, sous le nom de "La paroisse de "Saint-Benoît-Abbé", est pris dans les cantons de Packington et de Robinson, et ses bornes, en référence aux données du cadastre officiel pour ces deux cantons, sont les suivantes, à savoir:

Au nord-ouest: la ligne qui—par le sud-est de la paroisse de Saint-Eusèbe—sépare le lot numéro (11) du lot numéro (12), dans chacun des qua-

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V. by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS the secretary Deputy-Attorney-General, } to the duly appointed Commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Saint-Germain-de-Rimouski, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint-Benoît-Abbé, in the county of Témiscouata, in the said Roman Catholic Diocese of Saint-Germain-de-Rimouski, to be as follows, that is to say:

The territory—in the county of Témiscouata—to be erected into a parish, for civil purposes, under the name of "The parish of Saint-Benoît-Abbé" is taken in the townships of Packington and Robinson, and its boundaries, with reference to the official cadastre for these two townships, are as follows, to wit:

To the north-west: The line which—on the south-east of the parish of Saint-Eusèbe—separates the lot number (11) from lot number (12)

trième, cinquième, sixième, septième, huitième et neuvième rangs du canton de Packington;

Au nord: les paroisses de Saint-Eusèbe et de Notre-Dame-du-Lac, sur l'arrière ligne de la seigneurie du lac Témiscouata;

Au nord-est: l'arrière ligne du canton de Packington, en la suivant depuis la limite nord-ouest de la paroisse de Sainte-Rose-du-Déglé jusqu'au coin est dudit canton, et, la ligne frontale du dixième rang du canton de Robinson, sur la longueur des dix premiers lots;

Au sud-est: le lot numéro un (1) du dixième rang du canton de Robinson; le lot numéro onze (11) dans chacun des sixième, septième, huitième, neuvième rangs du même canton et, la ligne latérale sud-est des quatrième et cinquième rangs du canton de Packington, prolongée jusqu'au côté nord-est du lac Meruimticook (Thibault);

Au sud-ouest: le lac Meruimticook susdit, sur la largeur des dix premiers lots du sixième rang de Robinson, et, le troisième rang du canton de Packington, depuis, y compris, le lot numéro douze (12) jusqu'au canton de Robinson.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Benoît-Abbé, ci-dessus décrites;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Benoît-Abbé décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable sir CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce TRENTE-UNIÈME jour de JUILLET, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

3407

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

in each of the fourth, fifth, sixth, seventh, eighth and ninth ranges of the township of Packington;

To the north: the parishes of Saint-Eusèbe and Notre-Dame-du-Lac on the rear line of the seignery of Lake Temiscouata;

To the north-east: the rear line of the township of Packington, following it from the north-west limit of the parish of Sainte-Rose-du-Déglé up to the east corner of the said township and the frontal line of the tenth range of the township of Robinson, by the length of the first ten lots;

To the south-east: the lot number one (1) of the tenth range of the township of Robinson; lot number eleven (11) in each of the sixth, seventh, eighth, ninth ranges of the same township and the south-east lateral line of the fourth and fifth ranges of the township of Packington, extended up to the north-east side of Lake Meruimticook (Thibault);

To the south-west: the above Lake Meruimticook, by the width of the first ten lots of the sixth range of Robinson and the third range of the township of Packington, from and including the lot number twelve (12) up to the township of Robinson.

NOW KNOW YE, that we have confirmed, established and recognised and by these presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint-Benoît-Abbé aforesaid;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint-Benoît-Abbé to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this THIRTY FIRST day of JULY, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and on the thirteenth year of Our Regn.

By command,

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

3408

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, }
Assistant-Procureur- }
Général. } **A**TTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant de détacher de la municipalité de la paroisse de Saint-Wenceslas, comté de Nicolet, le territoire ci-après décrit, et de l'ériger en municipalité de village sous le nom de "La municipalité du village de Wenceslas";

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies, que le territoire en question est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité de village, et qu'il restera à la municipalité de la paroisse de Saint-Wenceslas une population de plus de 300 âmes;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, nous déclarons que le territoire suivant, savoir:

Le territoire—dans le comté de Nicolet—à être érigé en une municipalité distincte, sous le nom de "La municipalité du village de Saint-Wenceslas", est pris dans les septième et huitième rangs du canton d'Aston et sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Wenceslas; ses limites, en référence aux données du cadastre officiel de cette paroisse, sont décrites comme suit, savoir:

Partant, sur l'axe du chemin du huitième rang, du prolongement de la ligne entre les lots numéros 89 et 90, cette ligne vers le nord-ouest—dans le septième rang—jusqu'à une profondeur de six arpents sept perches (19.47 chs) du susdit chemin; de là, une ligne à être établie parallèlement à ce chemin, ou à peu près, en travers les lots numéros 89, 88, 87, 86, 85 de manière à couper ce dernier lot à dix pieds au sud-est du cimetière actuel de la paroisse, puis prolongée dans le lot No 69 jusqu'à une ligne déjà tirée à environ deux arpents au sud-ouest de l'axe du chemin de la Grand'ligne; de là: trois quarts d'un arpent (2.18 chs) vers le sud-est sur cette ligne déjà tirée; une ligne perpendiculaire à cette dernière jusqu'au numéro 68 et trois autres quarts d'arpent vers le nord-ouest, sur la ligne nord-est dudit lot 68; de là, une ligne en travers la moitié nord-est de ce lot 68, suivant le prolongement de cette passant à dix pieds du cimetière, puis, vers le sud-est, la ligne médiane—longitudinale dudit lot 68, jusqu'à l'alignement nord-ouest de la rue qui conduit à l'église paroissiale, et, cet alignement prolongé vers le sud-ouest jusqu'à la ligne nord-est du lot No 67; de là successivement: cette dernière prolongée vers le sud-est jusqu'à l'axe du chemin du huitième rang; cet axe vers le nord-est jusqu'à la ligne médiane-longitudinale du lot No 152; cette ligne médiane vers le sud-est jusqu'à la distance de trois arpents (8.72 chs) du chemin susdit du huitième rang, puis, vers le nord-est, une ligne menée parallèlement à ce chemin en travers les lots numéros 152, 151, 150, 149, 148, et, en remontant vers le nord-ouest, la ligne nord-est du dit lot 148 jusqu'à l'axe du chemin en dernier lieu mentionné, lequel axe, enfin, dans la direction du nord-est, sera suivi jusqu'au point de départ est détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Wenceslas et érigé en municipalité de village sous le nom de "La municipalité du village de Saint-Wenceslas" à compter de ce jour.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, }
Deputy-Attorney- }
General. } **W**HEREAS application has been made to Us, by petition, to detach from the municipality of the parish of Saint Wenceslas, in the county of Nicolet, the territory hereunder described, and to erect it into a village municipality under the name of "The municipality of the village of Wenceslas";

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code to that effect have been observed, that the territory in question is within the conditions required by law to form a village municipality and that the remainder of the territory of the municipality of the parish of Saint Wenceslas contains a population of more than 300 souls;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council and in conformity with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare, by these presents, that the following territory, namely:

The territory, in the county of Nicolet, to be erected into a municipality under the name of "The Municipality of the Village of Saint Wenceslas" is taken in the seventh and eighth ranges of the township of Aston and shall be detached from the municipality of the parish of Saint Wenceslas; its limits according to the official cadastre of the said parish are described as follows, to wit:

Commencing, on the axis of the road of the eighth range, from the prolongation of the line between the lots numbers 89 and 90, the said line towards the northwest—in the seventh range, to a depth of six arpents seven perches (19.47 lks) from the aforesaid road; thence, a line to be established parallelly with the road, or about, across the lots numbers 89, 88, 87, 86, 85 so as to intersect the latter lot at ten feet on the southeast of the actual cemetery of the parish, then prolonged in the lot No. 69 to a line already drawn at about two arpents on the southwest of the axis of the Grand'ligne road; thence: three quarters of an arpent (2.18 lks) towards the southeast on this already drawn line; a perpendicular line to the latter up to No. 68 and three other quarter arpents towards the northwest on the northeast line of the said lot 68; thence, a line across the northeast half of such lot 68, following the prolongation of the one passing at ten feet from the cemetery, then, towards the southeast, the median line extending in length from the said lot 68 to the northwest line of the street leading to the parochial church, and, such line prolonged towards the southwest to the northeast line of the lot No. 67; thence successively: the latter prolonged towards the southeast to the axis of the road of the eighth range; the said axis towards the northeast to the median longitudinal line of the lot No. 152; such median line towards the southeast to the distance of three arpents (8.72 lks) from the aforesaid road of the eighth range, then, towards the northeast, a line drawn parallelly with the said road across the lots numbers 152, 151, 150, 149, 148, and, ascending towards the northwest, the northeast line of the said lot 148 to the axis of the road lastly mentioned, which axis, finally, in the northeast direction, shall be followed to the point of departure, is detached from the municipality of the parish of Saint Wenceslas and erected into a village municipality under the name of "The Municipality of the Village of Saint Wenceslas", on and from this day.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. Témoin : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable sir CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce TRENTIÈME ET UNIÈME jour de JUILLET, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

3409

C.-J. SIMARD.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable Sir CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this THIRTY FIRST day of JULY, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and on the thirteenth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

3410

Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes

"Domestic Power Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour de juin 1922, constituant en corporation : Joseph Jean, avocat, de la ville de la Pointe-aux-Trembles, Joseph Mayer, comptable, et Rosianna Villemaire, stenographe, fille majeure et usant de ses droits, ces deux derniers de la ville de Montréal, dans les buts suivants :

Construire, installer, maintenir une ou des lignes de transmission et de distribution d'énergie électrique dans les comtés de Nicolet, Lotbinière, Arthabaska et Mégantic ;

Construire, acquérir, louer, posséder, exploiter et maintenir des usines, outillages, machines, appareils et engins pour engendrer le gaz, l'électricité, la force ou l'énergie électrique, pneumatique, hydraulique ou autre actuellement connue ou qui pourra être à l'avenir découverte ;

Fabriquer, générer, accumuler, transmettre, utiliser, vendre, trafiquer, fournir à contrat et distribuer le gaz, l'électricité, la force ou l'énergie électrique ou autre, pourvu que la vente de la lumière, de la chaleur et de l'énergie soit circonscrite dans les comtés de Nicolet, Lotbinière, Arthabaska et Mégantic ;

Acquérir, posséder, exploiter et disposer de quelque manière que ce soit des pouvoirs hydrauliques et les développer ;

Agir en général comme industriel, fabricant, manufacturier, marchand, courtier, agent en tout genre et pour toutes sortes d'objets en rapport avec les objets pour lesquels la compagnie est incorporée ;

Acquérir, posséder ou vendre, louer, engager et disposer de toute propriété mobilière ou immobilière ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif et l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtra

Letters patent

"Domestic Power Company, Limited" 1

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of June, 1922, incorporating: Joseph Jean, advocate, of the city of Pointe-aux-Trembles, Joseph Mayer, accountant and Rosianna Villemaire, stenographer, spinster in full use of her rights, both of Montreal, for the following purposes:

To construct, instal, maintain one or more electric power transmission and distribution lines within the counties of Nicolet, Lotbinière, Arthabaska and Mégantic;

To construct, acquire, lease and possess, exploit and upkeep plants, works, machines, apparatus and engines to generate gas, electricity, electric, pneumatic, hydraulic or other power or energy now known or which may be discovered;

To manufacture, manage, accumulate, transmit, utilize, sell, deal in, furnish by contract and distribute gas, electricity, electric or other power or energy, providing that the sale of light, heat and power be limited to the counties of Nicolet, Lotbinière, Arthabaska and Mégantic;

To acquire, possess, exploit and in any manner whatever to dispose of hydraulic power and to develop the same;

To act generally as industrial, manufacturer, merchant, broker, agent for any kind and species of objects in connection with the objects for which the company is incorporated;

To acquire, possess or sell, lease, pledge and dispose of any moveable or immoveable property ;

To apply for, buy or otherwise acquire patents, licenses, concessions and the like, conferring any limited, exclusive or non-exclusive right to use any secret or any other information as to any invention which may appear capable of directly

susceptible de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatif, ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices ou frais, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel à la concession réciproque ou autre, avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, ou sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun négoce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun négoce ou genre d'affaires susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement, les vendre, détenir, rémettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucune autre fin qui paraîtra propre directement ou indirectement à profiter à la corporation;

Acquérir toutes entreprises semblables à celle de la compagnie, y compris la clientèle, le matériel et les pouvoirs de telle compagnie et en disposer de la manière qu'elle jugera à propos;

Obtenir de toute municipalité ou personne comprise dans les comtés de Lotbinière, Nicolet, Arthabaska et Mégantic, des franchises exclusives pour l'installation et la transmission d'énergie électrique dans lesdits comtés;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des chèques, billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminés, et autrement que sur les actions de la compagnie;

Accepter du capital, des actions, débetures, hypothèques ou d'autres valeurs d'aucune autre compagnie ou personne en paiement intégral ou partiel des services rendus, d'aucune vente faite, dette due par aucune telle compagnie ou personne agir comme actionnaire de telle compagnie;

Distribuer en espèce ou autrement, tel que décidé, aucune valeur de la compagnie à ses membres, et particulièrement les actions, débetures ou autre valeur d'aucune compagnie constituée ou non constituée en corporation pour assumer la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la présente corporation;

Vendre, améliorer, administrer, développer, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété foncière ou personnelle ou des droits de la compagnie;

Avec l'approbation des actionnaires, émettre et repartir comme acquittées des actions du capital social de la compagnie en paiement complet ou partiel de tous services rendus avant ou après son incorporation du prix d'achat de toutes propriétés mobilières ou immobilières, brevets ou droits de brevet;

Généralement faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités ou aucun d'eux, sous le nom de "Domestic Power Company, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre mille cent actions;

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de trente mille piastres, divisé en trois cents actions de cent piastres chacune;

or indirectly benefit the company, or the acquisition of which may seem calculated to benefit the company directly or indirectly also to utilise, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or any agreement for the sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in business or transactions which the company is authorised to carry on or engage in any business or transactions capable of being carried on so as to benefit the company directly or indirectly, also to lend money, to guarantee, the contracts of or otherwise, to sell hold, re-issue with or without guarantee or otherwise deal with the same;

To promote any company or companies for the purposes of acquiring the whole or any part of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may appear calculated to benefit the company directly or indirectly;

To acquire any business similar to that of the company, including the goodwill, equipment and rights of such company and to dispose thereof in any manner deemed suitable;

To obtain from any municipality or person in the counties of Lotbinière, Nicolet, Arthabaska and Mégantic exclusive franchises for the installation and transmission of electric power in the said counties;

To draw, subscribe for, accept, endorse, pay and issue cheques, promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To invest the available moneys of the company in any manner as may be determined from time to time, and otherwise than on the shares of the company;

To accept stock, shares, debentures, mortgages or other securities of any other company or person in full or part payment for services rendered, sale made, debt due, by any such company or person, to act as shareholder of such company;

To distribute in kind or otherwise, as may be decided, any security of the company, to its members, and particularly shares, debentures, or other securities of any other company incorporated or unincorporated to assume the whole or any part of the assets and liabilities of the present corporation;

To sell, improve, manage, develop, turn to account or otherwise dispose of the whole or any part of the real or personal property or rights of the company;

With the approval of the shareholders, to issue and allot as paid-up shares of the capital stock of the company in full or part payment for any services rendered before or after its incorporation, the price of sale of any moveable or immoveable property, patents or patent rights;

Generally to do all things incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them, under the name of "Domestic Power Company, Limited" with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four thousand one hundred shares.

The part of the capital stock issued as preference shares is thirty thousand dollars, divided into three hundred shares of one hundred dollars each;

La partie du capital-actions qui sera émise comme action commune est de dix-neuf mille piastres divisée en trois mille huit cents actions de cinq piastres chacune;

Les actions privilégiées auront droit sur les actions communes à un dividende non cumulatif de six pour cent par année;

Les porteurs d'actions communes seuls auront le droit de voter aux assemblées d'actionnaires de la compagnie;

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de juin 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

3389

"Hosiery, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de juin 1922, constituant en corporation: Lazarus Millman, avocat, Aaron Millman, marchand, Max Getz, pharmacien, Isidore Getz, droguiste, Barney Singer, commis, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Exercer en gros et au détail le commerce des bas pour hommes et femmes, des complets, toilettes pour dames, costumes, manteaux, chemises, blouses, sous-vêtements, vêtements d'enfants, soies, broderies, garnitures de confection, lardes faites pour hommes, dentelles, satins, cotons, nouveautés, fourrures, modes, marchandises sèches et marchandises généralement;

Manufacturer, importer, exporter, acheter et vendre des marchandises comprises dans le commerce susdit, ouvrir et tenir des succursales, fonder des fabriques aux fins précitées;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir aucune autre industrie semblable connexe aux pouvoirs ci-haut, que la compagnie croira propre à être avantageusement exercée en rapport avec aucune des industries susdites;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie de la propriété et des obligations d'aucunes personnes ou compagnies adonnées à aucune industrie que la présente compagnie est autorisée à assumer, ou en possession de biens convenant à la présente compagnie;

Acheter en général, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, tous droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires à son industrie, et particulièrement tous terrains, bâtiments, obligations, machines, outils et assortiment;

Acquérir et détenir des parts dans aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie;

Avec la sanction des actionnaires, payer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en plaçant, aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucun nombre de parts ou d'autres valeurs de la compagnie, dans la formation ou l'organisation de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de crédit de change, traites, chèques, débentures et autres instruments négociables et transférables;

Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs et aucun commerce se rattachant à la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est consti-

The part of the capital stock which will be issued as common shares is nineteen thousand dollars divided into three thousand eight hundred shares of five dollars each.

The preference shares shall have the right over common shares to a non-cumulative dividend of six per cent per annum;

The holders of common shares only shall have the right to vote at all meetings of the shareholders of the company.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-ninth day of June, 1922.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

3390

"Hosiery, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty ninth day of June, 1922, incorporating: Lazarus Millman, advocate, Aaron Millman, merchant, Max Getz, pharmacist, Isidor Getz, druggist, Barney Singer, clerk, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in men's and women's hosiery, ready made clothing, ladies' suits, costumes, coats, shirts blouses, underwear, children's wearing apparel, silks, embroidery, tailors trimmings, men's ready made clothing, lace, satins, cottons, novelties, furs, millinery, dry-goods, and merchandise generally;

To manufacture, import, export, buy and sell goods included in the aforesaid business, to open and operate branches and to establish factories for the above purposes;

To apply for, purchase or otherwise acquire any other similar industry, relating to the above powers which the company may judge capable of being advantageously exercised in connection with any of the above industries;

To acquire or undertake in whole or in part property and obligations of any persons or companies engaged in any industry which the present company is authorized to undertake or in possession of suitable property for the benefit of the present company;

To buy in general, take on lease or in exchange, rent or otherwise acquire any movable or immovable property and all rights and privileges which the company may deem necessary for its industry, and particularly all lands, buildings, obligations, machinery, tools and stock in trade;

To acquire and hold shares in any other company; the objects of which are similar to those of the present company;

To remunerate with the sanction of the shareholders any person or company for services rendered in disposing of or helping to dispose of or guaranteeing the disposal of any number of shares or other values of the company, or in regard to the formation or promotion of the company or the conduct of its affairs;

To draw, make, accept, endorse, execute, and issue notes, letters of credit, bills of exchange, drafts, checks, debentures and other negotiable and transferable instruments;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying on the objects wherefor the company is incor-

tuée, sous le nom de "Hosiery, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de juin 1922.

Le sous-secrétaire de la province.

3391

C.-J. SIMARD.

porated, under the name of "Hosiery, Limited" with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of June, 1922.

C. J. SIMARD,

3392

Assistant Provincial Secretary.

"Compagnie de bois Martel, Limitée—Martel Lumber Company Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de juin 1922, constituant en corporation: Donat Martel, Ernest Martel, Euclide Martel, industriels et Philias Martel, journalier, tous quatre du village de Saint-Jacques-le-Majeur-de-Causapsal, district de Rimouski, comté de Matane, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat ou autrement, detenir, donner à bail, vendre ou autrement trafiquer des terrains à bois, limites à bois, des bois debout, des pouvoirs d'eau et emplacements pour moulins et autres propriétés immobilières en général;

Acheter, vendre et trafiquer des bois de toutes sortes et faire le commerce et le manufacturage de tous produits, marchandises et articles dont la partie composante sera de bois, papier ou pulpe;

Eriger, acquérir, posséder et opérer des moulins à scie et à raboter, des moulins à pulpe et à papier et faire tout commerce en découlant ou s'y rattachant généralement;

Bâtir, acquérir, posséder et exploiter des moulins pour mouler les grains et faire la farine et en vendre les produits;

Construire ou y aider, ou prendre part à la construction, à l'entretien ou à l'amélioration de chemins, écluses, bassins, jetées, quais ou ponts ou autres travaux qui seraient nécessaires aux besoins de la compagnie;

Faire le commerce de contracteurs et marchands généraux;

Emettre sous forme d'actions privilégiées \$59,000.00 du capital action de la compagnie, lesdites actions étant privilégiées sur les profits nets de la compagnie pour un intérêt ne devant pas dépasser 7% par an, avant tout autre paiement de dividendes aux actions ordinaires, mais lesdites actions ne donnant pas droit aux détenteurs de faire partie du bureau de direction ni de participer à l'administration et à la direction des affaires de la compagnie, et étant rachetables par la compagnie à raison de \$105.00 et les intérêts à 7% sur \$100.00 sur un avis écrit de un mois par la compagnie aux détenteurs de son intention de racheter toutes ou partie desdites actions privilégiées

Entrer dans des entreprises, avoir des intérêts communs ou toutes autres ententes pour le partage des profits ou autrement avec quiconque se livre à un commerce analogue avec celui que la compagnie sera autorisée à faire;

Acquérir par achat, bail ou autrement et prendre (as a going concern) les propriétés ou le commerce de toute personne ou compagnie de nature semblable à celui pour lequel autorisation est présentement demandée et d'émettre des parts acquittées ou des débentures pour le paiement total ou partiel;

"Compagnie de bois Martel, Limitée—Martel Lumber Company Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of June, 1922, incorporating: Donat Martel, Ernest Martel, Euclide Martel, manufacturers and Philias Martel, laborer, all four of the village of Saint-Jacques-le-Majeur-de-Causapsal, district of Rimouski, county of Matane, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase or otherwise hold, give on lease, sell or otherwise deal in wooded lands, timber limits, standing timber, water powers and mill sites and other immoveable property generally;

To buy, sell and deal in all kinds of lumber and deal in and manufacture all products, merchandise and articles into the making of which wood, paper or pulp enter;

To erect, acquire, possess and operate saw mills and mills pulp and paper mills and generally to carry on any business connected therewith or incidental thereto;

To build, acquire, possess and exploit mills for grinding corn and making flour and to sell the products thereof;

To construct or assist or take part in the construction, upkeep or the improvement of roads, sluices, basins, piers, wharves, bridges or other works which will be necessary for the purposes of the company;

To carry on the business of general contractors and merchants;

To issue in the form of preferred shares \$59,000.00 of the capital stock of the company, the said shares being privileged on the net profits of the company for an interest not exceeding 7% per annum, before any other dividend being paid to the common shareholders, but the said shares shall not entitle the holders thereof to form part of the Board of Directors nor to participate in the administration and direction of business of the company and being redeemable by the company at the price of \$105.00 and interest at 7% for every \$100.00 after one month's notice by the company to holders, of its intention to redeem all or part of the said preference shares;

To enter into any business, union of interest or any other agreement for the sharing of profits or otherwise with any one carrying on a business similar to that which the company is authorized to carry on;

To acquire by purchase, lease or otherwise and take over as a going concern the property or business of any person or company of a similar nature to that for which the present company applies for incorporation and to issue paid up shares or debentures for full or part payment;

Acquérir par achat, sur vente privée, judiciaire, publique ou autre, échange, donation, dation en paiement ou de quelque manière ou à quelque titre que ce soit louer, recevoir à titre de prêt, de nantissement, de dépôt, de garantie, posséder, détenir, quelque titre et de quelque manière que ce soit, tous droits et biens, tant corporels qu'incorporels, qu'ils soient meubles ou immeubles sans exception;

Vendre, donner à bail, à nantissement, en dépôt, en garantie, en échange, en paiement et généralement aliéner, céder, transporter, ou disposer de quelque manière ou à quelque titre que ce soit, des droits et biens mentionnés dans la clause ci-dessus;

Grever de servitudes et hypothéquer tous immeubles quelconque et consentir soit comme bailleurs ou preneurs tout bail emphytéotique;

Emprunter de l'argent de toutes personnes ou corporations en émettant des billets, obligations, débetures, actions privilégiées et contracter toutes obligations financières et commerciales en rapport avec l'objet de la compagnie ou pouvant faciliter ses opérations, sous le nom de "Compagnie de bois Martel, Limitée—Martel Lumber Company, Limited", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à village de Causapscaal, dans le district de Rimouski.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de juin 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

3393

C. J. SIMARD.

To acquire by purchase, at private, judicial, public or other sale, exchange, donation, giving in payment or in any manner or under any title whatever, to receive as loan, pledge, deposit, guarantee, to possess, hold, exploit and occupy under any title and in any manner whatever, all rights and property, corporeal and incorporeal, moveable or immoveable without exception;

To sell, give on lease, pledge, deposit, security and exchange in payment for and generally to alienate, assign, transfer or dispose in any manner and under any title whatever, of the rights and property mentioned in the following clause;

To charge with servitudes and mortgages any immoveables whatever, and to consent as lessor or lessee to any emphyteutic lease;

To borrow money from any person or corporation and issue therefor notes, bonds, debentures, preference shares and to contract for all financial and commercial obligations connected with the object of the company or conducive to its operations under the name of "Compagnie de bois Martel, Limitée—Martel Lumber Company, Limited" with a total capital stock of ninety nine thousand (\$99,000.00) dollars, divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company, will in the village of Causapscaal, in the district of Rimouski.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of June, 1922.

C. J. SIMARD,

3394

Assistant Provincial Secretary.

"Regent Hotel, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatrième jour de juillet 1922, constituant en corporation: Narcisse Téléphore Gamelin, hôtelier, Joseph-Henri Loranger, avocat, de Montréal, Wilfrid-Arthur Handfield, avocat, Outremont, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie d'hôtel, restaurant, café, théâtre, taverne, lieu de rafraîchissement et de logeurs, marchands licenciés de victuailles, vins, bières, spiritueux et marchand de tabac, importateurs et fabricants d'eaux minérales, gazeuses et artificielles, et autres boissons pourvoyeurs et fournisseurs pour les fêtes et amusements publics en général, propriétaires d'automobiles, cocher, voitures et fiacres, écuries, agent d'immeubles, courtiers, voituriers et entrepositaires;

Construire, ériger et faire fonctionner des hôtels, appartements et maisons en location, ateliers, fabriques, travaux, machines, résidences, maisons de pension, buanderies et lieux d'amusements;

Fabriquer et produire de la vapeur, du gaz et de l'électricité pour le chauffage, l'éclairage, la force motrice, la réfrigération et autres fins; et vendre, louer et utiliser iceux, pourvu toujours que les droits et privilèges ici concédés à la compagnie pour produire l'énergie électrique, chaleur et force motrice, lorsqu'ils seront exercés en dehors des propriétés de la compagnie, seront sujets à toutes lois et règlements de la province ou de la municipalité où ils l'exercent; la compagnie entend exercer cette industrie dans le district de Montréal;

"Regent Hotel, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1922, incorporating: Narcisse Téléphore Gamelin, hotel-keeper, Joseph Henri Loranger, advocate, of Montreal, Wilfrid Arthur Handfield, advocate, Outremont, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, restaurant, cafe, theatre, tavern, refreshment and lodging house owners, licensed victualers, wine, beer, spirituous liquor merchants, tobacco merchants, importers and manufacturers of mineral, soda and artificial waters, and other drinks, purveyors and furnishers for public banquets and amusements in general, proprietors of automobiles coaches, carriages and vehicles, stables, real estate agents, brokers, carriers and warehousemen;

To construct, erect and operate hotels, apartment and tenements houses, workshops, factories, plants, machines, residences, boarding houses, laundries and amusement places;

To manufacture and produce steam, gas and electricity for heating, lighting, motive power, refrigeration and other purposes; and sell, lease, utilise the same, provided however that the rights and privileges hereby granted to the company to produce electric power, heat and motive power, when exercised beyond the property of the company be subject to all the laws and regulation of the province and the municipality where they are exercised; the company intends to carry on this business in the district of Montreal;

Emettre en paiement de toutes propriétés, concessions ou droits acquis par la compagnie ou la considération de toute fusion ou arrangement conclu aux fins de la compagnie, des actions ordinaires ou privilégiées, entièrement payées et non cotisables de la compagnie;

Opérer des systèmes de nettoyage et d'hygiène; Acquérir et entreprendre toute ou partie d'une industrie, propriété, droit et passif de toute personne ou compagnie exerçant une industrie convenable aux fins de cette compagnie et se fusionner avec toute personne ou compagnie exerçant une industrie d'un caractère similaire;

Conclure tous arrangements pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risques communs, concessions réciproques ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée ou à la veille d'exercer ou de s'engager dans toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie; et prêter de l'argent garantir les contrats ou autrement assister ces personnes ou compagnies;

Fonder, aider à fonder et devenir actionnaire dans toute compagnie filiale ou autres exerçant une industrie semblable ou en partie semblable à celle de cette compagnie;

Tenir, acheter ou autrement acquérir, vendre, céder, transférer, engager ou disposer autrement d'actions du capital-actions, d'obligations, dében- autres ou autres pièces justificatives de créances, créées par toutes autres compagnies ayant des fins similaires en tout ou en partie à celles de la compagnie et durant le temps qu'elle en sera titulaire, exercer tous les droits et privilèges de propriétaires, y compris le droit de voter sur icelles;

Emettre comme actions entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie, dans la proportion que fixera la majorité des actionnaires aux fins d'acquérir l'industrie de toute compagnie, firme ou personne que la compagnie a le droit d'acquérir, ou les actions ou obligations ou autre valeur des dites compagnies, ou en paiement de toutes propriétés personnelles ou immobilières droits, licences, achalandage, privilège et telles autres propriétés qui pourront être achetées, prises à bail ou autrement acquises par cette compagnie conformément aux termes et conditions conclus à cet effet, par et entre la compagnie et tel dit vendeur, loueur ou cessionnaire à ou avant l'émission desdites actions payées, sous le nom de "Regent Hotel, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de juillet 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
3395 C.-J. SIMARD.

["Canada Dress and Waist Manufacturing Company, Limited"]

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de juin 1922, constituant en corporation: Samuel Weigensberg, Joseph Weigensberg, industriels, Rose Weigensberg, fille majeure, tous de la cité de Montréal, aux fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre, distribuer et

To issue in payment for any property, concessions or rights acquired by the company or the consideration of any amalgamation or arrangement concluded for the purposes of the company, common or preferred paid-up and non-assessable shares of the company;

To operate cleaning and hygienic systems;

To acquire and take over the whole or part of any industry, property, assets and liabilities of any person or company carrying on a business suitable for the purposes of this company and to amalgamate with any person or company carrying on a business of a similar nature;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions, or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company;

To promote, assist in promoting and become a shareholder in any subsidiary or other company carrying on a business in whole or in part similar to that of this company;

To hold, buy or otherwise acquire, sell, assign, transfer, pledge or otherwise dispose of shares of the capital stock, bonds, debentures or other evidences of indebtedness created by any other companies having purposes in whole or in part similar to those of this company and while holding the same, to exercise all the rights and privileges of proprietors, including the right to vote thereon;

To issue as fully paid up shares of the capital stock of the company in the proportion which the majority of shareholders may arrange for the purposes of acquiring the business of any company, firm or person which the company has the right to acquire, or shares or bonds or other securities of said companies, or in payment for any property, real or personal, rights, licences, goodwill, privileges and such other property as may be purchased, taken on lease or otherwise acquired by this company in conformity with the terms and conditions concluded to that effect, by and between the company and such said seller, lessor or grantee on or before the issue of the said paid up shares, under the name of "Regent Hotel Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of July, 1922.

C.-J. SIMARD,
3396 Assistant Provincial Secretary.

["Canada Dress and Waist Manufacturing Company, Limited"]

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of June, 1922, incorporating: Samuel Weigensberg, Joseph Weigensberg, manufacturers, Rose Weigensberg, spinster, all of the city of Montreal, for the following purposes;

To manufacture, buy, sell, distribute and hold

détenir à consignment toutes espèces et descriptions de hardes, objets de fantaisies, broderies, et tout genre d'articles employés ou qui peuvent être employés comme protecteurs contre le vent, la pluie, la neige, ou les autres éléments, qu'on poste ou dont l'on se sert, comme vêtements d'usage ou autrement, chez les enfants, adolescents, les hommes et les femmes;

Se livrer à tous les genres de transactions nécessaires ou connexes dans le commerce dit d'occasions, en tant que se rapportant à l'exercice du commerce ou des droits octroyés par les présentes lettres patentes;

Acheter, vendre, manufacturer, détenir à consignment, assembler ou autrement trafiquer de tous genres et descriptions de miroirs, lunettes, encadrements, boîtes, fantaisies et meubles de toute catégorie, ainsi que de leurs accessoires en tous genres, pouvant servir dans leur fabrication ou composition;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des marques et noms de commerce, patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatifs à aucune invention qui paraîtra propre à servir à aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera propre directement ou indirectement à profiter à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Organiser, promouvoir et développer une ou plusieurs autres compagnies pour acquérir et gérer la totalité ou aucune partie du commerce ou de la propriété de la compagnie ou aucun commerce semblable à celui, connexe à celui, ou pour aucuns objet qui semblera directement ou indirectement propre à profiter à la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir de la propriété foncière ou personnelle, les droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux objets de son commerce et spécialement les machines, l'outillage et l'assortiment;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables; prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, garantir l'exécution des contrats par ces personnes;

Acquérir ou assumer la totalité de l'actif ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenants aux objets de la compagnie susceptible de rendre profitable son entreprise moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et si on le juge à propos, émettre des actions entièrement ou partiellement libérées ou d'autres valeurs de la compagnie, en paiement intégral ou partiel, ou pour aucune propriété ou les droits acquis par la compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque, ou autre avec aucune personne, compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires, qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à pro-

on consignment all manner and description of clothing, fancy-work, embroidery and all manner of articles used or which may be used either for protection against wind, rain, snow, and other elements or which are worn or used as current styles or otherwise, for infants, children, men and women;

To engage in all manner of transactions necessary in or connected with the so called jobbing business in so far as it pertains to the conduct of the business or the rights granted under this patent;

To buy, sell, manufacture, hold on consignment, assemble or otherwise deal in all manner and description of mirrors, looking-glasses, frames, cases, novelties and furniture of all kinds and appurtenances thereof of all kinds, which can or may be used in the manufacture or assembling thereof;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, trade-marks, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to dispose of, use, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights and information so acquired;

To organise, promote and develop any other company or companies for the purpose of acquiring and carrying on, all or any part of the business or property of the company or any business similar thereto, or connected therewith, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any moveable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, or stock-in-trade;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments and to lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee performance of contracts by any such persons;

To acquire and undertake the whole or any part of the business property, assets and liabilities of any person or company carrying on any business similar in whole or in part to that of this company or which can be conveniently carried on in connection with the business of this company or possessed of property suitable for the purposes of this company or calculated to render profitable its undertaking, for such consideration as the company may see fit and if deemed advisable to issue fully paid up or partly paid up shares, or other securities of the company, in consideration or part consideration therefor, or for any property or rights acquired by the company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to,

fitier directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, aussi les vendre, détenir, réemettre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

Vendre ou disposer la totalité ou d'aucune partie de l'actif et de l'entreprise de la compagnie moyennant le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie ou autrement;

Distribuer de temps à autre, selon les instructions, aux actionnaires, employés ou autres, les valeurs de la compagnie, et particulièrement les titres, obligations et actions d'aucune autre compagnie que la présente compagnie peut acquérir ou assumer, ou avec laquelle la présente compagnie peut conclure des arrangements relatifs au risque mutuel ou à la coopération, ou en faveur de laquelle la présente compagnie peut disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'entreprise;

Souscrire, prendre ou d'aucune manière acquérir et détenir des parts, actions, bons, débetures, d'autres obligations ou valeurs d'aucune compagnie dont les objets sont semblables en tout ou en partie à ceux de la présente compagnie ou autrement, aussi les vendre ou autrement en disposer, garantir les bons, débetures, obligations ou valeurs ainsi vendues ou aliénées par la présente compagnie, ou d'aucune compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, ou autrement;

Réaliser tous les objets précités ou aucun d'iceux comme principaux, ou agents, en société ou conjointement avec aucune autre personne, firme, association ou corporation et exercer aucun autre commerce subsidiaire ou connexe au précédent, que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec aucun des commerces ou objets précités, ou susceptible d'accroître la valeur des biens ou droits actuels de la compagnie ou de les rendre profitables, sous le nom de "Canada Dress and Waist Manufacturing Company, Limited", avec un fonds social total de quarante-neuf mille neuf cents piastres (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de juin 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

3411

C.-J. SIMARD.

"Quebec Brass & Iron Foundry Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de juin 1922, constituant en corporation: Ludger Saindon, contre-maitre, de Lévis, Louis-Philippe Michaud, Achille Pettigrew, avocats, de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, manufacturer, préparer, vendre en gros ou en détail la fonte, l'acier, le plomb, l'étain, l'aluminium et leurs composés connus ou qui le seront à l'avenir;

Acheter, manufacturer, réparer, vendre en gros

guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To sell or dispose of the undertaking and parts of the company or any part or parts thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or otherwise;

To distribute from time to time, as may be directed amongst its shareholders, employees or others, any of the assets of the company and particularly the securities, bonds, and shares of any other company which this company may acquire or take over, or with whom this company may form any arrangements for joint-adventure or co-operation, or to which this company may dispose of the whole or any part of the undertaking;

To subscribe for, take, or in any way acquire and hold the stocks, shares, bonds, debentures or other obligations or securities of any company having objects similar in whole or in part to those of this company, or otherwise, and to sell, or otherwise dispose thereof, and to guarantee any bonds, debentures, obligations or securities so sold or disposed of by this company, or of any company having objects similar in whole or in part to those of this company or otherwise;

To carry out all or any of the foregoing objects as principals or agents, or in partnership or in conjunction with any other person, firm association or corporation and carry on any other business ancillary or germane to the foregoing which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the above business or objects or calculated to enhance the value of or render profitable any of the company's properties or rights for the time being, under the name of "Canada Dress and Waist Manufacturing Company, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars \$49,900.00, divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of June, 1922.

C. J. SIMARD,

3412

Assistant Provincial Secretary.

"Quebec Brass & Iron Foundry Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of June, 1922, incorporating: Ludger Saindon, foreman, of Lévis, Louis Philippe Michaud, Achille Pettigrew, advocates, of Quebec for the following purposes:

To buy, manufacture, repair, sell, wholesale and retail cast-iron steel, lead, tin, aluminum, and their composites now known or to be discovered;

To buy, manufacture, repair, sell wholesale

ou en détail des engins à gazoline, à vapeur ou à air, et toutes parties d'iceux de toutes sortes et pour quelque fin que ce soit;

Acheter, manufacturer, réparer, vendre en gros ou en détail les fournaies à air chaud, à eau chaude et à vapeur et leurs accessoires de tout genre et pourvoir à leur installation;

Acheter, manufacturer, réparer, vendre en gros ou en détail poeles et chauffeuses de tout genre et pour tout usage;

Acheter, manufacturer, réparer vendre en gros ou en détail tous articles faisant partie du commerce de ferronnerie, ferblanterie et de plomberie;

Acheter, réparer, manufacturer, vendre en gros ou en détail tous les instruments, outils ou accessoires pour exploitation agricole et forestière;

Acheter, réparer, manufacturer vendre en gros ou en détail tous ustensiles et articles en aluminium coulé ou autrement préparé;

Acquérir, construire un ou plusieurs garages ou pourront se faire tout genre de réparations aux véhicules-moteurs;

Emprunter sur le crédit de la compagnie, émettre des obligations ou autres valeurs de la compagnie, et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et les sommes jugées convenables par les directeurs;

Employer toute ou partie de ses fonds pour l'achat d'actions d'autres compagnies;

Rémunérer toute personne pour services rendus à la compagnie tant pour son organisation que pour tout travail postérieurs, ou pour toute propriété ou droits acquis par la compagnie, de telle manière que les directeurs le jugeront à propos et en particulier par l'émission et la répartition d'actions, obligations ou autres valeurs complètement libérés et non sujettes à appel de fonds;

Acheter des actions, débetures de toute autre compagnie poursuivant les mêmes fins ou des fins similaires;

Donner avis de la date et de l'endroit d'une assemblée générale y compris les assemblées annuelles et spéciales dix jours avant ces assemblées par lettre recommandée, à chaque actionnaire à sa dernière résidence ou adresse connues sans aucun avis dans le journal;

D'émettre des actions privilégiées conformément aux dispositions de l'article 5989 de la loi des compagnies de Québec 1920;

De faire toutes choses de nature à aider aux fins de la compagnie, sous le nom de "Quebec Brass & Iron Foundry Co., Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de juin 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

3431

C.-J. SIMARD,

"Sigman's, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de juin 1922, constituant en corporation: Maurice Shulman, Benjamin Shulman, avocats, Samuel A. Shulman, étudiant-en-droit, Hyman Sigman, Samuel Sigman, marchands, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

and retail, gasoline steam and air engines and all parts thereof of all kinds and for any purpose whatever;

To buy, manufacture, repair, sell, wholesale and retail, hot air, hot water or steam furnaces and their accessories, of all kinds and to supervise their installation;

To buy, manufacture, repair, sell wholesale and retail stoves, heaters of all kinds and for all purposes;

To buy, manufacture, repair, sell, wholesale and retail any articles which are part of the tinware, ironware and plumbing business;

To buy, repair, manufacture, sell, wholesale and retail any instruments, tools and accessories for the farming and timber business;

To buy, repair, manufacture, sell wholesale and retail, cast aluminum or otherwise prepared, utensils and articles;

To acquire, construct, one or several garages for preparing all kinds of motor vehicles;

To borrow on the credit of the company, issue bonds or other securities of the company, and to pledge or sell them for such prices and sums as are deemed suitable by the directors;

To employ the whole or any part of its funds for the purchase of shares of other companies;

To remunerate any person for services rendered to the company, both for its organisation and work afterwards performed, or for any property or rights acquired by the company, in such a manner as the fit may deem apropos and particularly by the issue and allotment of shares, bonds and other fully paid up and non-assessable securities;

To buy, shares, debentures of any other company organised for the same similar purposes;

To give notice of the date and place of general meetings including annual and special meetings, ten days before such meetings by registered letters each shareholder, at his last known residence or address without notice in the newspapers;

To issue preferred shares in conformity with the provisions of article 5989 of the Quebec Companies Act, 1920;

To do all things conducive for the attainment of the purposes of the company, under the name of "Quebec Brass & Iron Foundry Co., Limited", with a total capital stock of forty nine thousand (\$49,000.00) dollars divided into four hundred and ninety shares (490) of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Québec, in the district of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of June, 1922.

C. J. SIMARD,

3432

Assistant Provincial Secretary.

"Sigman's, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of June, 1922, incorporating: Maurice Shulman, Benjamin Shulman, advocates, Samuel A. Shulman, law student, Hyman Sigman, Samuel Sigman, merchants, of all the city and district of Montreal, for the following purposes;

Exercer de toutes façons l'industrie consistant à être manufacturiers de vêtements pour enfants et femmes, de hardes pour hommes et garçons, ainsi qu'aucune autre industrie pouvant être incidemment exercée en rapport avec icelle;

Exercer ce commerce en gros et au détail, acquérir, recevoir, détenir, louer, échanger, aliéner et autrement disposer d'aucune propriété mobilière ou immobilière nécessaire aux fins de la compagnie;

Hypothéquer, grever d'aucune manière quelconque les immeubles, propriétés de la compagnie;

Accepter, tirer, endosser et négocier des lettres de change, billets promissaires et autres instruments négociables;

Acquérir par achat, échange, louage ou autrement aucun commerce de nature semblable comprenant la machinerie, l'assortiment, l'achalandage, l'ameublement et d'autres accessoires, les payer en argent ou avec des actions entièrement libérées de la compagnie en nombre déterminé par la compagnie;

Acquérir, détenir, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger des actions du capital, des débiteures ou des obligations d'aucune corporation exerçant un commerce semblable à celui de la présente corporation;

Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs et aucun commerce se rattachant à la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation;

Acheter, louer, détenir et acquérir aucun commerce de la nature de celui qu'exerce la compagnie, soit en tout soit en partie, et aussi aucune franchise ou licence, et payer cela en actions, en débiteures ou avec d'autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs et aucun commerce connexes à la réalisation des objets pour lesquels la présente compagnie est constituée, sous le nom de "Sigman's, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de juin 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

3437

C.-J. SIMARD.

To carry on and manufacture in all its branches the business of manufacturers of childrens' and ladies' wear, men's and boys' clothing, and any other business which may incidentally be carried on in connection therewith;

To carry on such business wholesale and retail and to acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate and otherwise dispose of any property, moveable or immoveable, necessary for the company's purposes;

To hypothecate, pledge, in any manner whatever the immoveables, property of the company;

To accept, draw, endorse and negotiate, bills of exchange, promissory notes and other negotiable instruments;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise, any business of a similar kind including machinery, stock in trade, good will furniture, and other accessories, and pay for same in cash or fully paid up shares of the company for such price and for the number of shares as may be determined by the company;

To acquire, hold, lease, guarantee, hypothecate, sell or exchange shares of stock, or debentures or securities of any corporation carrying on a similar business to that of the present company;

To do all things, exercise all powers and carry on business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated;

To purchase, lease, hold and acquire any business of a similar nature carried on by the company, either in whole or in part and also any franchise or license, and pay therefor either in shares, debentures or other securities of the company, or otherwise;

To do all things, exercise all powers and carry on any business incident to the carrying out of the objects for which this company is incorporated, under the name of "Sigman's, Limited" with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second of June, 1922.

C. J. SIMARD,

3438

Assistant Provincial Secretary.

Département des affaires municipales

Department of Municipal Affairs

CONSEIL EXECUTIF.

EXECUTIVE COUNCIL.

Québec, 3 août 1922.

Quebec, 3rd August, 1922.

Présent: le lieutenant-gouverneur en Conseil.

Present: the Lieutenant Governor in Council.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du village de Beauport Est, dans le comté de Québec, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution dudit conseil municipal à être faite en vertu du Code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucun des habitants de ladite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Whereas a resolution passed by the Municipal Council of the village of Beauport East, in the county of Quebec, has made known to His Honour the Lieutenant Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made in virtue of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be made in the French language only, without prejudice to any of the inhabitants of the said municipality; and whereas all the formalities of the law have been complied with;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions dudit conseil municipal du village de Beauport-Est, dans le comté de Québec, dont la publication est prescrite par les dispositions du Code municipal de la province de Québec se

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the village of Beauport East, in the county of Quebec, the publication of which is prescribed by the provisions of the Municipal Code of the Province

publient à l'avenir dans la langue française seulement.

Le dép. greffier du Conseil exécutif,
WM LEARMONTH.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Le sous-ministre des affaires municipales,
OSCAR MORIN.

Québec, 3 août 1922. 3397

of Quebec, be published hereafter in the French language only.

WM LEARMONTH,

Deputy Clerk of the Executive Council.

Published in conformity with article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

OSCAR MORIN,

Deputy Minister of Municipal Affairs.

Quebec, 3rd August, 1922. 3398

Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Joliette, Cour supérieure, No 9806.

Dame Aldéa Lachapelle, épouse commune en biens de J.-C.-Emile Quevillon, restaurateur-épicer, de la paroisse de Saint-Henri-de-Mascouche, Pincourt, dans le district de Joliette, demanderesse; vs ledit J.-C.-Emile Quevillon, défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée.

Joliette, 27 juillet 1922.

L'avocat de la demanderesse,

3399—32-5 EMILE-L. SASSEVILLE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3049.

Freda Bershatsky, épouse commune en biens de Mordeche Leon (Marco Leon), homme d'affaires, tous deux de la cité d'Outremont, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, demanderesse; vs ledit Mordeche Leon (Marco Léon), défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

Montréal, 27 juillet 1922.

Les procureurs de la demanderesse,

BEAULIEU, GOUIN, MORIN

3415—32-5 & MERCIER.

Province de Québec, district de Joliette, Cour supérieure, No 9815.

Dame Marie-Léa-Zéphirina Marsolais, de la ville de l'Assomption, district de Joliette, épouse commune en biens de Théodore Foisy, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Théodore Foisy, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur le 25 juillet 1922.

Les avocats de la demanderesse,

3417—32-5 BRODEUR & THOUIN.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 878.

Dame Rosée Gosselin, épouse commune en biens de Arsène Talbot, commerçant, de D'Israéli, district de Saint-François, demanderesse; vs ledit Arsène Talbot, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur en cette cause.

Sherbrooke 7 août 1922.

Le procureur de la demanderesse,

3457—32-6 L.-U. TALBOT.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court, No. 9806.

Mrs Aldéa Lachapelle, wife common as to property of J. C. Emile Quevillon, grocer, of the parish of Saint-Henri-de-Mascouche, Pincourt, district of Joliette, plaintiff; vs the said J. C. Emile Quevillon, her husband, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day.

Joliette, 27th July, 1922.

EMILE L. SASSEVILLE,

3400—32-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3049.

Freda Bershatsky, wife common as to property of Mordeche Leon (Marco Leon), business man, both of the city of Outremont, district of Montreal, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Mordeche Leon (Marco Léon), defendant.

The plaintiff has instituted, this day, an action in separation as to property against the defendant.

Montreal, 27th July, 1922.

BEAULIEU, GOUIN, MORIN

& MERCIER,

3416—32-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court, No. 9815.

Dame Marie Léa Zéphirina Marsolais, of the town of l'Assomption, district of Joliette, wife of Theodore Foisy, merchant, of the same place, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Théodore Foisy, defendant.

An action, in separation as to property has been instituted against the defendant, on 25th July, 1922.

BRODEUR & THOUIN,

3418—32-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 878.

Dame Rosée Gosselin, wife common as to property of Arsène Talbot, merchant, of D'Israéli, district of Saint Francis, plaintiff; vs the said Arsène Talbot, defendant.

A action for separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant in this cause.

Sherbrooke, 7th August, 1922.

L. U. TALBOT,

3458—32-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 2844. Dame Marie-Angéline Roy, épouse de Joseph-Albert Dudemaine, industriel, d'Amos, demanderesse; vs ledit Joseph-Albert Dudemaine, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 27 mars 1922.

Québec, 7 juin 1922.

Le procureur de la demanderesse,
3309—31-5 ALBERT GRENIER.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 838. Dame Irène Savaria, de la cité et du district de Montréal, épouse de Andrew Newton, entrepreneur général en construction, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Andrew Newton, du même lieu et du même district, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 28ième jour de juillet 1922.

Montréal, 29 juillet 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
3311—31-5 BERARD & PICHE.

Province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 0000. Dame Emerina Savard, épouse commune en biens de Joseph-Roméo Bouchard *alias* Roméo-E. Bouchard, de la ville de Coaticook, district de Saint-François, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Bouchard, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 20 juin 1922.

L'avocat de la demanderesse,
3327—31-5 W. L. SHURTLEFF.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2992. Dame Frieda Aluf, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de Phillip Dubrovsky, marchand, du même lieu, demanderesse; vs Phillip Dubrovsky, de la ville et du district de Montreal, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Montréal, 21 juillet 1922.

Le procureur de la demanderesse,
3349—31-5 I. POPLIGER.

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 3003.

Dame Brenadette Thomas, de Amos, épouse de Joseph-Arthur Turcotte, de Amos, dans le comté de Pontiac, commerçant, dûment autorisée aux présentes, demanderesse; vs ledit Joseph-Arthur Turcotte, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 21 juillet 1922.

Québec, 21 juillet 1922.

Le procureur de la demanderesse,
3209—30-5 L. EMILE PARENT.

Province de Québec, district de Montcalm, Cour supérieure, No 956.

Reine-Aimée Lafantaisie, de la ville de Mont-Laurier, district de Montcalm, épouse commune en biens de Samuel Ouellette, commerçant, du même lieu a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

Mont-Laurier, 22 juillet 1922.

Les avocats de la demanderesse,
MONTY, DURANLEAU, ROSS & ANGERS.
Mont-Laurier, 22 juillet 1922. 3237—30-5

Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 2844. Dame Marie Angeline Roy, wife of Joseph Albert Dudemaine, industrial, of Amos, plaintiff; vs the said Joseph Albert Dudemaine, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 27th March, 1922.

Quebec, 7th June, 1922.

ALBERT GRENIER,
3310—31-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 838. Dame Irène Savaria, of the city and district of Montreal, wife of Andrew Newton, general building contractor, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Andrew Newton, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 28th day of July, 1922.

Montreal, 29th July, 1922.

BERARD & PICHE,
3312—31-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 0000. Dame Emerina Savard, wife common as to property of Joseph Roméo Bouchard *alias* Roméo E. Bouchard, of the town of Coaticook, district of Saint Francis, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Bouchard, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 20th of June, 1922.

W. L. SHURTLEFF,
3328—31-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2992. Dame Frieda Aluf, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Phillip Dubrovsky, merchant, of the same place, plaintiff; vs the said Phillip Dubrovsky, merchant, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has, this day been instituted in this cause.

Montreal, 21st July, 1922.

I. POPLIGER,
3350—31-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 3003.

Dame Bernadette Thomas, of Amos, wife of Joseph Arthur Turcotte, of Amos, in the county of Pontiac, trader, duly authorized for the purposes hereof, plaintiff; vs the said Joxeph Arthur Turcotte, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, in this cause.

Quebec, July 21st, 1922.

L. EMILE PARENT,
3210—30-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montcalm, Superior Court, No. 956.

Reine Aimée Lafantaisie, of the town of Mont-Laurier, district of Montcalm, wife common as to property of Samuel Ouellette, trader, of the same place has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

MONTY, DURANLEAU,
ROSS & ANGERS,
Attorneys for plaintiff.

Mont Laurier, 22nd July, 1922. 3238—30-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 467.

Dame Exilia Thibeault, épouse de Joseph Aubé, des cité et district de Montréal, restaurateur, demanderesse; vs ledit Joseph Aubé, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 21 juin 1922.

Montréal, 17 juillet 1922.

L'avocat de la demanderesse,
3111—29-5 J.-A. DAVID.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 5365.

Dame Ernestine Poupart, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Artkur Marcille, journalier, du même lieu, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre ce dernier.

Montréal, 13 juillet 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
3183—29-5 LAMARRE & BOURDON.

Cour supérieure, province de Québec, district de Montréal, No 1275. Rose-Anna Parisien, des cité et district de Montréal, épouse de Emile Fournier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes.

Une action en séparation de biens a été instituée dans la présente cause le sixième jour de juillet 1922.

Montréal, 6 juillet 1922.

Les avocats de la demanderesse,
2963—28-5 LANCOTOT & HAMELIN.

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure, No 6488.

Camille Fortin, épouse commune en biens de Philéas Poirier, cultivateur, de Saint-François, demanderesse; vs ledit Philéas Poirier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Saint-Joseph-de-Beauce, 11 juillet 1922.

Le procureur de la demanderesse,
3001—28-5 ROSAIRE BEAUDOIN.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 467.

Dame Exilia Thibeault, wife of Joseph Aubé, of the city and district of Montreal, restaurant-keeper, plaintiff; vs the said Joseph Aubé, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, the 21st June, 1922.

Montreal, 17th July, 1922.

J. A. DAVID,
3112—29-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 5365.

Dame Ernestine Poupart, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Arthur Marcille, laborer, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against the latter.

Montreal, 13th July, 1922.

LAMARRE & BOURDON,
3184—29-5 Attorneys for plaintiff.

Superior Court, Province of Quebec, district of Montreal, No. 1275. Rose-Anna Parisien, of the city and district of Montreal, wife of Emile Fournier, of the same place, duly authorized for the purposes hereof.

An action for separation as to property was instituted in the present cause on the sixth day of July, 1922.

Montreal, 6th July, 1922.

LANCOTOT & HAMELIN,
2964—28-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 6488.

Camille Fortin wife of Philéas Poirier, farmer, of Saint-François, district of Beauce, plaintiff; vs the said Philéas Poirier, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, in the cause.

Saint-Joseph-de-Beauce, July 11th, 1922.

ROSAIRE BEAUDOIN,
3002—28-5 Attorney for plaintiff.

Avis divers

Avis est donné au public, conformément à l'article 7295a des Statuts refondus, 1909, que "La Compagnie Electrique de Rockland, ltée", de Rockland, Ont., comté de Russell, se propose de demander l'autorisation de faire faire un barrage pour fin de développement hydro électrique sur la rivière Blanche, lot No 16, 4ième rang, canton de Lochaber, comté de Labelle.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée de plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces travaux et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des terres et forêts et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau d'enregistrement de Papineauville, Qué.

La demande, contenue dans la requête, sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

LA COMPAGNIE ELECTRIQUE DE
ROCKLAND, LTEE,
3267—30-5 Requerante.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given, in conformity with article 7295a of the Revised Statutes, 1909, that "La Compagnie Electrique de Rockland, ltée", of Rockland, Ont., county of Russell, intends to apply for authorization to erect a dam for the purpose of developing Hydro Electric development on rivière Blanche, lot No. 16, 4th range, township of Lochaber, county of Labelle.

Notice is moreover given that a petition to that effect, accompanied by the plans and specifications showing the emplacement chosen for the construction of these works and the lands which will be affected by the damming of the waters has been transmitted to the Minister of Lands and Forests and that a duplicate of these plans and specifications has been deposited at the registry office of Papineauville, Que.

The application, contained in the petition, will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

LA COMPAGNIE ELECTRIQUE DE
ROCKLAND LTEE,
3268—30-5 Petitioners.

Québec, 4 août 1922.

Avis est donné au public, conformément à l'article 7299a des Statuts refondus, 1909, que la Cie "The Belgian Industrial Co., Ltd.", de la cité de Shawinigan Falls, se propose d'ériger une écluse sur la rivière Grand-Bostonnais, à l'issue du grand lac Bostonnais, dans le canton projeté de Biart, comté de Québec, pour faciliter le flottage du bois.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant la nature de l'ouvrage et les terrains qui seront affectés par les travaux, a été transmise au ministre des terres et forêts et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement en la cité de Québec, dans le comté de Québec.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en Conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Ce quatrième jour du mois d'août 1922.
THE BELGIAN INDUSTRIAL CO. LTD.,
Par le chef d'exploitation forestière,
3401 F. FAVRE.

Quebec, 4th August, 1922.

Public notice is hereby given, in conformity with article 7299a of the Revised Statutes, 1909, that the "Belgian Industrial Co., Ltd.", of the city of Shawinigan Falls, intends to erect a dam on the Grand Bostonnais river, at the outlet of the Grand Lac Bostonnais, in the projected township of Biart, county of Quebec, to facilitate the floating of timber.

Notice is moreover given that a petition to this effect, accompanied by the plans and specifications indicating the nature of the work and the lands which will be affected by these works, have been transmitted to the Minister of Lands & Forests and that a duplicate of these plans and specifications have been deposited at the registry office of the registration division of the city of Quebec, in the county of Quebec.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

This fourth day of August, 1922.
THE BELGIAN INDUSTRIAL CO., LTD.
Per F. FAVRE,
Chief of Forestry Operations.

Bureau-chef

Chief Offices

"L. L. Jenne Maple Syrup and Sugar Co., Limited".

"L. L. Jenne Maple Syrup and Sugar Co., Limited".

Avis est par les présentes donné que L. L. Jenne Maple Syrup and Sugar Co., Limited", constituée en corporation par lettres patentes sous le grand sceau de la province de Québec, le 21 juin 1922, dont le siège social était à Montréal, dans le district de Montréal, désire que, selon son intention, sa principale place d'affaires soit à Sutton, dans la province de Québec, ladite principale place d'affaires ayant été ainsi changée et fixée par l'action unanime des actionnaires de la compagnie.

Notice is hereby given that "L. L. Jenne Maple Syrup and Sugar Co. Limited", incorporated by letters patent under the great seal of the Province of Quebec of date 21st June, 1922, with its head office indicated as at Montreal, in the district of Montreal, desires as was intended, that its chief place of business be at Sutton in the Province of Quebec, and the same has been so changed and fixed by the unanimous action of the shareholders of the company.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau de Sutton, province de Québec, sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

From and after the date of this notice, the said office at Sutton, in the Province of Quebec, shall be considered as being the head office of the company.

Montréal, le 3 juillet 1922.

Montreal, 3rd day of July, 1922.

3441

Le secrétaire,
MAURICE DUGAS.

3442

MAURICE DUGAS,
Secretary.

Compagnies autorisées à faire des affaires

Companies licensed to do business

La compagnie "Edinburgh Roperie & Sailcloth Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

The "Edinburgh Roperie & Sailcloth Company, Limited", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, au numéro 49 rue Common.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal, No. 49 Common street.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle est M. H. Whiston, secrétaire

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. H. Whiston, secretary of the

de la "Canadian B.K. Morton Co., Ltd, numéro 49, rue Common, Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

C.-J. SIMARD.

Québec, 11 juillet 1922.

3419

La compagnie "Sydney Lumber Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, édifiée "Canada Cement", carré Phillips.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Charles Symonds Cameron, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

C.-J. SIMARD.

Québec, 28 juillet 1922.

3421

La compagnie "Asbestos Fibre Company, Inc." a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, au numéro 160 rue Saint-Jacques.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Walter Merrill, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

C.-J. SIMARD.

Québec, 26 juillet, 1922.

3423

La compagnie "G. D. Peters and Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Hugh Chambers, ingénieur, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

C.-J. SIMARD.

Québec, 22 juillet, 1922.

3425

Minutes de notaire

Québec, 7 août 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur, en Conseil, par M. Joseph-Alphonse Grondin, notaire, résidant et pratiquant à East Broughton, comté de Beauce, par laquelle il demande le

"Canadian B. K. Morton Co., Limited", No. 49 Common street, Montreal.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 11th July, 1922.

3420

The "Sydney Lumber Company, Limited", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal, "Canada Cement, Building", Phillips square.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Charles Symonds Cameron, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 28th July, 1922.

3422

The "Asbestos Fibre Company, Inc.", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal, No. 160 Saint James street.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Walter Merrill, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 26th July, 1922.

3424

The "G. D. Peters and Company, Limited", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Hugh Chambers, engineer, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 22nd July, 1922.

3426

Notarial Minutes

Quebec, 7th August, 1922.

Notice is hereby given, in conformity with the provisions of the Notarial Code, that a petition has been transmitted to the Lieutenant Governor in Council, by Joseph Alphonse Grondin, notary, residing and practicing at East Broughton, county of Beauce, whereby he requests the

transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu F.-X.-W.-Arthur Tremblay, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,
3429—32-5 C.-J. SIMARD.

Québec, 14 juillet 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. Ludger Bergeron, notaire, demeurant et pratiquant à Champlain, comté de Champlain, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Joseph-Gustave Marchand, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,
3093—29-5 C.-J. SIMARD.

Québec, 14 juillet 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. Zacharie Rivard, notaire, demeurant et pratiquant à Ville-Marie, comté de Temiscamingue, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu J.-D. Pellerin, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,
3095—29-5 C.-J. SIMARD.

transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late F. X. W. Arthur Tremblay, in his lifetime notary, of the same place.

C. J. SIMARD,
3430—32-6 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 14th July, 1922.

Notice is hereby given, in conformity with the provisions of the Notarial Code, that a petition has been transmitted to the Lieutenant Governor in Council, by Mr. Ludger Bergeron, notary, residing and practicing at Champlain, county of Champlain, whereby he applies for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Joseph Gustave Marchand, in his lifetime notary, of the same place.

C. J. SIMARD,
3094—29-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 14th July, 1922.

Notice is hereby given, in conformity with the provisions of the Notarial Code, that a petition has been transmitted to the Lieutenant Governor in Council, by Mr. Zacharie Rivard, notary, residing and practicing at Ville-Marie, county of Temiscamingue, whereby he applies for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late J. D. Pellerin, in his lifetime notary, of the same place.

C. J. SIMARD,
3096—29-5 Assistant Provincial Secretary.

Ordre de Cour

Province de Québec, district de Saint-François, dans la Cour supérieure, No 808. Le vingtième jour de juillet 1922. Présent: Sa seigneurie M. le juge White. Ames Holden McCready, demandeur; vs Roméo-E. Bouchard, faisant affaires à Coaticook, sous le nom de Garage Bouchard, défendeur; et La Banque Nationale, opposante.

Vu l'allégation d'insolvabilité alléguée par l'opposant dans son opposition produite dans la présente cause, insolvabilité qu'admet le demandeur.

J'accorde ladite motion et ordonne que les créanciers du défendeur produisent leurs réclamations au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Saint-François, dans les quinze jours de la date de la première insertion de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec* pour qu'elle y soit publiée deux fois dans les langues française et anglaise, avec dépens.

Le juge, Cour supérieure,
3329—31-2 CHAS D. WHITE.

Province of Quebec, district of Saint Francis, in the Superior Court, No. 808. The twenty sixth day of July, 1922. Present: His Lordship Mr. Justice White. Ames Holden McCready, plaintiff; vs Romeo E. Bouchard, doing business at Coaticook as Bouchard's Garage, defendant; and "La Banque Nationale", opposant.

Inasmuch as the insolvency of the defendant is alleged by opposant in his opposition filed herein and that such insolvency is admitted by plaintiff.

Doth grant said motion and doth order that the creditors of the defendant do file their claims at the office of the prothonotary of the Superior Court, in the district of Saint Francis, within fifteen days from the date of the first insertion of the present order in the *Quebec Official Gazette* to be published twice in the French and English languages. The whole with costs.

CHAS D. WHITE,
3330—31-2 Judge, Superior Court.

Rules of Court

Soumissions

LaSarre, 31 juillet 1922.

Des soumissions cachetées seront reçues au bureau du secrétaire-trésorier de la commission scolaire de LaSarre, à LaSarre, P.Q. d'aujourd'hui au vingt août mil neuf cent vingt-deux, à onze heures de l'avant-midi pour la vente de débentures de cent et cinq cents piastres chacune, payables au bureaux de la Banque d'Hochelaga, à LaSarre, et Québec, d'un emprunt de dix mille dollars (\$10,000.00), effectué par cette

Tenders

LaSarre, 31st July, 1922.

Sealed tenders will be received at the office of the secretary-treasurer of the school commission of LaSarre, at LaSarre, P.Q. from now until twentieth August, nineteen hundred and twenty two, at eleven o'clock in the forenoon for the sale of debentures of one hundred and five hundred dollars each, payable at the office of the Hochelaga Bank, at LaSarre and Québec, for a loan of ten thousand dollars (\$10,000.00), issued by this commission, bearing

commission, à un intérêt de six pour cent par an, remboursable dans vingt ans à compter du premier octobre mil neuf cent vingt-deux, par annuités de mille piastres, à compter de la onzième année et années suivantes, consécutivement; ledit emprunt ayant été approuvé par le lieutenant-gouverneur en Conseil après avoir été recommandé par le surintendant de l'Instruction publique, et devant servir à terminer et compléter la maison d'école du village de LaSarre.

Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté par une banque à charte, égal à un pour cent du montant de l'emprunt. Après l'examen des soumissions, les chèques déposés par ceux des soumissionnaires dont la soumission ne sera pas acceptée, leur seront remis sans délai; celui du soumissionnaire dont l'offre aura été acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat.

Toute soumission devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les bons au moment de leur livraison.

Pour plus amples informations s'adresser au
Secrétaire-trésorier,
Municipalité scolaire de LaSarre,
3405-32-2 JULES LAVIGNE.

interest at six per cent per annum, redeemable in twenty years from the first of October one thousand nine hundred and twenty two, by yearly payments of one thousand dollars, to count from the eleventh year and following years, consecutively; the said loan having been approved by the Lieutenant-Governor in Council after having been recommended by the Superintendent of Public Instruction and to be used for the finishing and completion of the school house of the village of LaSarre.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque of a chartered bank, equal to one per cent of the amount of the loan. After examination of tenders, the cheques deposited by tenderers whose tenders are not accepted, will be returned at once; that of the tenderer whose offer has been accepted be returned after execution of the contract.

Each tender must specify if the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds at the time of delivery.

For further information apply to
JULES LAVIGNE,
Secretary Treasurer,
School municipality of LaSarre.

PROVINCE DE QUÉBEC.

CITE DES TROIS-RIVIERES

Avis public est par les présentes donné que le Conseil de la cité des Trois-Rivières recevra jusqu'à lundi, le 21 août 1922, à 4 heures P.M., au bureau du soussigné, des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumissions pour débetures de la cité des Trois-Rivières", pour l'achat de débetures de ladite cité des Trois-Rivières, au montant de huit cent cinquante mille piastres (\$850,000.00), émises en vertu du règlement No 352, dûment approuvé, suivant la loi, datées du 1er novembre 1922, et échéant dans vingt-cinq ans de leur date, portant intérêt au taux de 5½% par année, payable semi-annuellement le premier jour de mai et novembre de chaque année.

Le capital des susdites débetures et les intérêts sur icelles seront payables à l'option du porteur, au bureau-chef de la Banque d'Hochelaga, en la cité de Montréal, province de Québec, ou à aucune des succursales de ladite Banque d'Hochelaga, en la cité des Trois-Rivières, ou en la cité de Montréal, ou en la cité de Québec.

Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent de la valeur au pair de l'émission, et spécifier si l'offre est faite avec remboursement d'intérêts à courir au 1er novembre 1922. Après examen des soumissions, les chèques déposés par ceux des soumissionnaires dont l'offre n'aura pas été acceptée, leur seront remis sans délai; celui du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat.

Ledit conseil sera en mesure de livrer les susdites obligations pour le ou vers le 1er septembre 1922. L'acquéreur devra avoir pris possession et avoir payé l'émission totale pour le 31 octobre 1922. Lesdites soumissions seront prises en considération à la séance du conseil de la cité des Trois-Rivières, le vingt-un août 1922, à huit heures du soir, ou aussitôt après que le conseil ou l'un de ses comités pourront le faire,

PROVINCE DE QUÉBEC.

CITY OF THREE RIVERS.

Public notice is hereby given that the Council of the city of Three Rivers will receive until Monday, the 21st of August, 1922, at four o'clock P.M., at the office of the undersigned, written sealed tenders, endorsed "Tenders for city of Three Rivers' bonds, for the purchase of said city of Three Rivers' bonds, amounting to eight hundred and fifty thousand dollars, (\$850,000.00), issued under by-law No. 352, duly approved, according to law, dated 1st November, 1922, maturing in twenty five years from their date, bearing interest at the rate of 5½% per annum payable semi-annually on the first day of May and of November in each year.

The principal of the above said debentures and interest thereon are payable at the holders' option, at the chief office of the Bank of Hochelaga, in the city of Montreal, Province of Quebec, or at any of the branches of the said Bank of Hochelaga, in the city of Three Rivers, or in the city of Montreal, or in the city of Quebec.

Every tender must be accompanied by a certified cheque equal to one per cent of the par value of the issue, and shall specify whether the price offered does or does not include the reimbursement of interest from date of delivery to 1st November, 1922. After the opening of the tenders the cheque deposited by the tenderers whose offers are not accepted, shall be handed back to them without delay, that of the tenderer whose offer is accepted shall be handed back to him after the execution of his contract.

The city corporation will be in position to deliver the above said bonds for or about September 1st, 1922. The purchaser must take possession and pay the whole issue for 31st October, 1922. The said tenders will be considered at the meeting of the council of the city of Three Rivers, the twenty first day of August, 1922, at eight o'clock P.M., or so soon thereafter as the council or one of its committees can do so.

La cité des Trois-Rivières ne s'engage à accepter aucune des soumissions.

Trois-Rivières, ce premier jour d'août 1922.

Le trésorier de la cité des Trois-Rivières,
3335—31-2 ARTHUR NOBERT.

The city of Three Rivers does not bind itself to accept any of the tenders.

Three Rivers, this first day of August, 1922.

ARTHUR NOBERT,
Treasurer of the city of Three Rivers,
3336—31-2

Ventes—Loi de faillite

Dans l'affaire de Emile Doré, Trois-Rivières, Qué., cédant-autorisé.

Avis est par les présentes donné que le QUINZIÈME jour de SEPTEMBRE 1922, à ONZE heures de l'ayant-midi (heure solaire), sera vendu à l'encan public, et conformément au paragraphe 3-B, de l'article 20 de la Loi de faillite, au bureau du shérif du district de Trois-Rivières, dans le palais de justice, à Trois-Rivières, l'immeuble suivant, faisant partie de l'actif:

Un emplacement situé sur le Côteau Saint-Louis, ayant front sur la troisième avenue, de figure irrégulière, mesurant quarante pieds de largeur au front sur ladite avenue et élargissant graduellement de manière à avoir environ cinquante-cinq pieds de largeur à la profondeur, qui est d'environ quatre-vingt-dix pieds, le tout à mesure anglaise, et sans garantie de mesure précise, étant la subdivision quatre-vingt-neuf du lot numéro treize cent soixante-quatre (1364-89) du cadastre officiel de la cité de Trois-Rivières—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

L'adjudication sera faite au plus haut enchérisseur, et le prix de vente payable comptant.

Cette vente, faite en vertu de la Loi de faillite tel que susdit, équivaut à une vente par le shérif.

Trois-Rivières, le 28 juillet 1922.

Les syndics autorisés.

3403—32-2 DAMPHOUSSE & HEBERT.

Dans l'affaire de Dame Exillia Tessier, de Montauban-les-Mines, Qué., cédante autorisée.

Avis est par le présent donné que MARDI, le DOUZIÈME jour de SEPTEMBRE 1922, à ONZE heures A.M. (heure avancée), sera vendu par encan public aux bureaux des soussignés, 147 Côte de la Montagne, Québec, les propriétés de cette faillite décrites comme suit:

a. Un emplacement ou terrain situé à Montauban-les-Mines, contenant une largeur de cinquante pieds (50) sur une longueur de cent pieds (100), le tout mesure française; borné comme suit: en front au nord-ouest au chemin public, du côté nord-est à Léon Gingras, en profondeur au sud-est, au surplus du lot No 39 et du côté sud-ouest à Edouard Pleau—avec une maison et autres bâtisses dessus construites; le dit terrain faisant partie du lot numéro trente-neuf (39) sur le cadastre officiel du comté de Portneuf, pour le premier rang du dit canton Montauban, de la paroisse Saint-Ubalde;

b. Un terrain situé à Saint-Eloi-les-Mines, dans le premier rang du canton Montauban, contenant une largeur de cinquante pieds sur une profondeur de cent vingt-cinq pieds (125); borné comme suit: en front au nord au chemin public, en profondeur au sud au résident du lot numéro trente-neuf (39), du côté nord-est à la Zinc Co., Limited, et du côté sud-ouest à Louis St-Amant—avec les bâtisses dessus y érigées, sans réserve;

Sales—Bankruptcy Act

In the matter of Emile Doré, Three Rivers, Quebec, authorized assignee.

Notice is hereby given that on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon (standard time,) there will be sold at public auction, and in conformity with paragraph 3-B of article 20 of the Bankruptcy Act, at the sheriff's office of the district of Three Rivers, in the Court House, at Three Rivers, the following immoveable, being part of the assets:

An emplacement situated on Coteau Saint Louis, fronting on third avenue, of irregular form, measuring forty feet in width in front on the said avenue and gradually widening so that it contains about fifty five feet in width to the rear, by a depth of about ninety feet, the whole according to English measure, and without guarantee of exact measure, being the subdivision eighty nine of lot number thirteen hundred and sixty four (1364-89) of the official cadastre of the city of Three Rivers—with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Adjudication will be made to the highest bidder, and the price of sale will be for cash.

This sale is made in virtue of the Bankruptcy Act, such as aforesaid equivalent to a sheriff's sale.

Three Rivers, 28th July, 1922.

DAMPHOUSSE & HEBERT,

3404—32-2 Authorised trustees.

In the matter of Dame Exillia Tessier, of Montauban-les-Mines, Que., authorised assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWELFTH day of SEPTEMBER, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon (daylight saving), there will be sold by public auction at the offices of the undersigned, 147 Mountain Hill, Quebec, the property of this bankruptcy described as follows:

a. A lot or emplacement situated at Montauban-les-Mines, containing a width of fifty (50) feet by a length of one hundred (100) feet, the whole French measure; bounded as follows: in front to the northwest by the public highway, on the north-east side by Léon Gingras, in depth to the southeast by the surplus of lot No. 39 and on the southwest side by Edouard Pleau—with a house and other buildings thereon erected; the said land being part of lot number thirty nine (39) on the official cadastre of the county of Portneuf, for the first range of the said township of Montauban, of the parish of Saint Ubalde;

b. A lot of land situated at Saint-Eloi-les-Mines, in the first range of the township of Montauban, containing a width of fifty feet by a depth of one hundred and twenty five (125) feet; bounded as follows: in front to the north by the public highway, in depth to the south by the Zinc Co., Limited, and on the southwest side by Louis St-Amant—with the buildings thereon erected, without reserve; the said land being

le dit terrain faisant partie du lot numéro trente-neuf (39) sur le cadastre officiel du comté de Portneuf, pour le premier rang du canton Montauban, de la paroisse de Saint-Ubalde.

La vente se fera pour chaque item séparément et au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés aux bureaux des soussignés.

Les propriétés plus haut mentionnées peuvent être visitées en tout temps en s'adressant aux soussignés.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3-B qui lui donne les mêmes effets que la vente au shérif.

Conditions de paiement: Comptant.

Les syndics autorisés,

LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux: 147 Côte de la Montagne,

Edifice Bossé, Québec.

L'encatneur,

JOSEPH GIROUX. 3459-32-2

Dans l'affaire de J.-O. Naud, de Authier, Abitibi, Qué., industriel, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le QUATORZIEME jour de SEPTEMBRE 1922, à ONZE heures A.M. (heure avancée), sera vendu par encan public aux bureaux des soussignés, 147 Côte de la Montagne, Québec, l'actif de cette faillite, comme suit:

a. 1,552,501 pieds de bois de sciage, comprenant madriers et planches de 1, 2 et 3 pouces, épinette et tremble, cinquième et meilleure;

b. 13,500 pieds de bois carré;

c. 269 paquets lattes, 2ième classe;

d. Grément de la forge. \$ 161.00

e. Ameublement de la maison. 76.01

f. 1 barge à gazoline (15 forces) et deux chaloupes. 420.00

g. Une terre à bois située à Saint-Gilbert, autrefois Deschambault, connue et désignée sous le numéro cinq cent vingt-deux (522) du cadastre officiel pour le comté de Portneuf, pour la paroisse de Deschambault; bornée au sud-ouest à un nommé Young, au nord-est à R. Gignac, au nord à Alf. Julien et J. Gignac, au sud aux terres du quatrième rang de Deschambault;

h. Un emplacement situé à Saint-Marc-des-Carrières, contenant soixante pieds (60) de front sur un arpent de profondeur, le tout mesure anglaise; borné au nord à Eugène Marcotte, au sud et au nord-est à Octave Naud et au sud-ouest au chemin public; le dit emplacement faisant partie du lot numéro cinquante-deux (52) du cadastre officiel du comté de Portneuf, pour la paroisse de Saint-Alban—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

i. 1. Un lot de terre comprenant toute la partie au sud du chemin de fer Transcontinental, et étant connu et désigné sous le numéro quinze (15) du rang dix (10) du canton Privat, dans le comté de Témiscamingue—avec le moulin à scie, les engins, les bouilloires, les courroies et arbres de couchés, ainsi que toutes les machineries et tout l'outillage nécessaires à l'exploitation de ce moulin;

2. Un autre lopin de terre comprenant à peu près cinq (5) acres en superficie et formant le coin nord-est de la partie au sud du chemin de fer et étant connu et désigné comme faisant partie du lot numéro quatorze (14) du rang dix (10) du canton Privat—avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

part of lot number thirty nine (39) on the official cadastre of the county of Portneuf, for the first range of the township of Montauban, of the parish of Saint Ubalde.

The sale will be made for each item separately and to the highest bidder.

Titles and certificates may be examined at the offices of the undersigned.

The above mentioned property may be visited at any time on applying to the undersigned.

This sale is made in conformity with article 20 paragraph 3-B giving it the same effect as a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

LEFAIVRE & GAGNON,

Authorised trustees.

Office: 147 Mountain Hill,

Bossé Bldg., Quebec.

JOSEPH GIROUX,

Auctioneer. 3460-32-2

In the matter of J. O. Naud, of Authier, Abitibi, Que., manufacturer, authorized assignee.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the FOURTEENTH day of SEPTEMBER, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon (daylight saving), there will be sold by public auction at the offices of the undersigned, 147 Mountain Hill, Quebec, the assets of this estate as follows:

a. 1,552,501 feet of lumber consisting of deals and boards of 1, 2 and 3 inches, spruce and poplar fifts and better;

b. 13,500 feet of square timber;

c. 269 packages of lathes;

d. Forge equipment. \$ 161.00

e. House furnishings. 76.01

f. 1 gasoline barge (15 inches) and two launches. 420.00

g. A wooded land situated at Saint-Gilbert, formerly Deschambault, known and designated under number five hundred and twenty-two (522) on the official cadastre of the county of Portneuf, for the parish of Deschambault; bounded to the southwest by one named Young, to the northeast by R. Gignac, to the north by Alf. Julien and J. Gignac and to the south by the lands of the fourth range of Deschambault;

h. An emplacement situated at Saint-Marc-des-Carrières, containing sixty (60) feet in front by one arpent in depth, the whole English measure; bounded to the north by Eugène Marcotte, to the south and northeast by Octave Naud and to the southwest by the public highway; the said emplacement being part of lot number fifty-two (52) of the official cadastre of the county of Portneuf, for the parish of Saint-Alban—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

i. 1. A lot of land comprising the entire part to the south of the Transcontinental railway and being known and designated under number fifteen (15) of the tenth (10) range of the township of Privat, in the county of Témiscamingue—with the saw-mill, engines, boilers, belting and shafting, as well as all machinery and equipment, necessary for the operation of this mill;

2. Another strip of land comprising about five (5) acres in superficies and forming the northeast corner of the part to the south of the railway and being known and designated as forming part of lot number fourteen (14) of range ten (10) of the township of Privat, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Ces deux lots, ne formant qu'une seule propriété, seront vendus en un seul item.

La vente se fera pour chaque item séparément et au plus haut enchérisseur.

L'inventaire du bois, etc., et les titres regardant les propriétés peuvent être examinés aux bureaux des soussignés.

Les divers items plus haut mentionnés peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux soussignés.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3-B, de la Loi de faillite qui lui donne les mêmes effets que la vente au shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Les syndics autorisés,

LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux: 147 Côte de la Montagne,
(Edifice Bossé), Québec.

L'encanteur,

JOSEPH GIROUX. 3461—32-2

These two lots, forming but one property, will be sold at one item.

Each item will be sold separately to the highest bidder.

The inventory of the lumbers, &c., and titles to properties may be examined at the office of the undersigned.

The various above mentioned items may be examined at any time on applying to the undersigned.

This sale is made in conformity with article 20 paragraph 3-B of the Bankruptcy Act and is equivalent to a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

LEFAIVRE & GAGNON,

Authorized trustees.

Offices: 147 Mountain Hill.

(Bossé building), Québec.

JOSEPH GIROUX,

Auctioneer. 3462—32-2

Dans l'affaire de Antonio Gagné, épiciier et boucher, 74 rue d'Aiguillon, Québec, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le HUIT SEPTEMBRE 1922, à ONZE heures a.m., sera vendu à mon bureau, 44 rue Dalhousie, Québec, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Un lot de terre étant le numéro vingt et la moitié de vingt-un (20 et $\frac{1}{2}$ de 21), subdivisions du lot originaire quatre cent trente-cinq (435), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Roch-Nord; ladite moitié du lot 21 étant la moitié sud-est dudit lot vingt-un, et est borné au nord-ouest par le résidu dudit lot vingt-un, au nord-est par le chemin de Charlesbourg, au sud-est à la subdivision 20 du lot 435 et au sud-ouest par la subdivision 57 dudit lot 435, et étant d'une profondeur moyenne de 762 pieds—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3, de la Loi de faillite, 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente du shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Pour plus amples informations s'adresser au soussigné.

Le syndie autorisé,

J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44 rue Dalhousie.

Bâtisse Canada Steamship Lines Ltd.

Québec, 2 août 1922.

3381—31-2

In the matter of Antonio Gagné, grocer and butcher, 74 d'Aiguillon, Quebec, authorised assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the EIGHTH day of SEPTEMBER, 1922, at ELEVEN o'clock a. m., there will be sold at my office, 44 Dalhousie street, Quebec, the following immoveable, to wit:

A parcel of land being the subdivision number twenty and the half of subdivision twenty-one, (20 and $\frac{1}{2}$ of 21) of the original lot four hundred and thirty-five (435) of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Roch North; the said half of lot 21 being the southeast half of the said lot twenty one, and is bounded to the northeast by the Charlesbourg road, to the southeast by subdivision 20 of lot 435 and to the southwest by subdivision 57 of the said lot 435, and being of a mean depth of 762 feet with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The titles and certificates may be examined at my office at any time.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chap. 36, and has the same effect as a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

For further particulars apply to the undersigned.

J. P. E. GAGNON,

Authorised trustee.

Office: 44 Dalhousie street,

Canada Steamship Lines Ltd., bldg.

Quebec, 2nd August. 1922.

3382—31-2

Vente pour taxes

PROVINCE DE QUÉBEC.

CITE DE SOREL.

Avis public est par le présent donné que les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique à DIX heures de l'avant-midi, MARDI, le CINQUIEME jour de SEPTEMBRE prochain 1922, en la salle publique de l'hôtel de ville de la cité de Sorel, pour taxes

Sale for taxes

PROVINCE OF QUEBEC.

CITY OF SOREL.

Public notice is hereby given that the real estates hereafter mentioned will be sold by public auction at TEN o'clock in the forenoon, on TUESDAY, the FIFTH day of SEPTEMBER next, 1922, at the public hall of the city of Sorel, for municipal taxes and dues unless the

ou autres redevances municipales, à moins que les dites taxes ou autres redevances municipales ne soient payées, avec les frais et intérêts, avant la vente, savoir: same be paid with interests and costs, before the sale, to wit:

No du cadastre — Cadastral No.	Nom du propriétaire — Name of the proprietor	Profession — Calling	Taxes dues — Taxes unpaid	Intérêts — Interests	Frais — Costs	Total due — Total due
849, Pt. 754.....	Succ.-Estate Louis Roberge, Sr.		283.66	45.00	16.20	344.80
576,577.....	Succ.-Estate Louisa Wilson, épouse de—wife of Lact. Séné- cal.....		184.90	12.00	9.07	205.97
761, 762 et - and Pt. 259	Succ.-Estate Alexis Martin.....		201.65	15.00	10.75	227.40
1, 2, 28, 29, 30, Subd. 256 et—and 257.....	Calixte Péloquin.....	Contracteur-Contractor.	567.33	72.00	31.80	671.13
Pt. 441.....	The Richelieu Industrial Co....	Corps légalement consti- tué en corporation— Body legally constituted in corporation.....	155.40	11.10	8.15	174.65
Pt. 1595.....	Delle—Miss Rosalie Coderre..	Fille majeure—Spinster.	1.88	.45	.13	2.46
Pt. 1598.....	Delle—Miss Parmélie Vandal..	Fille majeure—Spinster.	.75	.15	.05	.95

Hôtel de ville, Sorel, 24 juillet 1922.
Le greffier de la cité,
3449 A.-O. CARTIER.

City Hall, Sorel, 24th July, 1922.
A. O. CARTIER,
City Clerk.

VENTE PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } PATRICK DUFF,
No 214. } demandeur; contre
DONAT GINGRAS, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre située dans la paroisse de Saint-Edmond-de-Grantham, comté de Drummond, de la contenance de cinquante acres (50) environ, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Grantham, sous le numéro huit cent onze (No 811)—avec une grange dessus construite; également la récolte sur pied de la dite terre.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Edmond-de-Grantham, le TREIZIEME jour de SEPTEMBRE prochain 1922, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, ce 7 août 1922.
[Première publication, 12 août 1922]

3447

SHERIFF'S SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } PATRICK DUFF,
No. 214. } plaintiff; against
DONAT GINGRAS, defendant.

As belonging to said defendant:

A land situate in the parish of Saint-Edmond-de-Grantham, county of Drummond, containing about fifty (50) acres, known and designated upon the official plan and book of reference for the township of Grantham, under the number eight hundred and eleven (811)—with a barn thereon erected; equally the crop on foot on the said land.

To be sold at the parochial church door of Saint-Edmond-de-Grantham, on the THIRTEENTH day of SEPTEMBER next, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. J. E. GIROUARD,
Sheriff.

Arthabaska, this 7th August, 1922.
[First publication, 12th August, 1922]

3448

BEAUHARNOIS

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } **DAVID BROWN,**
 District de Beauharnois, } demandeur; vs
 No 4219. } **LAWRENCE T.**

BROWN, FILS, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur,
 à savoir:

La terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du canton Fradklin sous le numéro cinq A (5-A) du premier rang et le numéro cinq A (5-A) du deuxième rang de Russelton, mesurant cent trente-sept arpents et quarante-deux perches de superficie—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être veddu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine-Abbé, dans le comté de Huntingdon. MERCREDI, le VINGT-TROISIEME jour d'AOUT prochain 1922, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

L.-O. THISDALE.

Salaberry-de-Valleyfield, 17 juillet 1922.

[Première publication, 22 juillet 1922]

3149—29-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **DAVID BROWN,**
 District of Beauharnois, } plaintiff; vs
 No. 4219 } **LAWRENCE T.**

BROWN, JUNIOR, defendant.

Seized as belonging to the said defendant, to wit:

The farm known and designated on the official plan and book of reference of the township of Franklin under the number five A (5-A) in the first range and number five-A (5-A) in the second range of Russelton containing one hundred and thirty seven arpents and forty two perches in superficies—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Antoine-Abbé, in the county of Huntingdon, on WEDNESDAY, the TWENTY THIRD day of AUGUST next, 1922, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

L. O. THISDALE,

Sheriff.

Salaberry-de-Valleyfield, 17th July, 1922.

First publication, 22nd July, 1922

3150—29-2

GASPÉ

GASPÉ

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

District de Montréal, } **RICHARD COR-**
 No 23429. } **BETT MILLER,**

de la cité de Montréal, faisant affaires seul comme marchand, sous le nom de "R. C. Miller Oil & Supply Co.", demandeur; vs MEINERT A. WICK, de L'Anse-au-Beaufils, dans le comté et le district de Gaspé, défendeur.

Un lopin de terre situé dans le premier rang du canton Percé, qui est une partie du lot No 241 dudit canton; borné en front par la mer, en arrière par le chemin du roi, d'un côté par F.-X. Couture et de l'autre côté par la jetée de la rivière de L'Anse-au-Beaufils, avec droit pour l'acheteur de poser une ou plusieurs lignes de tuyaux sur partie du même lot cadastral, situé de l'autre côté du chemin du roi, et comprise entre la clôture du vendeur et la rivière susdite; ledit lopin de terre sur lequel on peut poser lesdits tuyaux est une déclivité s'étendant de ladite clôture jusqu'à ladite rivière, le tout tel que convenu entre ledit Arthur Boudreau et l'acheteur—avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif, dans la municipalité de Percé, le TREIZIEME jour de SEPTEMBRE, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

JAS. T. TUZO.

Percé, 5 août 1922.

[Première publication, 12 août 1922]

3413—32-2

FIERI FACIAS.

Superior Court.

District of Montreal, } **RICHARD COR-**
 No. 23429. } **BETT MILLER,**

of the city of Montreal, and doing business alone as merchant under the name of "R. C. Miller Oil & Supply Co.", plaintiff; vs MEINERT A. WICK, of L'Anse-au-Beaufils, in the county and district of Gaspé, defendant.

A certain piece or parcel of land situate in the first range of the township of Percé, being part of lot No. 241, of the said township; bounded in front by the sea, in rear by the King's highway, on one side by F. X. Couture and on the other side by the embankment of the L'Anse-au-Beaufils river—together with the right for the purchaser to lay a line or lines of pipes on part of the same cadastral lot situate on the other side of the King's highway, and being comprised between the vendor fence and the aforesaid river; said piece of land on which the said pipes can be laid being a slope starting from the said fence down to the said river, the whole as agreed between the said Arthur Boudreau and the purchaser—together with all the buildings and improvements thereon made, circumstances and dependencies.

To be sold at the sheriff's office, in the municipality of Percé, on the THIRTEENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

JAS. T. TUZO,

Sheriff.

Percé, 5th August, 1922.

[First publication, 12th August, 1922]

3414—32-2

HULL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Hull.

Hull, à savoir: } J. OSCAR LAFLECHE, de-
No 5858. } J. mandeur; contre DAME
FABIEN GAGNON, défenderesse, à savoir:

La totalité de la maison et des autres bâties
construites sur une partie des lots 172 et 173 du
quartier numéro deux de la cité et du district
de Hull, avec tous droits afférents audit terrain;
borné comme suit: au sud par le lot 178, au
nord par la terre qu'occupe partiellement Aris-
tide Ouellette, et partiellement la "coulée", à
l'ouest par partie dudit lot 173 et à l'est par la
rue Automne, maintenant Carillon.

Pour être vendues à mon bureau, dans la cité
de Hull, le VINGT-DEUXIEME jour d'AOUT
prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Hull, 19 juillet 1922. C. M. WRIGHT.

[Première publication, 22 juillet 1922]

3181-29-2

HULL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Hull.

Hull, to wit: } OSCAR LAFLECHE,
No 5858. } J. plaintiff; against DAME
FABIEN GAGNON, defendant, to wit:

All that house and other buildings constructed
on part of lots 172 and 173 of ward number two
of the city and district of Hull, with all her rights
to said land; bounded as follows: to the south
by lot 178, to the north by the land occupied by
Aristide Ouellette in part, and part by the "Cou-
lée", to the west by part of said lot 173 and to the
east by Autumn now Carillon street.

To be sold at my office, in the city of Hull, on the
TWENTY SECOND day of AUGUST next at
TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. C. M. WRIGHT,
Hull, July 19th, 1922. Sheriff.

[First publication, 22nd July, 1922].

3182-29-2

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME MARIE-
No 2027. } LOUISE BRIS-

SETTE, épouse judiciairement séparée de biens
de J. Théodore Lajoie, et ce dernier tant person-
nellement que pour autoriser sadite épouse aux
fins des présentes, demandeurs; vs ISRAEL
ZELNIKER ET ISRAEL SHERKER, défen-
deurs.

Un lot de terre portant le numéro quarante-un
de la subdivision du lot numéro deux A (2a-41)
des plan et livre de renvoi officiels du village de la
Côte de la Visitation; borné en front par la rue
Chapleau, cité de Montréal—avec maisons et dé-
pendances ci-dessus construites, avec usage de la
ruelle en arrière en commun avec d'autres.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le QUATORZIEME jour de SEP-
TEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-
midi.

Bureau du shérif. Le député-shérif,
O. BELANGER.

Montréal, 2 août 1922.

[Première publication, 5 août 1922 est nulle]

[Première publication, 12 août 1922]

3385-31-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH LACOMBE ET
No 4573. } AL ES-QUAL, deman-

deurs; vs THE MOUNT ROYAL LAND COM-
PANY, LIMITED, corporation légalement
constituée ayant son siège social à Montréal,
défenderesse.

Partie d'une terre située à Côte-des-Neiges;
ladite terre connue et désignée aux plan et livre
de renvoi officiels du village incorporé du village
de la Côte-des-Neiges comme étant le lot numéro
soixante-un (61); ladite partie de terre bornée
comme suit: à une extrémité au sud-ouest par le
résidu du lot numéro soixante-un (61), à
l'autre extrémité au nord-est par le lot cinquante-
huit (58) du plan officiel, d'un côté au nord-ouest

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME MARIE
No 2027. } LOUISE BRIS-

SETTE, wife judicially separated as to property
of J. Théodore Lajoie, and the latter both per-
sonally and to authorize his said wife for the
purposes hereof, plaintiffs; vs ISRAEL ZEL-
NIKER AND ISRAEL SHERKER, defendants.

A lot of land bearing the number forty one of
the subdivision of the lot number two A (2a-41)
of the official plan and book of reference of the
village of Côte-de-la-Visitation; fronting on
Chapleau street, city of Montreal—with the
houses and dependencies thereon erected and
with the use of the lane at the rear in common
with others.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
the FOURTEENTH day of SEPTEMBER next,
at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. O. BELANGER,
Deputy-sheriff.

Montreal, 2nd August, 1922.

[First publication, 5th August, 1922 is null]

[First publication, 12th August, 1922]

3386-31-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH LACOMBE ET
No. 4573. } AL ES-QUAL, plain-

tiff's; vs THE MOUNT ROYAL LAND COM-
PANY, LIMITED, a legally incorporated body,
having its principal place of business in Montreal,
defendant.

Part of a certain farm situated at Côte-des-
Neiges; said farm being known and designated
upon the official plan and book of reference of the
incorporated village of La Côte-des-Neiges as
lot number sixty-one (61); and said part of farm
being bounded as follows: at one end to the
south west by the remaining of lot number sixty-
one (61), at the other end to the northeast by lot
number fifty-eight (58) upon the official plan

par le lot numéro soixante-trois (63) du plan officiel, et de l'autre côté au sud-est par le lot numéro cinquante-huit (58) du plan officiel; ladite partie du lot numéro soixante-un (61) ayant une étendue totale de trente-quatre arpents et trente-quatre centièmes d'un arpent (34.34).

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$1,750.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'hon. juge Rinfret, daté le 9 août 1922.

Bureau du shérif, Le député-shérif,
O. BELANGER.

Montréal, 9 août 1922.

[Première publication, 12 août 1922]
3469—32-2

on one side to the northwest by lot number sixty-three (63) upon the official plan and on the other side to the southeast by lot number fifty-eight (58) upon the said official plan; said part of lot number sixty-one (61) having a total area of thirty-four arpents and thirty-four hundredths of an arpent (34.34).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$1,750.00 will be exacted from every bidder before receiving his bid, pursuant to judgment of the Hon. Judge Rinfret, dated the 9th August, 1922.

Sheriff's office. O. BELANGER,
Deputy sheriff.

Montreal, 9th August, 1922.

[First publication, 12th August, 1922]
3470—32-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District cde Montréal.

Montréal, à savoir: } LA BANQUE DES
No 4985. } MARCHANDS DU
CANADA, corporation ayant son bureau d'affaires à Montréal, demanderesse; vs JOHN McCORMACK, défendeur.

1. Un certain emplacement situé sur le chemin Lasalle dans la cité de Verdun, d'une largeur de vingt pieds par toute la profondeur des lots ci-après mentionnés, étant composé de la partie sud-ouest du lot subdivision numéro quatre-vingt-treize (93) et de la partie nord-est du lot subdivision numéro quatre-vingt-quatorze (94), le tout faisant partie de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-onze (4671) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal (ptie. S.O. 4671-93 et partie N. E. 4671-94). La dite partie de ladite subdivision quatre-vingt-treize mesurant cinq pieds de largeur par toute la profondeur de ladite subdivision; bornée en front au sud-est par le chemin Lasalle, en arrière par une ruelle, d'un côté au nord-est par la partie nord-est de ladite subdivision quatre-vingt-treize (93), de l'autre côté au sud-ouest par ladite subdivision quatre-vingt-quatorze (94); et ladite partie de ladite subdivision quatre-vingt-quatorze, mesurant quinze pieds de largeur par toute la profondeur de ladite subdivision; bornée en front au sud-est par le chemin Lasalle, en arrière par une ruelle, d'un côté au nord-est, par ladite subdivision quatre-vingt-treize (93) et de l'autre côté au sud-ouest par le reste de ladite subdivision quatre-vingt-quatorze (94) le tout —avec les bâtisses dessus érigées;

2. Un certain emplacement situé sur le chemin Lasalle, dans la cité de Verdun, d'une largeur de vingt pieds par toute la profondeur des lots ci-après mentionnés, étant composés de la partie sud-ouest du lot subdivision numéro quatre-vingt-quatorze (94) et de la partie nord-est du lot subdivision numéro quatre-vingt-quinze (95), le tout faisant partie de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-onze (4671) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal. (partie S. O. 4671-94 et partie N. E. 4671-95). Ladite partie de ladite subdivision quatre-vingt-quatorze (94), mesurant dix pieds de largeur par toute la profondeur de ladite subdivision; bornée en front au sud-est par le chemin Lasalle, en arrière par une ruelle, d'un côté au nord-est par la partie nord-est de la subdivision quatre-vingt-qua-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LA BANQUE DES
No. 4985. } MARCHANDS DU
CANADA, corporation having its business office at Montreal, plaintiff; vs JOHN McCORMACK, defendant.

1. A certain emplacement situated on the Lasalle road, in the city of Verdun, twenty feet wide by the entire depth of the lots mentioned below, being composed of the southwest part of the lot subdivision number ninety three (93), and the north east part of the lot subdivision number ninety four (94), the whole being part of the official subdivision of the original lot number four thousand six hundred and seventy one (4671) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal (pt. S.W. 4671-93 and pt. N. E. 4671-94). The said part of the said subdivision ninety three measuring five feet in width by the entire depth of the said subdivision; bounded in front to the southeast by the Lasalle road, to the rear by a lane, on one side to the northeast by the northeast part of the said subdivision ninety three (93) and on the other side to the southwest by the said subdivision ninety four (94). And the said part of the said subdivision ninety four, measuring fifteen feet in width by the entire depth of the said subdivision; bounded in front to the southeast by the Lasalle Road, to the rear by a lane, on one side to the northeast by the said subdivision ninety three (93) and on the other side to the southwest by the residue of the said subdivision ninety four (94)—the whole with the buildings thereon erected;

2. A certain emplacement situated on the Lasalle road, on the city of Verdun, twenty feet wide by the entire depth of the lots mentioned below, consisting of the southwest part of the lot subdivision number ninety four (94) and the northeast part of the lot subdivision number ninety five (95), the whole being part of the official subdivision of the original lot number four thousand six hundred and seventy one (4671) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal (pt. S.W. 4671-94 and Pt. N. E. 4671-95). The said part of the said subdivision ninety-four (94) measuring ten feet in width by the entire depth of the said subdivision; bounded in front to the south-east by the Lasalle road, to the rear by a lane, on one side to the northeast by the northeast part of the subdivision ninety four (94) and on the other side to the southwest

torze (94), de l'autre côté au sud-ouest par ladite subdivision quatre-vingt-quinze (95). Et ladite partie de ladite subdivision quatre-vingt-quinze mesurant dix pieds de largeur par toute la profondeur de ladite subdivision; bornée en front au sud-est par le chemin Lasalle, en arrière par une ruelle, d'un côté au nord-est par ladite subdivision quatre-vingt-quatorze (94) et de l'autre côté au sud-ouest par le reste de ladite subdivision quatre-vingt-quinze (95)—le tout avec les bâtisses dessus érigées;

3. Un certain emplacement situé sur le chemin Lasalle, dans la cité de Verdun, d'une largeur de vingt pieds par toute la profondeur des lots ci-après mentionnés, étant composé de la partie sud-ouest du lot subdivision numéro quatre-vingt-quinze (95) et de la partie nord-est du lot subdivision numéro quatre-vingt-seize (96), le tout faisant partie de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-onze (4671) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal (ptie. S. O. 4671-95 et ptie. N. E. 4671-96);

Ladite partie de ladite subdivision quatre-vingt-quinze (95) mesurant quinze pieds de largeur par toute la profondeur de ladite subdivision; bornée en front au sud-est par le chemin Lasalle, en arrière par une ruelle, d'un côté au nord-est par la partie nord-est de ladite subdivision quatre-vingt-quinze (95), de l'autre côté au sud-ouest par ladite subdivision quatre-vingt-seize (96) Et ladite partie de ladite subdivision quatre-vingt-seize (96) mesurant cinq pieds de largeur par toute la profondeur de ladite subdivision; bornée en front au sud-est par le chemin Lasalle, en arrière par une ruelle, d'un côté au nord-est par ladite subdivision quatre-vingt-quinze (95), de l'autre côté au sud-ouest par le reste de ladite subdivision quatre-vingt-seize (96)—le tout avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$513.00 quant à l'immeuble désigné au paragraphe No 1, de \$494.00, quant à l'immeuble désigné au paragraphe No 2, et de \$477.00 quant à l'immeuble désigné au paragraphe No 3, sera exigé de tout offrand ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère suivant jugement de l'hon. juge Rinfret, daté le 9 août 1922.

Bureau du shérif. Le député-shérif,
Montréal, 9 août 1922. O. BELANGER.
[Première publication, 12 août 1922].
3471—32-2

by the said subdivision ninety five (95). And the said part of the said subdivision ninety five measuring ten feet in width by the entire depth of the said subdivision; bounded in front to the southeast by the Lasalle road, in the rear by a lane, on one side to the northeast by the said subdivision ninety-four (94) and on the other side to the southwest by the residue of the said subdivision ninety five (95)—the whole with buildings thereon erected;

3. A certain emplacement situated on Lasalle road, in the city of Verdun, twenty feet wide by the entire depth of the lots hereinafter mentioned, consisting of the southwest part of the lot subdivision number ninety (95) and of the northeast part of the lot subdivision number ninety-six (96) the whole being part of the official subdivision of the original lot number four thousand six hundred and seventy-one (4671) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal (Pt. S. W. 4671-95 and pt. N. E. 4671-96).

The said part of the said subdivision ninety-five (95) measuring fifteen feet in width by the entire depth of the said subdivision; bounded in front to the southeast by the Lasalle road, in the rear by a lane, on one side to the northeast by the northeast part of the said subdivision ninety-five (95) and on the other side to the southwest by the said subdivision ninety-six (96). And the said part of the said subdivision ninety-six (96) measuring five feet in width by the entire depth of the said subdivision; bounded in front to the south-east by the Lasalle road, to the rear by a lane, on one side to the northeast by the said subdivision ninety five (95) and on the other side to the southwest by the residue of the said subdivision ninety six (96)—the whole with buildings thereon erected

To be sold at my office, in the city of Montreal the FOURTEENTH day of SEPTEMBER next at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$513.00 on the immoveable designated in paragraph No 1, \$494.00 on the immoveable designated in paragraph No. 2, and \$477.00 on the immoveable designated in paragraph No. 3 will be exacted from each bidder before accepting his offer or bid, following judgment of the Hon. Judge Rinfret, dated August 9, 1922.

Sheriff's office. O. BELANGER,
Montreal, August 9, 1922. Deputy sheriff.
[First publication, 12th August, 1922]
3472—32-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } A. PIGEON, demandeur; vs A. SAURIOL, défendeur.

1. Deux lots de terre sis et situés en la cité de Montréal, district de Montréal, connus et désignés sous les numéros 9 et 10, subdivision du lot originaire No 28 aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga; bornés en front par la rue Notre-Dame-Est—avec bâtisses dessus construites, servant à une seule et même exploitation;

2. Un lot de terre sis et situé dans le district de Montréal, étant subdivision No 1 de la subdivision No 2596, du lot originaire, cadastre No 12 du village incorporé de la Côte Saint-Louis; borné en front par la rue Jeanne-Mance—avec bâtisses dessus construites.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } A. PIGEON, plaintiff; vs A. SAURIOL, defendant.

1. Two lots of land being and situate in the city of Montreal, district of Montreal, known and designated under the numbers 9 and 10, subdivision of the primitive lot No. 28 on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga; bounded in front by Notre-Dame East street—with buildings thereon erected, serving as one plot;

2. A lot of land being and situate in the district of Montreal, being subdivision No. 1 of the subdivision No. 2596, of the primitive cadastral lot No. 12 of the incorporated village of Côte Saint Louis; bounded in front by Jeanne Mance street—with the buildings thereon erected.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

Un dépôt de \$660.00 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'hon. juge Rinfret, daté le 9 août 1922.

Bureau du shérif. Le député-shérif,
O. BELANGER.

Montreal, 9 août 1922.

[Première publication, 12 août 1922]

3473—32-2

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of SEPTEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$660.00 shall be exacted from every bidder before receiving his bid or offer pursuant to judgment of the Hon. Judge Rinfret, dated the 9th of August, 1922.

Sheriff's office. O. BELANGER,
Deputy sheriff.

Montreal, 9th August, 1922.

[First publication, 12th August, 1922]

3474—32-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } L A BANQUE NATIO-
No 4145. } L NALE, corps poli-
tique et incorporé, ayant son principal bureau et
place d'affaires en la cité de Québec, district de
Québec, et ayant entre autres un bureau d'affai-
res au No 101 rue Saint-Jacques, en la cité de
Montréal, district de Montréal, demanderesse;
vs J.-D. LAPOINTE, défendeur.

1. Un emplacement ayant front sur la rue Westmore, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant les numéros 134-135-136 et 137 de la subdivision officielle du lot numéro 142 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal;

2. Un lot de terre ayant front sur la rue Omer, en la cité de Montréal, quartier Mercier, connu et désigné sous le numéro trois cent quatre de la subdivision officielle du lot numéro 394 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, avec droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle située en arrière dudit lot;

3. Huit lots de terre situés en la ville de Beaconsfield, connus et désignés sous les numéros 11-12-13-14-15-16-17 et 18 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 21 aux plan et livre de renvois officiels de la paroisse de Pointe-Claire, comté de Jacques-Cartier, ayant front sur une rue projetée non nommée conduisant vers le nord au chemin de fer et vers le sud au chemin public;

4. Cinq lots de terre situés dans la paroisse du Sault-aux-Récollets, connus et désignés comme étant les numéros 748-749-750-751 et 752 du lot originaire numéro 164 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets ayant front sur une rue projetée appelée avenue Papineau;

5. Deux lots de terre ayant front sur l'avenue Colbrooke, en la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros 131 et 132 de la subdivision officielle du lot numéro 520 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal;

6. Un emplacement ayant front sur la rue Sherbrooke-Est, en la cité de Montréal, composé de deux lots de terre connus et désignés comme suit, savoir: le numéro 61 de la subdivision officielle du lot numéro 1224 et le numéro 78 de la subdivision officielle du lot numéro 225 aux plan et livre de renvois officiels du quartier Sainte-Marie en la cité de Montréal.

Les lots de terre mentionnés dans chacun des paragraphes ci-dessus devant être vendus en bloc tel qu'énumérés dans chaque paragraphe, chaque paragraphe formant un emplacement à être vendu en bloc.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } L A BANQUE NATIO-
No. 4145. } L NALE, a body politic
and corporate having its principal office and
place of business in the city of Quebec, district
of Quebec, and having amongst others a business
office at No. 101 Saint James street, in the city
of Montreal, district of Montreal, plaintiff; vs
J. D. LAPOINTE, defendant.

1. An emplacement fronting on Westmore street, Notre-Dame-de-Grace ward, in the city of Montreal, known and designated as being the numbers 134.135.136 and 137 of the official subdivision of lot No. 142 of the official plan and book of reference of the parish of Montreal;

2. A lot of land fronting on Omer street, in the city of Montreal, Mercier ward, known and designated under number three hundred and four of the official subdivision of lot number 394 on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe, with right of way in common with others in the lane situated to the rear of the said lot;

3. Eight lots of land situated in the town of Beaconsfield, known and designated under numbers 11-12-13-14-15-16-17 and 18 of the official subdivision of the original lot number 21 of the official plan and book of reference of the parish of Pointe Claire, county of Jacques Cartier, fronting on an unnamed projected street leading towards the north to the railway and towards the south to the public highway;

4. Five lots of land situated in the parish of Sault-aux-Récollets, known and designated as being the numbers 748-749-750-751 and 752 of the original lot number 164 of the official plan and book of reference of the parish of Sault-aux-Récollets, fronting on a projected street named Papineau avenue;

5. Two lots of land fronting on Colbrooke avenue, in the city of Montréal, known and designated under numbers 131 and 132 of the official subdivision of lot number 520 on the official plan and book of reference of the parish of Montréal;

6. An emplacement fronting on Sherbrooke street-East, in the city of Montreal, composed of two lots of land known and designated as follows, to wit: number 61 of the official subdivision of lot number 1224 and number 78 of the official subdivision of a lot number 1225 on the official plan and book of reference of Sainte Marie ward, in the city of Montreal.

The lots of land mentioned in each of the above paragraphs must be sold en bloc such as enumerated in each paragraph, each paragraph forming an emplacement to be sold en bloc.

To be sold at my office, in the city of Montreal

Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour
d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif, Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 19 juillet 1922.

[Première publication, 22 juillet 1922]

3169—29-2

the TWENTY FOURTH day of AUGUST, next,
at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 19th July, 1922.

[First publication, 22nd July, 1922]

3170—29-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) A DEODAT CHAU-
No 598.) RET, demandeur ;
vs ALBERT ZENON LIBERSAN, défendeur.

Une terre située en la paroisse de Sainte-Genève, composée des lots numéros cent seize, cent dix-neuf et cent vingt, (116, 119 et 120) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Genève, et telle qu'enclose, dans les limites suivantes, savoir: bornée devant au nord par la rivière des Prairies au sud par le chemin public, à l'est par M. Jean-Baptiste Mainville et à l'ouest par MM. Glorifie Fabre et Onésime Nadon—sans bâtisse.

A distraire du lot numéro cent vingt la partie appartenant à M. Onésime Nadon, de la largeur dudit lot et de la profondeur d'environ deux arpents à partir du chemin public; à distraire aussi du numéro cent seize la partie appartenant à M. Jean-Baptiste Mainville, qui est aux droits de feu Calixte Brunet dit Letang, lequel possédait avant la confection du cadastre les trois-seizièmes de ladite terre—avec toutes les servitudes apparentes et occultes.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité, de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,

Montréal, 19 juillet 1922. L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 22 juillet 1922]

3171—29-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) A DEODAT CHAU-
No. 598.) RET, plaintiff; vs
ALBERT ZENON LIBERSAN, defendant.

A piece of land situate in the parish of Sainte Genevieve, consisting of lots numbers one hundred and sixteen, one hundred and nineteen and one hundred and twenty (116, 119 and 120) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Genevieve, and such as enclosed in the following limits, to wit: bounded in front to the north by the river des Prairies to the south by the public highway, to the east by Jean Baptiste Mainville, and to the west by Glorifie Fabre and Onesime Nadon, without buildings.

To be deducted from lot number one hundred and twenty the part belonging to Onesime Nadon, by the width of the said lot and a depth of about two arpents starting from the public highway; and to be deducted also from number one hundred and sixteen the part belonging to Jean Baptiste Mainville, who is in possession of the rights of the late Calixte Brunet dit Letang, who possessed before the creation of the cadastre three sixteenths of the said land—with all the apparent and unapparent servitudes.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY FOURTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 19th July, 1922.

[First publication, 22nd July, 1922]

3172—29-2

PONTIAC

Cour supérieure.—District de Pontiac.

Province de Québec,) LA FONDERIE DE
District de Pontiac,) PLESSISVILLE,
No 2025.) demanderesse; vs WIL-
BROD SAUMUR, défendeur.

Un lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro soixante-sept du cadastre du village de Ville-Marie, dans le district de Pontiac, comté de Témiscamingue, contenant, d'après mesure, quatre-vingts pieds de front par cinquante-cinq pieds de profondeur, aussi la partie nord du lot numéro soixante-huit du même cadastre dudit village de Ville-Marie, dans le comté de Témiscamingue, mesurant trente-deux pieds en front par cinquante-cinq de profondeur; ladite partie nord bornée comme suit: au sud par le résidu du lot numéro soixante-huit appartenant à Théodore Sirard, à l'ouest par le lot numéro soixante-deux, au nord par le lot numéro soixante-sept, et à l'est par le chemin public—avec les bâtisses dessus construites et les dépendances d'icelles.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire-de-Ville-Marie, dans le comté de Témiscamingue,

PONTIAC

Superior Court.—District of Pontiac.

Province of Quebec,) LA FONDERIE DE
District of Pontiac,) PLESSISVILLE,
No. 2025.) plaintiff; vs WILBROD
SAUMUR, defendant.

A lot of land known and designated as lot number sixty seven of the cadastre for the village of Ville-Marie, in the district of Pontiac, county of Temiscaming, containing, by measurement, eighty feet in front by fifty five feet in depth, also the north part of lot number sixty eight of the same cadastre of the said village of Ville-Marie, in the county of Temiscaming, containing thirty two feet in front by fifty five feet in depth; said north part bounded as follows: to the south by remaining part of lot number sixty eight belonging to Théodore Sirard, to the west by lot number sixty-two to the north by lot number sixty-seven and to the east by the public road—with the buildings thereon erected and appurtenances thereto belonging.

To be sold at the parish church door of Notre-Dame-du-Saint-Rosaire-de-Ville-Marie, in the county of Temiscaming, on the TWENTY

le VINGT-DEUXIEME jour d'AOUT 1922, à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif.

Le shérif,
BERNARD J. SLOAN.

Bryson, 17 juillet 1922.

[Première publication, 22 juillet 1922]

3151—29-2

SECOND day of AUGUST, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

BERNARD J. SLOAN,
Sheriff.

Bryson, 17th July, 1922.

[First publication, 22nd July, 1922]

3152—29-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } BEATTY BROS., corps
No 5199. } politique et incorporé,
ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans les cité et district de Montréal; contre GEORGES CARREAU, de Dupuy, dans la province de Québec, à savoir:

Le lot No 27 (vingt-sept) du rang sept (7) des plan et livre de renvoi pour le canton La Reine, étant un lot de terre situé dans la paroisse de Dupuy, comté de Témiscamingue—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Dupuy, comté de Témiscamingue, le QUINZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 10 août 1922.

[Première publication, 12 août 1922]

[Deuxième publication, 26 août 1922]

3475—32-2

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } BEATTY BROS., body
No. 5199. } politic and corporate,
having its principal place of business for the Province of Quebec, in the city and district of Montreal; vs GEORGES CARREAU, of Dupuy, in the Province of Quebec, to wit:

The lot No. 27 (twenty-seven) of range 7 (seven) on the official plan and book of reference for the township of La Reine, being a lot of land situated in the parish of Dupuy, county of Temiscamingue—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Dupuy, county of Temiscamingue, the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock, in the forenoon.

Sheriff's office.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Quebec, 10th August, 1922.

[First publication, 12th August, 1922]

[Second publication, 26th August, 1922]

3476—32-2

Québec, à savoir: } LES SIEURS CURE ET
No 284. } MARGUILLERS DE
L'ŒUVRE ET FABRIQUE DE LA PAROISSE DE CHATEAU RICHER; contre JOSEPH MAILLOUX, en sa qualité d'administrateur de la succession de feu Arthur Lortie, de Beauport.

Partie du lot No 248 (deux cent quarante-huit) du cadastre officiel pour la paroisse du Château-Richer, comté de Montmagny; étant un emplacement situé au lieu appelé "village", sur le côté nord du chemin royal, mesurant soixante-huit pieds plus ou moins de largeur sur cent vingt pieds de profondeur, c'est-à-dire la profondeur comprise entre le chemin royal au nord en gagnant le nord jusque sur le sommet de la cime de la côte; borné au sud au chemin royal, au sud-ouest au terrain de Edouard Gravel et au nord-est à l'emplacement de Edouard Lacouline et au nord sur la cime de la côte à la terre de Alfred Gagnon avec la maison, étable et hangar et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Vente à la porte de l'église paroissiale de Château-Richer, comté de Montmorency, le PREMIER jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 27 juillet 1922.

[Première publication, 29 juillet 1922]

[Deuxième publication, 12 août 1922]

3287—30-2

Quebec, to wit: } THE CURE AND
No. 284. } CHURCHWARDENS
OF L'ŒUVRE ET FABRIQUE OF THE PARISH OF CHATEAU RICHER; vs JOSEPH MAILLOUX, in his quality of administrator of the estate of the late Arthur Lortie, of Beauport.

Part of lot No. 248 (two hundred and forty eight) of the official cadastre for the parish of Château Richer, county of Montmorency, being an emplacement situated at a place called "village", on the north side of the King's highway, measuring sixty eight feet more or less in width by one hundred and twenty feet in depth, that is to say the depth comprised between the King's highway to the north, northerly up to the top of the hill; bounded to the south by the King's highway, on the southwest by the land of Edouard Gravel and on the northeast by the emplacement of Edouard Lacouline and on the north by the top of the hill on the land of Alfred Gagnon—with the house, stable and shed and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Château Richer, county of Montmorency, the FIRST day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Quebec, 27th July, 1922.

[First publication, 29th July, 1922]

[Second publication, 12th August, 1922]

3288—30-2

Québec, à savoir: } **JULES BROCHU**, de Sainte-
No 3404. } Claire, comté de Dor-
chester; contre **LUDGER LEMIEUX**, contre-
maître, de la ville de Lévis.

Le lot No 48 (quarante-huit) du cadastre officiel pour le quartier Lauzon, de la cité de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Fraser, contenant 42 pieds de front au nord et 39 pieds de front au sud, sur 136 pieds de profondeur du côté nord-est et 156 pieds de profondeur du côté sud-ouest—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-de-la-Victoire, comté de Lévis, le DEUXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin
Bureau du shérif. **CLEOPHAS BLOUIN**,
Shérif.

Québec, 27 juillet 1922.

[Première publication, 29 juillet 1922]

[Deuxième publication, 12 août 1922]

3289—30-2

Quebec, to wit: } **JULES BROCHU**, of Sainte-
No. 3404. } Claire, county of Dor-
chester; vs **LUDGER LEMIEUX**, foreman, of
the city of Lévis.

Lot No. 48 (forty eight) of the official cadastre for Lauzon ward, city of Lévis, being an emplacement situated on Fraser street, containing forty two feet in front to the north and thirty nine feet in front to the south by 136 feet in depth on the northeast side and 156 feet in depth on the southwest side—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-de-la-Victoire, Lévis county, the SECOND day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. **CLEOPHAS BLOUIN**,
Sheriff.

Quebec, 27th July, 1922.

[First publication, 29th July, 1922]

[Second publication, 12th August, 1922]

3290—30-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski. } **ETIENNE LEVES-**
No 7957. } **QUE**, Saint-Marcel-
lin; vs **ALPHONSE VIGNOLA**, Sainte-Blandine,
savoir:

Une maison et grange érigées sur partie du lot No trente-un-B (31b) au cadastre officiel du premier rang du canton Macpès, paroisse de Sainte-Blandine, avec les droits au terrain contenant 100 pieds de front sur 150 de profondeur; borné au nord à Jos. et Ths Levesque, au sud à X. Lepage, à l'est à la route, à l'ouest à la terre de la Fabrique, suivant bail sous seing privé de la Fabrique de Sainte-Blandine et à charge du loyer du terrain.

Pour être vendues à la porte de l'église de Sainte-Blandine le QUATORZIEME jour de SEPTEMBRE, à DEUX heures de l'après-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,
CHS DANJOU.

Rimouski, 2 août 1922.

[Première publication, 5 août 1922 est nulle]

[Première publication, 12 août 1922]

3369—31-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski. } **DAME MARIE**
No 7534. } **PINEAULT**,
épouse de Nazaire Garon, Causapsca; vs **LUCIEN**
ETHIER, Causapsca, savoir:

Tous droits d'occupation, de défrichement d'améliorations, de préemption et autres que le défendeur a et peut avoir sur le lot No vingt-neuf du rang sud-est du chemin Kempt, cadastre officiel du canton Causapsca, y compris le moulin à scie, machineries, etc., à distraire les machineries appartenant à Dme Nazaire Garon.

Pour être vendus à la porte de l'église de Causapsca, le TREIZIEME jour de SEPTEMBRE

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski. } **ETIENNE LEVES-**
No. 7957. } **QUE**, Saint Marcel-
lin; vs **ALPHONSE VIGNOLA**, Sainte Blandine,
to wit:

A house a barn erected on part of lot No. thirty one B (31b) of official cadastre of the first range of the township of Macpès, parish of Sainte Blandine, with rights to the lot of land containing 100 feet in front by 150 feet in depth; bounded to the north by Jos. and Thos Levesque, to the south by X. Lepage, to the east by the road, to the west by the land of the Fabrique, according to lease under private seal of the Fabrique of Sainte Blandine and subject to the ground rent.

To be sold at the church door of Sainte Blandine, the FOURTEENTH day of SEPTEMBER, 1922, at TWO o'clock in the afternoon.
Sheriff's office. **CHS DANJOU**,
Sheriff.

Rimouski, 2nd August, 1922.

[First publication, 5th August, 1922 is null]

[First publication, 12th August, 1922]

3370—31-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski. } **DAME MARIE**
No. 7534. } **PINEAULT**,
wife of Nazaire Garon, Causapsca; vs **LUCIEN**
ETHIER, Causapsca, to wit:

All the rights of occupation, clearing, improvement, preemption and other which the defendant has or may have on the lot number twenty nine of the southeast range of Kempt road, official cadastre for the township of Causapsca, including the sawmill, machinery, &c., to be deducted the machinery belonging to Dame Nazaire Garon.

To be sold at the church door of Causapsca, the THIRTEENTH day of SEPTEMBER next,

BRE prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi. 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Le shérif,
CHS DANJOU.

CHAS DANJOU,
Sheriff.

Rimouski, 8 août 1922.
[Première publication, 12 août 1922]
3493—32-2

Rimouski, 8th August, 1922.
[First publication, 12th August, 1922]
3494—32-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure. Superior Court.

District de Rimouski. } LA BANQUE NA-
No 7933. } TIONALE, corps
politique et incorporé, ayant son principal éta-
blissement en la cité de Québec et un bureau
d'affaires à Amqui; vs LOUIS-PHILIPPE
LEFRANÇOIS, Causapséal, savoir:

District of Rimouski. } LA BANQUE NA-
No. 7933. } TIONALE, body
politic and corporate, having its principal seat
of business in the city of Québec, and a business
office at Amqui; vs LOUIS PHILIPPE LE-
FRANÇOIS, Causapséal, to wit:

Tous droits d'occupation, de défrichement, de
prémption et autres que le défendeur a et peut
avoir sur les lots Nos quarante et quarante-un
du rang sud-ouest du chemin Kempt au cadastre
officiel du canton Causapséal.

All rights of occupation, clearing, preemption
and other which the defendant has or may have
on the lots Nos. forty and forty one of the range
south-west of the Kempt road, on the official
cadastre for the township of Causapséal.

Pour être vendus à la porte de l'église de Cau-
sapséal, le TREIZIÈME jour de SEPTEMBRE
prochain 1922, à DIX heures et QUART de
l'avant-midi.

To be sold at the church door of Causapséal,
the THIRTEENTH day of SEPTEMBER next
1922, at TEN FIFTEEN o'clock in the forenoon.

Le shérif,
CHS DANJOU.

CHAS DANJOU,
Sheriff.

Rimouski, 8 août 1922.
[Première publication, 12 août 1922]
3495—32-2

Rimouski, 8th August, 1922.
[First publication, 12th August, 1922]
3496—32-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure. Superior Court.

District de Rimouski. } LA BANQUE PRO-
No 8006. } VINCIALE DU
CANADA, corps politique et incorporé, ayant
son principal établissement en la cité de Mont-
réal; vs JOSEPH SAVARD ET AL, de l'endroit
appelé Fournierville, savoir:

District of Rimouski. } LA BANQUE PRO-
No. 8006. } VINCIALE DU
CANADA, body politic and corporate, having its
principal business place in the city of Montreal;
vs JOSEPH SAVARD ET AL, of the place known
as Fournierville, to wit:

Tous droits d'occupation, de défrichement,
d'améliorations, de prémption et autres que le
défendeur a et peut avoir sur:

All rights of occupation, clearing, improve-
ment, preemption and others which the defend-
ant has or may have on:

1. Les lots Nos trente-deux et trente-trois du
rang sud-est du chemin Kempt, au cadastre offi-
ciel du canton Causapséal.

1. The lots Nos thirty two and thirty three of
the range southeast of the Kempt road, on the
official cadastre of the township of Causapséal;

2. Sur le lot No trente-sept du rang sud-ouest
du chemin Kempt, au cadastre officiel du canton
Causapséal.

2. The lot No. thirty seven of the range south-
west of the Kempt road, on the official cadastre
of the township of Causapséal.

Pour être vendus à la porte de l'église de Cau-
sapséal, le TREIZIÈME jour de SEPTEMBRE
prochain 1922, à DIX heures et DEMIE de
l'avant-midi.

To be sold at the church door of Causapséal,
the THIRTEENTH day of SEPTEMBER next,
1922, at HALF PAST TEN o'clock in the fore-
noon.

Le shérif,
CHS DANJOU.

CHAS DANJOU,
Sheriff.

Rimouski, 8 août 1922.
[Première publication, 12 août 1922]
3497—32-2

Rimouski, 8th August, 1922.
[First publication, 12th August, 1922]
3498—32-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure. Superior Court.

District de Rimouski, } JOHN FENDERSON
No. 7963. } & COMPANY,
corps politique et incorporé, ayant son principal
établissement au village de Saindon; vs JEAN
BOUCHARD, Saint-Léon-le-Grand, savoir:

District of Rimouski, } JOHN FENDERSON
No. 7963. } & COMPANY, body
politic and corporate, having its principal
business place in the village of Saindon; vs JEAN
BOUCHARD, Saint-Leon-le-Grand, to wit:

1. Une maison en bois érigée sur le lot No
vingt-sept du deuxième rang du canton Pinault;
bornée à l'est au chemin, des autres côtés à Hyp.
Bouchard—avec les droits que le défendeur peut
avoir sur le terrain;

1. A wooden house erected on lot No. twenty
seven of the second range of the township of
Pinault; bounded to the east by the road, on the
other sides by Hyp. Bouchard—with the rights
which the defendant may have on the said land;

2. Le lot No trois du troisième rang du can-
ton Jetté;

2. The lot No three of the third range of the
township of Jetté;

3. Tous droits d'occupation, de défrichement,
de prémption, d'améliorations et autres que le
défendeur a et peut avoir sur les lots Nos deux
et quatre du rang trois du canton Jetté;

3. All rights of occupation, clearing, preemp-
tion, improvement and others which the defend-
ant may have on the lots Nos two and four of
range three of the township of Jette;

4. Le lot No un, rang trois du canton Pinault.
Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Léon-le-Grand le TREIZIEME jour de SEPTEMBRE prochain 1922, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
CHS DANJOU.

Rimouski, 8 août 1922.

3499—32-2

[Première publication, 12 août 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de magistrat.

District de Rimouski, } CAMILLE LECLERC,
No 2533. } Saint-Gabriel; vs
AUGUSTE BERUBE, Saint-Gabriel, savoir:

Partie du lot No huit-B, au cadastre officiel de partie du canton Fleuriau, cinquième rang et paroisse de Saint-Gabriel, étant un emplacement de 67½ de front sur 90 de profondeur; borné au nord au chemin, à l'est et au sud à Jos. Parent, à l'ouest à Adélard Bérubé—avec grange sus-construite.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Gabriel, le QUATORZIEME jour de SEPTEMBRE prochain 1922, à DLX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
CHS. DANJOU.

Rimouski, 8 août 1922.

[Première publication, 12 août 1922]

3501—32-2

FIERI FACIAS.

District d'Arthabaska, } LA FONDERIE DE
No 134. } PLESSISVILLE,
corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires à Plessisville, district d'Arthabaska; vs JOSEPH MICHAUD, de l'endroit appelé Tartigou, savoir:

1. Un terrain de forme triangulaire d'environ sept arpents en superficie; borné au sud à deux perches au sud de la rivière Tartigou, au nord au chemin de fer, à l'est à deux perches à l'est de la rivière Tartigou, à l'ouest à Auguste Roy, étant parties des lots Nos cinq cent quarante au cadastre officiel de la paroisse de l'Assomption-de-Notre-Dame et parties des lots 3-E et 3-I au cadastre officiel du premier rang du canton Matane, paroisse de Saint-Ulric—avec moulin à scie, machineries et accessoires, et autres constructions, à charge de la rente emphytéotique de \$150.00 par année, etc;

2. Parties des lots Nos seize-A et seize-A-L, au cadastre officiel du 2ième rang du canton Matane, paroisse de Saint-Ulric, de 8,000 pieds en superficie; bornés au nord au fleuve, au sud et à l'est à Chs Lagacé, à l'ouest à Jérémie Levasseur—avec droits riverains, bâtisses, etc;

3. Le lot No 22-A, au cadastre officiel du 3ième rang du canton Matane au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ulric;

4. La moitié est du lot No 47 au cadastre officiel du 6ième rang du canton McNider, paroisse de Saint-Damase;

5. La moitié ouest du lot No 48 au cadastre officiel du sixième rang du canton McNider, paroisse de la Rivière Blanche;

6. Un circuit de terre de 6 acres par 11; à distraire des lots Nos 587, 588 et 589, au cadastre officiel du 5ième rang du canton McNider.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ulric, Rivière Blanche, le

4. The lot number one, range three of the township of Pinault.

To be sold at the church door of Saint Leon-le-Grand, the THIRTEENTH day of SEPTEMBER next, 1922, at THREE o'clock in the afternoon.

CHAS. DANJOU,

Sheriff.

Rimouski, August 8, 1922.

3500—32-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.

District of Rimouski, } CAMILLE LECLERC,
No. 2533. } Saint Gabriel; vs
Auguste Bérubé, Saint Gabriel, to wit:

Part of lot No. eight-B of the official cadastre for part of the township of Eleuriau, fifth range and parish of Saint Gabriel, being an emplacement of sixty-seven and one half in front by ninety in depth; bounded to the north by the road, to the east and south by Jos. Parent, to the west by Adelard Berubé—with barn thereon erected.

To be sold at the church door of Saint Gabriel the FOURTEENTH day of SEPTEMBER next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. DANJOU,

Sheriff.

Rimouski, August 8, 1922.

[First publication, 12th August, 1922]

3502—32-2

FIERI FACIAS.

District of Arthabaska, } LA FONDERIE DE
No. 134. } PLESSISVILLE,
a body politic and corporate, having its head office at Plessisville, district of Arthabaska; vs JOSEPH MICHAUD, of the place called Tartigou, to wit:

1. A triangular piece of land of about seven arpents in superficies; bounded to the south at two perches south of the Tartigou river, to the north by the railway, to the east at two perches east of Tartigou river, and to the west by Auguste Roy, being parts of lots Nos five hundred and forty of the official cadastre of the parish of l'Assomption-de-Notre-Dame and parts of lots 3-E and 3-I of the official cadastre of the first range of the township of Matane, parish of Saint-Ulric,—with the saw mill, machinery, accessories and other buildings, subject to an emphyteutic rent of \$150.00 per annum, &c;

2. Parts of lots Nos sixteen-A and sixteen-A-L, of the official cadastre of the 2nd range of the township of Matane, parish of Saint Ulric. 8,000 feet in superficies; bounded to the north by the river, to the south and east by Chas Lagacé, to the west by Jeremie Levasseur—with the reparation rights, buildings, &c;

3. The lot No. 22-A of the official cadastre of the 3rd range of the township of Matane of the official cadastre of the parish of Saint Ulric;

4. The east half of lot No. 47 of the official cadastre of the sixth range of the township of McNider, parish of Saint Damase;

5. The west half of lot No. 48 of the official cadastre of the sixth range of the parish of Rivière Blanche;

6. A tract of land six acres by eleven acres; to be deducted from lots Nos 587, 588 and 589 of the official cadastre of the 5th range of the township of McNider.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ulric, Rivière Blanche, the TWENTY

VINGT-TROISIEME jour d'AOUT prochain
1922, à ONZE heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,
Rimouski, 18 juillet 1922. CHS D'ANJOU.
[Première publication, 22 juillet 1922]
3159—29-2

FIERI FACIAS
Cour supérieure.

District de Rimouski, } LOUIS CARON, Cau-
No 7167. } sapschal; vs ADRIEN
DESROSIERS, Matane, savoir:

Comme appartenant audit Louis Caron:

Une maison, grange et dépense érigées sur le lot lettre C, au cadastre officiel du premier rang du canton Causapschal-Sud, contenant environ 175 pieds de front sur 75 pieds de profondeur; borné au nord à A. Tremblay, à l'est au chemin, au sud à E. Levasseur, à l'ouest au chemin de fer y compris les droits au terrain suivant bail verbal consenti par T. Duchaine en 1917, à charge d'un loyer annuel de \$12.00, sujet en outre à la réclamation du chemin C.N.R. à la propriété éventuelle du dit terrain, excluant le droit au loyer sus-mentionné.

Pour être vendues à la porte de l'église de Causapschal, le VINGT-QUATRIEME jour d'AOUT prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,

Rimouski, 18 juillet 1922. CHS D'ANJOU.
[Première publication, 22 juillet 1922]
3161—29-2

THIRD day of AUGUST, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. CHS DANJOU,
Rimouski, July 18, 1922 Sheriff.
[First publication, 22nd July, 1922].
3160—29-2

FIERI FACIAS
Superior Court.

District of Rimouski, } LOUIS CARON, Cau-
No 7167. } sapschal; vs ADRIEN
DESROSIERS, Matane, to wit:

Seized as belonging to the said Louis Caron:

A house, shed and outhouses erected on the lot letter C of the official cadastre of the first range of the township of Causapschal South, containing about 175 feet in front by 75 feet in depth; bounded to the north by A. Tremblay, to the east by the highway, to the south by E. Levasseur, to the west by the railway, including the rights on the land according to a verbal lease from T. Duchaine in 1917, subject to an annual rental of \$12.00, and subject to the claim of the C. N. R. to the eventual ownership of the said land, excluding the right to the aforementioned rental.

To be sold at the church door of Causapschal, the TWENTY-FOURTH day of AUGUST next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. CHS D'ANJOU,

Rimouski, 18th July, 1922. Sheriff.
[First publication, 22nd July, 1922]
3162—29-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS
Cour supérieure.

Province de Québec, } WILLIAM ME-
District de Roberval, } NARD, journa-
No 2698, à savoir: } lier, de Normandin, de-
mandeur; vs LEO. CHIASSON, du même lieu, défendeur.

1. Un emplacement faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-huit-A (ptie No 28a), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le sixième rang du canton Normandin; borné en front au nord-est du chemin public, au sud-ouest à la profondeur dudit emplacement et au sud-est au terrain de Joseph Doré ou ses représentants, au nord-ouest au terrain de Arthur Simard ou représentants—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances;

2. Un emplacement situé à environ cent soixante-dix-sept pieds du chemin de front entre les sixième et septième rangs du cadastre officiel du canton Normandin, le long de la ruelle Bellemarre, mesurant soixante-sept pieds de front sur ladite ruelle Bellemarre, sur une profondeur de quatre-vingts pieds dans la ligne du côté nord-est jusqu'à cinquante-quatre pieds, puis ne mesurant que cinquante-six pieds de profondeur sur une largeur de treize pieds du côté sud-ouest et borné comme suit: en front au nord-ouest à la ruelle Bellemarre, en arrière au sud-est au Révérend Dydime Tremblay ou représentants, du côté nord-est à Arthur Dion et des cotés sud-ouest à Jules Baril, à 177 pieds du chemin de front des rangs 6 et 7; lequel terrain ou emplacement fait partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-neuf-D (ptie No 29d) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le

ROBERVAL

FIERI FACIAS
Superior Court.

Province of Quebec, } WILLIAM ME-
District of Roberval, } NARD, laborer,
No. 2698, to wit: } of Normandin, plaintiff;
vs LEO. CHIASSON, of the same place, defend-
ant.

1. An emplacement being part of the lot of land known and designated under the number twenty-eight-A (pt. No. 28a) on the official cadastral plan and book of reference for the sixth range of the township of Normandin; bounded in front to the northeast by the public highway, to the southwest by the depth of the said emplacement and to the southeast by the land of Joseph Doré or representatives and to the northwest by the land of Arthur Simard or representatives—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies;

2. An emplacement situated at about one hundred and seventy-seven feet from the front road between the sixth and seventh ranges of the official cadastre for the township of Normandin, along Bellemarre lane, measuring sixty seven feet in front on the said lane Bellemarre, by a depth of eighty feet in the line on the northeast side up to fifty four feet, then measuring fifty six feet only in depth by a width of thirteen feet on the southwest side and bounded as follows: In front to the northwest by Bellemarre lane, in the rear to the southeast by the Reverend Dydime Tremblay or representatives, to the northeast side by Arthur Dion and on the southwest sides by Jules Baril, at 177 feet from the front road of ranges 6 and 7; which lot or emplacement is part of the lot of land known and designated under number twenty-nine-D (pt. No. 29d) on the official cadastral plan and book

septième rang du canton Normandin—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendus séparément à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cyrille-de-Normandin, MARDI, le DOUZIEME jour de SEPTEMBRE prochain 1922, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
GEO. LEVESQUE.

Roberval 8 août 1922.

[Première publication, 12 août 1922]

3483—32-2

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.—District de Roberval.

Province de Québec, } **ERNEST DE LADU-**
No 3222, à savoir : } **RANTAYE**, de
l'endroit appelé l'Ange-Gardien, district de
Saint-Hyacinthe, rentier, demandeur; vs **ADE-**
LARD LECOMPTE, de Mistassini, défendeur.

Tous les droits, ouvrages et prétentions quelconques que le défendeur a et peut avoir sur les lots de terre maintenant connus et désignés sous les numéros trente-neuf, quarante et quarante-un (Nos 39, 40 et 41) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le septième rang du canton Pelletier—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances

Pour être vendus séparément à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Michel-de-Mistassini, MARDI, le DOUZIEME jour de SEPTEMBRE prochain 1922, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
GEO. LEVESQUE.

Roberval, le 8 août 1922.

[Première publication, le 12 août 1922]

3485—32-2

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.—District de Roberval.

Province, de Québec, } **LOUIS GAGNON ET**
No 3263, à savoir : } **JOSEPH GA-**
GNON, de Chicoutimi, tous deux marchands,
et faisant affaires en société sous le nom et raison
sociale de **L.-B. Gagnon & Cie**, demandeur; vs
Emile Couture, de Normandin.

Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro cinquante-sept (No 57) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le neuvième rang du canton Normandin—avec ensemble les bâtisses dessus construites appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cyrille-de-Normandin, MARDI, le DOUZIEME jour de SEPTEMBRE prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,

Le shérif,
GEO. LEVESQUE.

Roberval, 8 août 1922.

[Première publication, 12 août 1922]

3487—32-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } **EUGENE JULIEN &**
District de Québec, } **CIE, LIMITEE**,
No 3031, à savoir : } corps politique et incor-
poré, ayant son principal bureau d'affaires dans
la cité de Québec, demanderesse; vs **CHARLES**
FORTIN, de Saint-Cœur-de-Marie, Lac Saint-
Jean, défendeur.

Un certain terrain ou emplacement situé en la paroisse de L'Ascension, comté de Lac Saint-

of reference for the seventh range of the township of Normandin—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold separately at the church door of the parish of Saint-Cyrille-de-Normandin, TUESDAY the TWELFTH day of SEPTEMBER next, 1922, at HALF PAST TEV o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff.

Roberval, 8th August, 1922.

[First publication, 12th August, 1922]

3484—32-2

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Roberval.

Province of Quebec, } **ERNEST DE LADU-**
No. 3222, to wit: } **RANTAYE**, of the
place named l'Ange-Gardien, district of Saint
Hyacinthe, annuitant, plaintiff; vs **ADELARD**
LECOMPTE, of Mistassini, defendant.

All the rights, works and pretentions whatever which the defendant has and may have on the lots of land known and designated under the numbers thirty nine, forty and forty one (Nos. 39, 40 & 41) on the official cadastral plan and book of reference for the seventh range of the township of Pelletier—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold separately at the church door of the parish of Saint Michel-de-Mistassini, TUESDAY the TWELFTH day of SPETEMBER next, 1922, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff.

Roberval, 8th August, 1922.

3486—32-2

First publication, 12th August, 1922]

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Roberval.

Province of Quebec, } **LOUIS GAGNON AND**
No. 3263, to wit: } **JOSEPH GAGNON**,
of Chicoutimi, both merchants, doing business
in partnership under the firm, name and style
of **L. B. Gagnon & Cie**, plaintiff's; vs **EMILE**
COUTURE, of Normandin.

The lot of land now known and designated under the number fifty seven (57) on the official cadastral plan and book of reference for the ninth range of the township of Normandin—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Cyrille-de-Normandin, TUESDAY, the TWELFTH day of SEPTEMBER next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff.

Roberval, 8th August, 1922.

[First publication, 12th August, 1922]

3488—32-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **EUGENE JULIEN &**
District of Québec, } **CIE, LIMITEE**,
No. 3031, to wit: } a body politic and corpo-
rate, having its chief place of business in the city
of Québec, plaintiff; vs **CHARLES FORTIN**,
of Saint-Cœur-de-Marie, Lake Saint John,
defendant.

A certain lot of land or emplacement situate in the parish of L'Ascension, county of Lake

Jean, mesurant cent vingt-cinq pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro seize (ptie No 16) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le sixième rang du canton Delisle et compris dans les bornes suivantes: en front, vers le nord, au chemin public entre les sixième et septième rangs, en arrière vers le sud, à cent pieds du susdit chemin, à l'est et à l'ouest au terrain appartenant à Arthur Guay ou représentants—avec ensemble les bâtisses dessus construites, la fromagerie, y compris tout l'outillage, machines et machineries servant à la fabrication, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de L'Ascension, MERCREDI, le TREIZIEME jour de SEPTEMBRE prochain 1922, à DEUX heures de l'après-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,
GEO. LEVESQUE.

Roberval, 8 août 1922.

[Première publication 12 août 1922]

3491—32-2

Saint John, measuring one hundred and twenty five feet in width by one hundred feet in depth, forming part of the lot of land known and designated under the number sixteen (pt. No. 16) on the official plan and book of reference of the cadastre for the sixth range of the township Delisle, and comprised within the following limits: in front, towards the north by the public road between the sixth and seventh ranges, in the rear, towards the south, at one hundred feet from the aforesaid road, on the east and west by the lot of land belonging to Arthur Guay or representatives—together with the buildings thereon erected, the cheese factory, including all the equipment, machines and machinery used for manufacturing, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of L'Ascension, WEDNESDAY, the THIRTEENTH day of SEPTEMBER next, 1922, at TWO o'clock in the afternoon.
Sheriff's office. GEO. LEVESQUE,
Sheriff.

Roberval, 8th August, 1922.

[First publication, 12th August, 1922]

3492—32-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

No 759. } WILLIS-C. BENOIT, du
canton de Compton, dans

le district de Saint-François, cultivateur rentier demandeur; vs F. P. Birch, du canton de Compton, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisis sur ledit défendeur:

Les lots numéros vingt-sept-C (27c), vingt-sept-D (27d) et vingt-sept-F (27f) du rang cinq (5) des plan et livre de renvoi du cadastre du canton de Compton—avec bâtisses et améliorations.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas-de-Compton, MARDI, le DOUZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, 8 août 1922.

[Première publication, 12 août 1922]

3481—32-2

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 759. } WILLIS C. BENOIT, of the
township of Compton,

in the district of Saint Francis, retired farmer, plaintiff; vs F. P. Birch, of the township of Compton, in the district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

The lots numbers twenty seven C (27c), twenty seven D (27d) and twenty seven F (27f) in the fifth range (5) on the cadastral plan and book of reference of the township of Compton—with the buildings and improvements thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Thomas-de-Compton, on TUESDAY, the TWELFTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. C. E. THERRIEN,
Sheriff.

Sherbrooke, 8th August, 1922.

[First publication, 12th August, 1922]

3482—32-2

Par ordre de la Cour supérieure, en date du 30 juin 1922.

District de Saint-François, } LA CITÉ DE
No 29. } SHERBROOKE, corporation ayant sa principale place d'affaires en la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, requérante; contre FHERBROOKE FOOTWEAR COMPANY, LIMITED, en liquidation.

Saisi comme appartenant à ladite Sherbrooke Footwear Company, Limited:

Ces certains morceaux de terre situés sur le côté sud de la rue du Conseil, en la cité de Sherbrooke, et portant le numéro 216 de ladite rue, connus et désignés comme étant les lots numéros 254, 255, 256, 257, 258 et 259 sur le plan officiel de subdivision du lot numéro 710 sur le plan, cadastre et livre de renvoi officiels pour le quartier Est de la cité de Sherbrooke—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

By order of the Superior Court, dated June 30th, 1922.

District of Saint Francis } THE CITY OF
No. 29. } SHERBROOKE, a corporation having its principal place of business in the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, petitioner; vs SHERBROOKE FOOTWEAR COMPANY, LIMITED, in liquidation.

Seized as belonging to the said Sherbrooke Footwear Company, Limited:

Those certain pieces of land situated on the south side of Council street, in the city of Sherbrooke, and bearing number 216, of the said street, known and designated as being the lots numbers 254, 255, 256, 257, 258 and 259 of the official plan of the subdivision of lot number 710 of the official cadastral plan and book of reference for the East ward of the city of Sherbrooke—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies

Pour être vendus à mon bureau, au palais de justice, en la cité de Sherbrooke, MARDI, le VINGT-DEUXIEME jour d'AOUT 1922, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif.

Le shérif,
C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, 18 juillet 1922.
[Première publication, 22 juillet 1922]
3157—29-2

To be sold at my office, at the Court house, in the city of Sherbrooke, on TUESDAY, the TWENTY SECOND day of AUGUST, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office.

C. E. THERRIEN,
Sheriff.

Sherbrooke, 18th July, 1922.
[First publication, 22nd July, 1922]
3158—29-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Canada, Province de Québec, District of Terrebonne, No 3009. } SAMUEL DES-JARDINS, demandeur; vs DAME ANNA TESSIER ET AL., défendeurs *ès-qual*.

Comme appartenant auxdits défendeurs, savoir:

Les immeubles suivants connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse, dans le district de Terrebonne, comme étant:

a. Les lots numéros 740 et 741 des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Sainte-Thérèse, mesurant, chacun desdits lots, un demi arpent de largeur sur 24 arpents environ de profondeur; et

b. Partie du lot 742 des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Sainte-Thérèse, mesurant un arpent de largeur sur environ 24 arpents de profondeur; tous cesdits lots formant une terre tenant à l'est au chemin de la Grande-Ligne, à l'ouest aux terres de la Côte Sainte-Marianne, au sud à l'immeuble, propriété du Dr S. Desjardins et au nord à l'immeuble appartenant à F.-X. Dumoulin, fils—avec les bâtisses érigées sur ladite terre.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique de la ville de Sainte-Thérèse-de-Blainville, dit district, le VINGT-TROISIEME jour d'AOUT 1922, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).
Bureau du shérif.

Le shérif,
J.-W. CYR.

Sainte-Scholastique, 15 juillet 1922.
[Première publication, 23 juillet 1922]
3101—29-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 3009. } SAMUEL DES-JARDINS, plaintiff; vs DAME ANNA TESSIER ET AL., defendants *ès-qual*.

As belonging to the said defendants, to wit:

The following immovables known and designated in the official plan and book reference of the cadastre of the said parish of Sainte Thérèse, in the district of Terrebonne, as being:

a. The lots numbers 740 and 741 of the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Thérèse, measuring, each of the said lots, a half arpent in width by about 24 arpents in depth; and

b. Part of lot No. 742 of the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Thérèse, measuring one arpent in width by about twenty-four arpents in depth; all the said lots forming a piece of land bordering to the east the Grande Ligne road, to the west the lands of la Côte Sainte Marianne, to the south the immovable property of Dr S. Desjardins and to the north the immovable belonging to F.-X. Dumoulin, jr.—with the buildings thereon erected.

To be sold at the catholic church door of the town of Sainte-Thérèse-de-Blainville, said district, the TWENTY THIRD day of AUGUST, 1922, at TEN o'clock in the forenoon (standard time).
Sheriff's office.

J. W. CYR,
Sheriff.

Sainte-Scholastique, 15th July, 1922.
[First publication, 23rd July, 1922]
3102—29-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } DAME L. ABRAN, veuve d'Odilon Lamy, demanderesse; vs HENRI LECLERC, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Marc-de-Shawinigan, en la cité de Shawinigan Falls, sur la première rue (aujourd'hui rue Saint-Marc), connu et désigné comme étant le lot numéro quarante-neuf (No 49) de subdivision cadastrale, numéro six cent vingt-six (626-49), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore, mesurant cinquante-cinq pieds de largeur sur la profondeur de soixante-douze

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } DAME L. ABRAN, widow of Odilon Lamy, plaintiff; vs HENRI LECLERC, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

A lot of land situated in the parish of Saint-Marc-de-Shawinigan, in the city of Shawinigan Falls, on first street (now Saint Marc street), known and designated as being the lot number forty-nine (No. 49) of the cadastral subdivision number six hundred and twenty-six (626-49) on the official plan and book of reference for the parish of Sainte Flore, measuring fifty five feet in width by a depth of seventy two and one half

pieds et demi, plus ou moins; borné en front par ladite rue Saint-Marc, en arrière par le terrain du Canadian National—avec ensemble la maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Marc-de-Shawinigan, en la cité de Shawinigan Falls, le DOUZIEME jour de SEPTEMBRE prochain 1922, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif.

Le shérif,

PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 9 août 1922.

[Première publication, 12 août 1922]

3477—32-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } ULDORIC PRONOVOST, demandeur; vs JOSAPHAT JACOB, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Une terre située en la paroisse de Saint-Tite, portant le numéro quatre cent cinquante-trois (453) sur les plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Tite, contenant quatre-vingt-huit arpents de terre en superficie, enfermée dans les bornes suivantes: bornée en front par le nord-est, partie à la Rivière-des-Envies et partie à Emile-François Marchand, du côté sud-ouest partie à ladite Rivière-des-Envies, partie à Dame Georges Lesage et partie à Josaphat et Arthur Lesage—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Tite, en la ville de Saint-Tite, le TREIZIEME jour de SEPTEMBRE prochain 1922, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif.

Le shérif,

PHI. L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 10 août 1922.

[Première publication, 12 août 1922]

3479—32-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } JOSEPH-L. TROT-TIER ET AL, demandeurs; vs JOSEPH BOUCHER, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Un terrain ou emplacement sis et situé en la paroisse de Saint-Sévère, à la concession de Piquedur, et connu et désigné comme étant et faisant partie du lot de terre numéro soixante-dix (No 70), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la paroisse de Saint-Sévère, et contenant, ledit terrain, un arpent et un quart de front sur la route publique sur la profondeur qu'il y a depuis la route à aller à la ligne de Elie Héroux, au sud-ouest à Charles-Edouard Dupont ou représentants et au nord-est à Elie Héroux—avec maison et dépendances dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Sévère, dans le comté de Saint-Maurice, le VINGT-DEUXIEME jour d'AOUT prochain 1922, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif.

Le shérif,

PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 19 juillet 1922.

[Première publication, 22 juillet 1922]

3177—29-2

feet, more or less; bounded in front by the said Saint Marc street, to the rear by the land of the Canadian National—together with the house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Marc-de-Shawinigan, in the city of Shawinigan Falls, the TWELFTH day of SEPTEMBER next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon (standard time).

Sheriff's office.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff.

Three Rivers, 9th August, 1922.

[First publication, 12th August, 1922]

3478—32-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } ULDORIC PRONOVOST, plaintiff; vs JOSAPHAT JACOB, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

A lot of land situated in the parish of Saint Tite, bearing the number four hundred and fifty three (453) on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Tite, containing eighty eight arpents of land in superficies, enclosed within the following boundaries: bounded in front on the northeast, partly to the Rivière-des-Envies and partly by Emile-François Marchand, on the southwest side partly by the said Rivière-des-Envies, partly by Dame Georges Lesage and partly by Josaphat and Arthur Lesage—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Tite, in the town of Saint Tite, the THIRTEENTH day of SEPTEMBER next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon (standard time).

Sheriff's office.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff.

Three Rivers, 10th August, 1922.

[First publication, 12th August, 1922]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } JOSEPH L. TROT-TIER ET AL, plaintiffs; vs JOSEPH BOUCHER, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

A lot of land or emplacement lying and situate in the parish of Saint Severe, in the concession Piquedur, and known and designated as being and making part of the lot of land number seventy (No. 70) of the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Severe, and containing, the said land, one and one-fourth arpents in front on the public highway by the depth that there exists from the road to the line of Elie Heroux, to the southwest by Charles Edouard Dupont or representatives and to the north east by Elie Heroux—with a house and dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Severe, in the county of Saint Maurice, the TWENTY SECOND day of AUGUST next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon (standard time).

Sheriff's office.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff.

Three Rivers, July 19, 1922.

[First publication, 22nd July, 1922]

3178—29-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.*Trois-Rivières, à savoir: } **ALPHONSE LAU-**
No 496. } **RIN,** deman-deur; vs **NAPOLEON RAYMOND,** défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Un emplacement situé au sud-ouest de la rue Sainte-Cécile, en la cité des Trois-Rivières, étant la partie nord-ouest du lot numéro mille neuf cent soixante-onze (partie N.-O. No 1971), du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, contenant tout le terrain renfermé dans les limites suivantes, savoir: borné en front par ladite rue Sainte-Cécile, en profondeur au bout dudit lot, qui a environ soixante-six pieds et huit pouces de longueur, du côté sud-est par une ligne parallèle à la ligne latérale nord-ouest dudit emplacement partant de ladite rue Sainte-Cécile et allant vers le sud-ouest en passant par le milieu du mur de séparation des deux logements de la maison construite sur la totalité du lot No 1971 jusqu'à la profondeur dudit terrain, et du côté nord-ouest par la ligne latérale nord-ouest dudit lot—avec la partie de maison et autres bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le Palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le VINGT-TROISIEME jour d'AOUT prochain 1922, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif,

Le shérif.

PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 20 juillet 1922.

[Première publication, 22 juillet 1922]

3175—29-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Three Rivers*Three Rivers, to wit: } **ALPHONSE LAU-**
No. 496. } **RIN,** plaintiff; vs**NAPOLEON RAYMOND,** defendant.

As belonging to said defendant, to wit:

An emplacement situate on the south west of Sainte Cécile street, in the city of Three Rivers, being the north west part of lot number one thousand nine hundred and seventy one (N. W. Pt., No. 1971), of the official cadastre of the city of Three Rivers, containing all the land comprised within the following limits, to wit: bounded in front by said Sainte Cécile street, in depth at the end of said lot, having about sixty six feet and eight inches in length, in the south east side by a parallel line to the north west lateral line of said emplacement starting from the said Sainte Cécile street to the south west, passing by the middle of the dividing wall of the two dwellings of the house build on the whole of the lot No. 1971 to the depth of said land, and on the north west side by the north west lateral line of said lot—with the part of the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the sheriff's office of the district of Three Rivers, at the Court house, in the city of Three Rivers, the TWENTY THIRD day of AUGUST next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon (standard time).

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff.

Three Rivers, 20th July, 1922.

[First publication, 22nd July, 1922]

3176—29-2

Nominations

No 2013—Elec.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 3 août 1922, de nommer M. Adelphus Goulet, commissaire d'écoles pour la municipalité de Bic, village, dans le comté de Rimouski. 3513

No 868—Elec.

Nomination de deux commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 3 août 1922, de nommer MM. Eugène Leclerc et Théophile Richard, commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Jeanne-de-Neuveville, dans le comté de Portneuf. 3515

Appointments

No. 2013.—Elec.

Appointment of a school commissioner.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased by Order in Council dated the 3rd day of August, 1922, to appoint Mr. Adelphus Goulet a school commissioner for the municipality of Bic, village, in the county of Rimouski. 3514

No. 868—Elec.

Appointment of two school commissioners.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased by Order in Council dated the 3rd day of August, 1922, to appoint Messrs. Eugène Leclerc and Théophile Richard, school commissioners for the municipality of Sainte-Jeanne-de-Neuveville, in the county of Portneuf. 3516

Lettres patentes**"A. Lefebvre, Limitée—A. Lefebvre, Limited".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de juillet 1922, constituant en corporation: Louis Dupuis, entrepreneur, Alphonse Lefebvre, manufacturier et Omer Beaudry, bourgeois, tous de Montréal, dans les buts suivants:

De manufacturer des tricots sous toutes formes,

Letters patent**"A. Lefebvre, Limitée—A. Lefebvre, Limited".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920 letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1922, incorporating: Louis Dupuis, contractor, Alphonse Lefebvre, manufacturer and Omer Beaudry, gentleman, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture all kinds of knitted goods in

en laine, en soie, en coton ou en toutes autres matières composées, de teindre les laines, soies, cotons ou autres matières composées, et d'acheter et vendre toutes telles matières brutes ou manufacturées; d'acheter et vendre toutes machines servant à l'exploitation de manufactures de tricots ou de teintures;

D'acheter, vendre, hypothéquer ou autrement aliéner tous immeubles ou meubles servant ou devant servir à l'exploitation de telle manufacture ou de ses accessoires, de même louer, bâtir, ériger, arrenter tous biens meubles ou immeubles nécessaires à ladite manufacture ou à ses accessoires;

De demander, acheter ou autrement acquérir, de se servir ou vendre toutes patentes d'inventions ou droits patentés pour aucune machine, accessoires, ou procédés quelconque ayant rapport à l'exploitation de telle dite industrie ou manufacture;

De vendre, hypothéquer, donner à loyer ou autrement disposer de toutes ou parties des propriétés appartenant à ladite compagnie, ou d'aucune partie d'icelles, pour et moyennant considérations payées comptant ou de toutes autres manières, et en particulier pour et moyennant actions, débetures, obligations et garanties ou toutes autres valeurs de toutes autres compagnies ou industries ou de toutes autres personnes;

De se fusionner avec toute autre compagnie ou personne exploitant semblable industrie, ou d'acheter, louer ou acquérir de toute autre manière toute industrie ayant le même but que la présente compagnie;

Emettre des bons, obligations, ou autres valeurs de la compagnie, et les donner en garantie, les vendre ou emprunter sur telles valeurs, pour les prix et sommes jugées convenables, pourvu que chaque telle valeur ne soient pas moindre de cent piastres;

Hypothéquer ou donner en garantie ou en nantissement tous biens meubles ou immeubles de la compagnie, en recevoir de toutes autres compagnies ou personnes, pour assurer le paiement de bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie ou de toutes autres compagnies ou personnes; émettre et donner des actions acquittées de la compagnie et non sujettes à appel pour le paiement de tels bons, obligations, emprunts ou valeurs de la compagnie;

Emettre, signer, endosser ou accepter tout billet, traite, chèque, certificats d'actions ou autres effets de commerce ou effets négociables;

D'accumuler un fonds de réserve aux fins de protéger la compagnie contre les accidents et dépréciation du commerce de ce genre, jusqu'à concurrence d'une somme égale au montant souscrit à la discrétion de la majorité des directeurs de la dite compagnie, et d'employer ou prêter cette réserve s'il y a lieu sur toute garantie collatérale, hypothécaire ou sur obligations quelconque;

De faire tous arrangements relativement au partage des profits ou relativement à l'association des intérêts de la présente compagnie, avec toute personne ou compagnie exploitant semblable industrie, ou entre les actionnaires ou employés de ladite compagnie, et de posséder toutes actions garantie de toute autre compagnie, ainsi que les actions de la présente compagnie;

D'indemniser toute personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus de quelque manière que ce soit, soit pour formation de la compagnie, son organisation ou l'administration de ses affaires, et de payer telle indemnité en

wool, silk, cotton or any other composite material, to dye wool, silks, cotton or other composite material and buy, sell all such raw or manufactured material; to buy, sell any machinery for the manufacture or dyeing of knitted ware;

To buy, sell, mortgage or otherwise alienate any moveables or immoveables used or to be used for the exploitation of such manufacture or its accessories, also to lease, build, erect, rent any moveables or immoveables necessary for such said manufacture or its accessories;

To apply for, buy or otherwise acquire, to use or sell any patents or patent rights for any machinery, accessories or processes whatever connected with the exploitation of such said industry or manufacture;

To sell, mortgage, give on lease or otherwise dispose of all or any part of the property belonging to the said company or any part thereof, for cash or any other consideration and particularly for shares, debentures, bonds and guarantees or any other securities of any other company, industry or person;

To amalgamate with any other company or person carrying on a similar business, or to purchase, lease or acquire in any other manner any business having the same object as the present company;

To issue bonds, obligations or other securities of the company and to pledge, sell or borrow on such securities for a price and sum judged suitable, provided that each such security be not less than one hundred dollars;

To hypothecate, mortgage or pledge any moveables or immoveables of the company, to receive the same from any other company or person to assure the payment of bonds, debentures or other securities of the company or of any other companies or persons; to issue and allot paid up and non-assessable shares of the company for the payment of such bonds, debentures, loans or securities of the company;

To issue, sign, endorse or accept any note, draft, cheque, share certificate or other commercial or negotiable instruments;

To accumulate a reserve fund for the purpose of protecting the company against accidents and depreciation of such kind of business, of a sum equal to the amount subscribed, at the discretion of the majority of directors of the said company, and to employ or loan this reserve if need be, on any collateral or hypothecary security or any bonds, whatever;

To enter into any arrangements for the sharing of profits or union of interests of the present company with any person or company carrying on a similar or other industry, or shareholders or employees of the said company and to possess any shares, securities of any other company as well as shares of the present company;

To indemnify any person or company for services rendered or to be rendered in any manner whatever, either for the formation of the company, its organisation or administration of its business and to pay such indemnity in cash or

argent ou en actions acquittées de la compagnie à la discrétion de la majorité des directeurs de ladite compagnie;

En particulier d'acquérir la manufacture de lainages, cotons et soies actuellement exploitée par Alphonse Lefebvre au No 227 rue Notre-Dame-est, Montréal, y compris la clientèle ou achalandage, les machines et accessoires, effets de commerce, meubles, et matières premières et manufacturées en stock, aux prix et conditions jugés opportuns par le bureau de direction de la dite compagnie, et de payer le tout, en tout ou en partie en argent ou en actions acquittées de ladite compagnie, et d'acquérir de toutes autres compagnies ou personnes semblables industries;

De faire tout ce qui sera nécessaire et convenable et du ressort de ladite compagnie aux fins d'atteindre le but qu'elle se propose par ces présentes;

De racheter à la discrétion du bureau des directeurs de ladite compagnie après trois ans en aucun temps tout ou parties des actions privilégiées qui auront été vendues, moyennant un bonus de dix pour cent sur la valeur au pair de telles actions privilégiées, pourvu que tel rachat se fasse à même le surplus des profits de la compagnie ou fonds de réserve;-

Les actions privilégiées seront cumulatives d'intérêt ou d'un dividende au taux de huit pour cent sur la valeur au pair, lequel dividende sera payable préférentiellement aux dividendes des actions ordinaires, sous le nom de "A. Lefebvre Limitée—A. Lefebvre Limited", avec un capital total de cent quarante mille piastres (\$140,000.00), divisé en mille quatre cents (1400) actions de cent piastres (\$100.00), chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de (\$70,000.00), divisée en 700 actions de \$100.00 chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de juillet 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

3433

C.-J. SIMARD.

paid up shares of the company at the discretion of the majority of directors of the said company;

Particularly, to acquire the manufacture of wools, cottons and silks now exploited by Alphonse Lefebvre at No. 227 Notre-Dame east, Montreal, including the clientele, goodwill, machinery and accessories, stock-in-trade, moveables and raw and manufactured materials in stock at such price and for such consideration as is deemed suitable by the directorate of the said company, and to pay for the whole, in full or part, with cash or paid-up shares of the said company and to acquire from any other person or company a similar business;

To do all that is necessary, conducive and incidental to the said company for the attainment of the objects herein set forth;

To redeem at the discretion of the directorate of the said company any time after three years the whole or part of the preferred shares sold, with a ten per cent bonus on the par value of such preference shares, provided that such redemption be made out of the surplus profits of the company or sinking fund;

The preference shares shall bear an eight per cent cumulative interest or dividend on the par value, which dividend shall be payable before dividends to common shareholders, under the name of "A. Lefebvre Limitée—A. Lefebvre, Limited", with a total capital stock of one hundred and forty thousand (\$140,000.00) dollars, divided into fourteen hundred (1400) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The part of the capital stock which will be issued as preference shares is (\$70,000.00), divided into 700 shares of \$100.00 each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of July, 1922.

C. J. SIMARD,

3434

Assistant Provincial Secretary.

"Aylmer Construction Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juillet 1922, constituant en corporation: George H. Wilson, surintendant, Allen I. Wilson, commis, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, Hubert Routliffe, entrepreneur, de la ville de Aylmer, dans la province de Québec, aux fins suivantes:

Acquérir des terrains sur ou près des limites d'une municipalité de la province, pour bâtir sur ces terrains des habitations de grandeur raisonnable pourvues d'améliorations modernes et devant être louées à des prix modérés;

Sous l'empire de la loi 4 George V, ch. 47 de la législature de Québec, et de ses amendements passés et futurs, exercer un commerce foncier et d'entreprises, sous toutes formes; avoir aussi la possession et la jouissance de tous les droits, privilèges et pouvoirs que confère ladite loi et se conformer à ses prescriptions;

Faire toutes les choses connexes ou appropriées à la réalisation des objets susmentionnés ou d'aucun d'eux, sous le nom de "Aylmer Construction Company, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

"Aylmer Construction Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1922, incorporating: George H. Wilson, superintendent, Allan I. Wilson, clerk, of the city of Ottawa, Province of Ontario, Hubert Routliffe, contractor of the town of Aylmer, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire lands in or near the limits of a municipality in the province and to build on these lands dwelling houses of reasonable dimensions, fitted with a modern improvements and intended to be let at moderate prices;

To carry on under Act 4 George V, ch. 47 of the Legislature of Quebec, and amendments thereto passed and future a real estate and contracting business in all its forms, to have also possession and enjoyment of all rights, privileges and powers conferred by the said act and to comply with the provisions thereto;

To do all things incidental or conducive to the attainment to the aforementioned purposes any of them, under the name of "Aylmer Construction Company, Limited" with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred shares (200) on one hundred (\$100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie, sera dans la ville de Aylmer, P. Q.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de juillet 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
3439 C.-J. SIMARD.

The head office of the company, will be at the town of Aylmer, P. Q.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of July, 1922.

C. J. SIMARD,
3440 Assistant Provincial Secretary.

"Philip Morris Fruit Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de juin 1922, constituant en corporation: Maurice Shulman, Benjamin Shulman, avocats, Samuel A. Shulman, étudiant-en-droit, Rose Harlig, épouse séparée de biens de Benjamin Shulman et par ledit Benjamin Shulman autorisée aux présentes; Isabel Sinclair, épouse séparée de biens de Maurice Shulman et par ledit Maurice Shulman autorisée aux fins des présentes, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Faire affaires comme importateurs, exportateurs, "Jobbeurs", négociants, marchands en gros et au détail de fruits et denrées ainsi que de toutes les autres choses susceptibles de valeurs marchandes et à ces fins, exercer aucun autre commerce comme marchands, jobbeurs, commerçants de fruits, denrées ou autres choses, commerce que a compagnie croira propre à être convenablement exercé ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucuns des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux fins de la compagnie;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet que la compagnie croira propre à lui profiter directement ou indirectement;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la présente compagnie à l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement des personnes, ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de cesdites compagnies, et les vendre, les détenir, les réemettre, avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, personnelle et réelle que la compagnie croira nécessaire ou avantageuse aux fins de son commerce, et particulièrement les machi-

"Philip Morris Fruit Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of June, 1922, incorporating: Maurice Shulman, Benjamin Shulman, advocates, Samuel A. Shulman, law student, Rose Harlig, wife separate as to property of Benjamin Shulman and by the said Benjamin Shulman authorized for these presents, Isabel Sinclair, wife separate as to property of Maurice Shulman, and by the said Maurice Shulman authorized for the purpose of these presents, all of the city and of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on and deal in, as importers, exporters, jobbers and dealers and wholesale and retail merchants, a business in fruits and produce and in any and all other things that may be marketable and for the purposes thereto, to carry on any other business whether as merchants, jobbers, dealers in fruits and produce or otherwise, (which may seem to the company capable of being conveniently carried on or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's properties or rights);

To acquire or undertake the whole or any part of the business property and liabilities of any person, persons or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of any property suitable for the purposes of the company;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any part of the property and liabilities of the company or for any other purposes which may be calculated to benefit the company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure reciprocal concessions or otherwise, with any person, persons or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to guarantee contracts of or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell hold reissue with or without guarantee or otherwise deal with the same;

To purchase, take on lease or in exchange hire or otherwise, acquire any moveable or immoveable property personal and real which the company may deem necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any

nes, outillages, assortiment, et, si la compagnie le trouve convenable, se livrer à toute transaction immobilière de manière à promouvoir les meilleurs intérêts de la compagnie;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, garantir l'exécution des contrats par aucunes personnes;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Vendre et disposer des entreprises de la compagnie ou d'aucune partie d'icelles moyennant le prix que la corporation estimera convenable, et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, endossement, garantie d'obligations, de débentures, d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation avec laquelle la compagnie peut se trouver en relations d'affaires, garantir aussi l'exécution des contrats d'aucune telle compagnie, corporation, par une ou plusieurs personnes, émettre les actions privilégiées de la compagnie jugées convenables;

Pour faire connaître le commerce de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par publication de livres et périodiques;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété ou des droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, ou en une autre qualité; et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses, actes et matières qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Philip Morris Fruit Company, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de juin 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

3445

C.-J. SIMARD.

"St. Johns Golf Club, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juillet 1922, constituant en corporation: Louis Philippe Crépeau, Maurice Dugas, Segfried Hinson Read Bush et John Parker Callaghan, avocats, Cyril Patrick Nolan, comptable, Margaret Craine et Jeanne Hainault, stenographes, filles majeures, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Posséder et entretenir des terrains convenables pour le golf, le tennis, le bowling et autres jeux et exercer en plein air, faire des concours et tournois de ces sports et exercices, bâtir, aménager, et entretenir un local de club convenable et d'autres bâtiments et généralement encourager et organiser ces sports et exercices en plein air;

machinery, plant, stock in trade, and if the company deem fit, to engage itself in any real estate transaction so as to promote the best interest of the company;

To lend money to customers and others having dealings with the company, and to guarantee the performance of contracts by any persons;

To draw, make, accept, endorse execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and any other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To raise and assist in raising, money for, and to aid by way of bonus, loan, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts of any such company corporation or by any such person or persons, and to issue preferred shares if the company deem fit;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars and by publication of books and periodicals;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise, deal with all or any part of the property or rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things, acts, and deeds as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Philip Morris Fruit Company, Limited" with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares, of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of June, 1922.

C. J. SIMARD,

3446

Assistant Provincial Secretary.

"St. Johns Golf Club, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1922, incorporating: Louis Philippe Crépeau, Maurice Dugas, Segfried Hinson Read Bush and John Parker Callaghan, advocates, Cyril Patrick Nolan, accountant, Margaret Craine and Jeanne Hainault, stenographer, spinsters, all of the city and district of Montreal for the following purposes;

To provide and maintain suitable grounds for the purposes of golf, tennis, bowling and other outdoor exercises and recreations, to provide tournaments and competitions in such sports and exercises, to build, equip and maintain in a suitable club house and other buildings and generally to foster and promote such outdoor sports and exercises;

Acquérir par achat, louage ou autrement le terrain suffisant à ces fins, y tracer et entretenir des champs de golf, jeux de tennis, boulingrins et toutes commodités pour ces sports et exercices et d'autres semblables;

Acquérir par achat, louage ou autrement de la propriété mobilière et immobilière et spécialement des lots de subdivision et terrains y construire des bâtisses et les meubler, aussi vendre, louer, échanger ou autrement en disposer et trafiquer sur biens-fonds d'une manière générale;

Émettre des actions libérées et non sujettes à appel, des obligations et d'autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucunes parts dans de la propriété mobilière ou immobilière, ou autre, acquise par la compagnie en vertu d'aucun titre, en paiement des services rendus ou à être rendus à la compagnie d'aucune manière quelconque;

S'amalgamer avec aucune autre compagnie;

Acquérir, acheter, posséder, céder, vendre, aliéner des parts, actions, obligations, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie;

Conclure, avec toutes autorités fédérales, provinciales, municipales, locales ou autres, aucun arrangement paraissant appropriée aux objets et fins de la compagnie, obtenir de ce pouvoir les permis, droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir et d'exercer;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, des droits et des entreprises de la compagnie moyennant la compensation dont on conviendra, et particulièrement pour des actions, obligations, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucune invention qui semblera propre à servir, à aucune des fins de la compagnie ou dont l'acquisition paraîtra susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie aucune des propriétés de la compagnie, et particulièrement les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'autres compagnies appartenant à la présente compagnie et dont elle peut disposer;

Faire tous les actes précités ou aucun d'iceux ainsi que tous les actes qu'autorisent les lettres-patentes, les lettres-patentes supplémentaires, les règlements de la compagnie comme principaux, agents, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres sous le nom de "St. Johns Golf Club, Limited", avec un fonds social total de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00), divisé en cinq cents (500) parts de cinquante piastres (\$50.0) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de juillet 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
C. J. SIMARD.

3451

To acquire by purchase, lease or otherwise sufficient ground for the purpose, and to lay out and maintain thereon golf courses, tennis courts, bowling greens and all facilities for such and the like sports and exercises;

To acquire by purchase, lease or otherwise moveable and immovable property, and especially subdivision lots and lands, and erect buildings thereon, and furnish the same, and to sell, lease, exchange or otherwise dispose of the same and to deal in real estate generally;

To issue paid up and non-assessable shares, bonds and other securities of the company, in payment or part payment of any shares in movable or immovable property or otherwise, by the company under any title, as the remuneration for services rendered or to be rendered to the company in any manner whatsoever;

To amalgamate with any other company;

To acquire, buy, own, assign, sell or dispose of shares, stock, bonds debentures or securities of any other company;

To enter into any agreement with all and any authorities, federal, provincial, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects and purposes, and to obtain from any such authority any permits, rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and exercise;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of, in whole or in part, the property, rights or undertakings of the company for such consideration as may be agreed upon, and particularly for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To distribute among the shareholders of the company any of the company's property, and in particular any shares, bonds, debentures or other securities of other companies belonging to this company and which it is empowered to dispose of;

To do all or any of the foregoing and all acts authorized by the letters patent or supplementary letters patent or by the by-laws of the company as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "St. Johns Golf Club, Limited", with a total capital stock or twenty five thousand dollars (\$25,000.00), divided into five hundred shares (500) of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of July, 1922.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

3452

"Provincial Importers, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de juin 1922, constituant en corporation: Harry Budyk, avocat, Benjamin A. Chwartz, notaire, de Montréal, Alphonse Senay, étudiant en notariat, de Longueuil, aux fins suivantes:

Acheter, vendre, commencer et trafiquer de toute sorte d'effets, denrées et marchandises, comprenant spécialement toute espèce de tabacs, bonbons, pâtisseries, fruits et tout ce qui s'y rattache;

Exercer aucun autre commerce manufacturier ou autrement connexes aux fins et objets susmentionnés que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec son commerce ou les objets de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et assumer la totalité ou aucune partie d'aucun commerce dont les objets sont semblables à ceux de la compagnie, avec les bâties, machines, l'assortiment, l'achalandage et l'actif généralement; assumer la totalité ou aucune partie de l'actif de ce commerce, le payer totalement ou entièrement en obligations, débetures, en capital de la compagnie, entièrement libéré et non sujet à appel de la compagnie; et en vendre ou autrement en disposer en tout ou en partie;

S'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la compagnie;

Acquérir, détenir, louer, vendre, échanger et autrement aliéner les actions, parts, débetures ou valeurs d'aucune corporation exerçant un commerce aux objets semblables à ceux de la compagnie;

Placer les deniers disponibles de la compagnie sur les valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminé;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation, dans le capital de laquelle la compagnie détient des parts, ou avec laquelle elle sera en relations d'affaires, agir comme employé ou gérant d'aucune telle corporation, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation par une ou plusieurs autres personnes avec lesquelles la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires;

Faire société ou aucune convention pour le partage des bénéfices ou l'union des intérêts avec aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de la totalité, d'aucune partie de l'entreprise, de la propriété, de la compagnie moyennant la compensation dont on conviendra, et particulièrement pour des actions, débetures, ou titre d'aucune compagnie qui les achètera, distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature aucune propriété de la compagnie, et particulièrement les actions ou valeurs dans d'autres compagnies appartenant à la corporation ou dont la compagnie peut disposer;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et commerces se rattachant à la réalisation adéquate des objets pour lesquels la compagnie est cons-

"Provincial Importers, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of June, 1922, incorporating: Harry Budyk, advocate, Benjamin A. Shwartz, notary, of Montreal, Alphonse Senay, notarial student, of Longueuil, for the following purposes;

To purchase, sell, trade and deal in all kinds of goods, wares and merchandise, including more especially all forms of tobacco, candies, confectionery, fruits and all that incidental thereto;

To carry on any business, whether manufacturing or otherwise germane to the purposes and objects above set forth and which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company;

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of any business with objects similar to those of the company together with buildings, machinery, stock in trade, good will and assets generally; to assume in whole or in part the liabilities of such business, and to pay for the same wholly or partly in bonds, debentures or fully paid up and non-assessable stock of the company; and to sell, lease or otherwise dispose of the same or any part hereof;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of the company;

To acquire, hold, lease, sell, exchange and otherwise dispose of shares, stock, debentures or securities of or in any corporation carrying on business with objects similar to those of the company;

To invest the moneys of the company not immediately required in such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any corporation in the capital stock of which the company holds shares, or with which it may have business relations, to act as employee, agent or manager of any such corporation and to guarantee the performance of contracts by any person or persons with whom the company may have business relations;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or union of interests with any person, company carrying on any business or transaction which the company is authorized to carry on;

To sell, lease, exchange, or otherwise dispose of, in whole or in part, the property or undertaking of the company for such consideration as may be agreed on, and in particular for shares, debentures or securities in any company purchasing the same; to distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any shares or securities in other companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of;

To do all acts and exercise all powers and to carry on all business incidental to the proper fulfilment of the objects for which the company

tituée, sous les nom de "Provincial Importers, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de juin 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

3455

C.-J. SIMARD.

in incorporated under the name of "Provincial Importers, Limited" with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of June, 1922.

C. J. SIMARD,

3456

Assistant Provincial Secretary.

"Montreal Trucking, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onzième jour de juillet 1922, constituant en corporation : Thomas L. DeRome, comptable, 344 de la Montagne, Félix Perreault, 2451 Saint-André, Hector Châles, 28986 Saint-Dominique, Edouard Martin, 78 Harmonie, Hector Lecavalier, 1922 Châteaubriand, tous quatre chauffeurs-mécaniciens, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants;

Exercer le commerce de contracteur et entrepreneur pour toute espèce de travaux se rapportant au commerce de camionnage par camions-automobiles et voitures;

Exercer toute industrie manufacturière ou autre, se rapportant au commerce de camionnage, que la compagnie croira capable d'être convenablement exercée, augmenter directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir et posséder des biens, propriétés, privilèges, franchises, contrats, baux, biens fonciers et droits de toute personne, maison ou compagnie exerçant une industrie ou un commerce que cette compagnie est autorisée d'exercer;

Recevoir en paiement des propriétés, marchandises ou pour travaux exécutés, des actions, obligations, débetures ou autres valeurs émises par une compagnie semblable, les donner ou en disposer;

S'amalgamer avec aucune autre compagnie ou compagnies ayant des objets similaires à ceux énumérés dans les présentes à tels termes et conditions que la compagnie choisira;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou de toute partie, pour telle compensation que la compagnie jugera à propos et en particulier pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie;

Émettre des actions libérées, obligations, débetures en paiement total ou partiel de propriété mobilière ou immobilière, droits, réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que cette compagnie peut légalement acquérir, et aussi émettre des actions libérées, obligations ou autres valeurs en paiement total ou en échange d'actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie faisant des affaires semblables en tout ou en partie, ou se rapportant, au affaires de cette compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour service rendu ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement de parts du capital-actions de la compagnie ou de toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie ou relativement à la formation ou promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

"Montreal Trucking, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1922, incorporating: Thomas L. DeRome, accountant, 344 de la Montagne, Félix Perreault, 2451 Saint-André, Hector Châles, 28986 Saint-Dominique, Edouard Martin, 78 Harmonie, Hector Lecavalier, 1922 Châteaubriand, all four chauffeur-mechanics, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of contractors and entrepreneurs for all kinds of work connected with the truck or auto-truck and carriage business;

To carry on any manufacturing or other business connected with the trucking business which the company may deem suitable of being conveniently carried on to directly or indirectly enhance the value of the property or rights of the company or render them profitable;

To acquire and possess any goods, property, privileges, franchises, contracts, leases, real estate and rights of any person, firm or company carrying on any industry or business which this company is authorised to carry on;

To receive in payment for property, merchandise or work done, shares, bonds, debentures or other securities issued by a similar company, and give or dispose of the same;

To amalgamate with any other company or companies having objects similar to those enumerated hereby, on such terms and conditions as the company may choose;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of the business of the company or any part thereof, for such consideration as the company may deem fit and particularly for shares, debentures or securities of any other company whose objects are in whole or in part similar to those of the present company;

To issue paid up shares, bonds, debentures in full or part payment for moveable or immoveable property, rights, claims, privileges, concessions or other advantages which this company may legally acquire and also to issue paid up shares, bonds, debentures or other securities in full payment or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company carrying on a business similar in whole or in part or connected with the business of this company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or aiding in placing or guaranteeing the placing of shares of the capital stock of the company or of any debentures, debenture-stock or other securities of the company or relative to the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

Placer et disposer des fonds de la compagnie, non immédiatement requis, de telle manière qu'il pourra en être déterminé de temps à autre;

Acheter, prendre à bail, louer ou autrement acquérir des outils, outillage, machines, machineries, voitures, camions, automobiles, chevaux et tous autres meubles et immeubles que la compagnie peut juger nécessaires ou désirables, les améliorer, conduire, développer, louer, hypothéquer, vendre, mettre à profit, ou autrement faire le commerce avec ou sans les biens de la compagnie et en disposer;

Faire toutes les choses susdites comme principaux, agents, entrepreneurs, ou autrement, seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Montreal Trucking, Limited" avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de juillet 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
3463 C.-J. SIMARD.

"The James Jack Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juillet 1922, constituant en incorporation: James Jack, constructeur et entrepreneur, Frederick Haines McKechnie, ingénieur civil, tous deux de la cité de Montréal, Samuel Willis Shackell, ingénieur, de la cité de Lachine, aux fins suivantes:

Acheter le commerce actuellement exercé, dans la cité de Montréal, par James Jack, constructeur et entrepreneur, et le payer totalement ou partiellement en argent ou en actions entièrement libérées du capital de la compagnie;

Exercer toutes les autres industries ou aucune d'icelles comme constructeurs et entrepreneurs, de toutes manières, commerçants de pierre, carrières, ciment, sable, chaux, brique, bois, fer, ferronnerie et autres matériaux et nécessaires de construction;

Acheter, louer, prendre en échange et autrement acquérir, détenir et posséder des terrains, bâtiments et d'autres propriétés d'aucune espèce et description aucun droit et intérêt afférent, les détenir et posséder absolument comme propriétaires, comme locataires, ou en une autre qualité;

Subdiviser, développer, cultiver et autrement altérer, améliorer et utiliser ces terrains, construire des bâtisses, logements, maisons, ateliers, magasins, bureaux, hôtels ainsi que d'autres bâtiments et structures et leurs dépendances, aussi les administrer, exploiter et utiliser, vendre, louer, échanger et autrement trafiquer et disposer de la totalité ou d'aucune partie de ces terrains et bâtiments;

Prendre et détenir des hypothèques, mortgages et autres liens pour garantir le paiement d'aucune propriété vendue par la compagnie des travaux faits par elle, ou de toutes réclamations quelconques, emprunter de l'argent, et en garantie donner et consentir des hypothèques et mortgages, grever le capital de la compagnie;

Acquérir par achat ou autrement, détenir, posséder, vendre, trafiquer de la totalité ou d'aucune partie de l'achalandage, de la propriété et de

To place and dispose of the funds of the company not immediately required, in such a manner as may from time to time be determined;

To purchase, take on lease, lease or otherwise acquire tools, equipment, machines, machinery, carriages, trucks, automobiles, horses and all other moveables and immoveables which the company may deem necessary or desirable, and improve, conduct, develop, lease, hypothecate, sell, turn to account or otherwise deal with or without the property of the company and dispose thereof;

To do all the above things as principals or agents, contractors or otherwise, alone or jointly with others under the name of "Montreal Trucking, Limited", with a total capital stock of twenty thousand (\$20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of July, 1922.

C. J. SIMARD,
3464 - Assistant Provincial Secretary.

"The James Jack Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July 1922, incorporating: James Jack, builder and contractor, Frederick Haines McKechnie, civil engineer, both of the city of Montreal, Samuel Willis Shackell, engineer, of the city of Lachine, for the following purposes:

To purchase the business now carried on at the city of Montreal by James Jack, builder and contractor, and to pay for the same in whole or in part by cash or fully paid up shares in the capital stock of the company;

To carry on all or any of the businesses of builders and contractors in all their branches, dealers in stone, quarries, cement, sand, lime, bricks, lumber, iron, hardware and other building materials and requisites;

To purchase, lease, take in exchange and otherwise acquire, hold and own, lands, buildings, and other property of every kind and description and any right, and interest therein and to hold and possess the same either absolutely as owners or as lessees or otherwise;

To subdivide, develop, cultivate and otherwise alter, improve and utilize such lands; to erect buildings, dwellings, houses, shops, stores, offices, hotels, and other buildings and structures and their appurtenances and to manage, operate and utilize the same and to sell, lease, exchange and otherwise deal with and dispose of said lands and buildings, in whole or in part;

To take and hold hypothecs, mortgages and other liens, to secure the payment of any property sold by the company or for works done by it or for any claims whatsoever and to borrow, money and as security therefor to give and grant hypothecs and mortgages and to pledge the stock of the company;

To acquire by purchase or otherwise, hold, own, sell and deal in all or any part of the goodwill, property and assets, including any agency,

l'actif, y compris aucune agence, option, aucun contrat, agrément, aucune concession ou chose semblable d'aucune personne, firme, association ou corporation exerçant un commerce semblable;

Emettre des actions libérées de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucuns biens, droits, affaires, entreprises qu'on pourra acquérir, des services rendus, de l'ouvrage fait pour la compagnie, en paiement ou à l'acquit des dettes ou obligations de la compagnie;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, de l'actif, des droits, entreprises ou de l'achalandage de la compagnie, en accepter paiement intégral ou partiel en argent, en parts, obligations ou autres valeurs d'aucune corporation ou compagnie;

Solliciter acheter ou autrement acquérir des brevets, marques de commerce, droits de reproduction, agences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif d'aucune invention ou procédé, faire valoir, vendre, louer ou autrement trafiquer de ces patentes, marques de commerce, droits de reproduction, licences, agences et concessions;

Acquérir et détenir, vendre ou autrement aliéner le capital, les actions, titres ou entreprises d'aucune autre compagnie dont l'un des objets est l'exercice d'aucun des pouvoirs de la compagnie, transférer ses entreprises ou son actif à, s'amalgamer avec aucune telle compagnie;

Faire aucune convention relativement au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque conjoint, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie ayant l'intention d'exercer ou exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, et généralement faire tous actes, exercer tous pouvoirs et aucun commerce connexes à la parfaite réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée, et exercer tous autres pouvoirs permis en loi, sous le nom de "The James Jack Company, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de juillet, 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

3467

C.-J. SIMARD.

"A. Michelin, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onzième jour de juillet 1922, constituant en corporation: J.-W. Lamoureux, 169 rue Boyer, Hector Gareau, Arthur Gareau, 190^e Christophe-Colomb, Emile Gareau, 37 avenue Laurier, agents, Arthur Michelin, industriel, 40 avenue Lorne, tous de la cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir et prendre à son nom comme industrie active le commerce aujourd'hui exercé en la cité de Montréal par MM. Michelin et Lamoureux et tous et chacun des biens et obligations des propriétaires de ce commerce s'y rattachant;

Fabriquer des ameublements scolaires, et tous autres objets de même nature, jouets, objets de fantaisie et articles, et en faire le commerce;

option, contract, agreement, concession or the like or any individual, firm, association or corporation carrying on a similar business;

To issue paid up shares of the company in payment or part payment for any property, rights, business or undertakings, which may be acquired by or for any services rendered to or work done for the company or in or towards the payment or satisfaction of debts or liabilities owing by the company;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights, undertakings or good-will of the company and to accept payment for the same wholly or partly in cash, stock, bonds or other securities of any corporation or company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, trademarks, copyrights, agencies, concessions, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention or process and to turn to account, sell, lease or otherwise deal in such patents, trademarks, copyrights, licenses, agencies and concessions;

To acquire and hold, sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities, or undertakings of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of the company, or to transfer its undertakings or assets to or to amalgamate with any such company;

To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise with any person or company intending to carry on or carrying on any business which this company is authorized to carry on, or which is capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and generally to do all acts and exercise all powers and carry on any business incidental to the proper fulfilment of the objects for which the company is incorporated, and to exercise all other powers permitted by the Act, under the name of "The James Jack Company, Limited" with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred shares (200) of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of July, 1922.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary

3468

"A. Michelin, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1922, incorporating: J. W. Lamoureux, Hector Gareau, Arthur Gareau, Emile Gareau, agents, Arthur Michelin, manufacturer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and take over as a going concern the business now carried on in the city of Montreal by Messrs. Michelin and Lamoureux and any and all of the property and obligations of the proprietors of such business connected therewith;

To manufacture school furnishings and all other objects of a similar nature, toys, ornamental objects and articles and deal therein;

Cultiver, produire et faire le commerce de toutes matières, ingrédients et articles qui entrent ou qui sont utiles dans leur fabrication, ou qui peuvent être convenablement manufacturés par la corporation, dans l'exercice de ses pouvoirs;

Agir comme agents pour d'autres personnes dans la vente de tous ces effets, denrées et marchandises;

Exercer autre commerce de fabrication ou autre, que la compagnie estimera susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec le commerce ou les objets de la compagnie;

S'unir à, faire société ou conduire aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la concession réciproque, ou autrement avec aucune personne, société ou corporation exerçant aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter à la compagnie directement ou indirectement;

Acquérir et assumer l'actif et le passif d'aucune personne, société ou corporation exerçant aucun commerce en tout ou en partie semblable à celui que la compagnie est autorisée à exercer, ou qui possède des biens convenant aux fins de la compagnie et les payer en numéraires ou en actions entièrement libérées et non sujettes à appel du capital corporatif, suivant qu'on le jugera à propos;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir toutes patentes, licences, concession, et choses semblables conférant un droit limité exclusif ou non exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention ou procédé, ou les faire valoir, les vendre, louer ou autrement en disposer;

Vendre, louer ou autrement aliéner la totalité ou aucune partie de l'actif et du commerce de la compagnie en faveur d'aucune personne, société ou corporation, pour le prix dont on conviendra, et particulièrement pour des actions, débetures et valeurs d'aucune corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer en espèce ou autrement aucuns des biens de la compagnie parmi ses membres, et particulièrement des actions, obligations, débetures ou les autres, valeurs d'aucune compagnie constituée pour prendre charge de la totalité ou d'aucune partie des entreprises de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seuls soit avec d'autres personnes;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou tendent à l'accomplissement d'aucun des objets précités;

Emettre des bons, obligations ou débetures, le tout aux termes de la loi 4 George V, chapitre 51 et ses amendements;

Payer pour tous services rendus touchant la souscription du capital actions, l'organisation et l'administration de la compagnie en actions entièrement libérées de cette dernière, sous le nom de "A. Michelin, Limitée" avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en dix mille (10,000) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de juillet 1922.

Lesous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

To cultivate, produce and deal in any materials ingredients and articles entering into or useful for their manufacture or which may be suitably manufactured by the corporation in the exercise of its powers;

To act as agents of other persons for the sale of all such goods, wares and merchandise;

To carry on any other manufacturing business or otherwise, which the company may deem capable of being conveniently exercised in connection with the business or objects of the company;

To amalgamate with, enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership or corporation carrying on any business capable of being exercised in a manner to directly or indirectly benefit the company;

To acquire and take over the assets and liabilities of any person, partnership or corporation carrying on any business in whole or in part similar to that which the company is authorized to carry on, or which possesses goods suitable for the purposes of the company and to pay for the same in cash or in fully paid-up and non-assessable shares of the corporate capital, as deemed advisable;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and similar things conferring a limited or exclusive or non-exclusive right as to the use of any secret or other information relative to any invention or process, or to turn to account, sell, lease or otherwise dispose of the same;

To sell, lease or otherwise alienate the whole or any part of the assets and business of the company in favor of any person, partnership or corporation, for such price as may be agreed upon, and particularly for shares, debentures and securities of any corporation whose objects are in whole or in part similar to those of the present company;

To invest the disposable money of the company and dispose thereon in such a manner as may be determined upon from time to time;

To distribute in kind or otherwise any of the property of the company among its members, and particularly shares, bonds, debentures or other securities of any company incorporated to take over the whole or any part of the undertakings of the company;

To do all the aforesaid things or any of same as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or with other person;

To do all other things connected with or incidental to the accomplishment of any of the aforementioned objects;

To issue bonds, obligations or debentures, the whole according to the Act 4 George V, chapter 51 and amendments thereto;

To pay for any services rendered in connection with the subscription for the capital stock, organisation and administration of the company, in fully paid-up shares of this company under the name of "A. Michelin, Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company, will be at Montréal, in the district of Montréal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of July, 1922.

C.-J. SIMARD.

Assistant Provincial Secretary.

"Saxes Boat Shop Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de juin 1922, constituant en corporation: Solon Eliasoph, Thomas Michael Tansey, avocats, Joseph Kogon, marchand, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Exercer le commerce et l'industrie consistant à être tanneurs, manufacturiers, importateurs, exportateurs, marchand en gros et au détail de chaussures en cuir, de bottines, souliers, colles, produits chimiques et matériaux pour chaussures, de tous articles de commerce de nature semblable ou autre;

Acquérir par achat, louage, concession, ou autrement des plantations, fabriques, franchises, les exploiter et développer;

Acquérir par achat, louage ou autrement, bâtir, construire, maintenir, exploiter, améliorer et trafiquer de biens-fonds, mines, fabriques, magasins, bâtisses, maisons pour employés ou autres, de structures de toute description, convertir et faire servir les terrains de la compagnie à des routes, bâtiments et autres commodités, et généralement trafiquer de la terre et de la propriété et l'améliorer;

Acquérir par achat, louage, ou autrement, exploiter des magasins, vendre aucun des produits de la compagnie ou des produits de même nature;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets, lettres de change, connaissances, mandats ainsi que tous les autres instruments négociables et transférables;

Émettre des récépissés négociables ou autres pour marchandises dont la compagnie est dépositaire; prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune personne, firme ou compagnie avec laquelle la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires;

Souscrire, assumer l'émission à commission ou autrement, souscrire, détenir, négocier et convertir des parts, actions et valeurs de toutes sortes de corporations avec lesquelles la présente compagnie pourra se trouver en relations d'affaires;

Prendre en garantie d'aucune dette envers la compagnie des mortgages et hypothèques sur les biens des détenteurs de la compagnie;

Faire société ou aucune autre convention relativement au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la concession réciproque ou à la coopération avec aucune personne, firme ou compagnie organiser et aider à organiser, constituer, former, monter des compagnies, syndicats, sociétés de tous genres pour acquérir et assumer aucune propriété et le passif de la présente compagnie, d'en réaliser directement ou indirectement les objets, ou pour aucune autre fin paraissant avantageuse à la présente compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, posséder, utiliser, développer, échanger, vendre ou autrement faire valoir les concessions, droits, privilèges, marques de commerce, patentes, permis et franchises convenant ou appropriés au commerce de la compagnie;

Acquérir aucune entreprise ou industrie en tout ou en partie semblable à celle de la compagnie, avec l'outillage, l'assortiment, l'achalandage, les marques de commerce, les franchises et l'actif de toute espèce, exercer aucune autre industrie paraissant propre à être convenablement exercée en rapport avec aucun des

"Saxes Boat Shop Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of June, 1922, incorporating: Solon Eliasoph, Thomas Michael Tansey, advocates, Joseph Kogon, merchant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of tanners, manufacturers, importers, exporters and wholesale and retail dealers in leather footwear, boots, shoes, glue stock, chemicals and fertilizing materials for boots and shoes, and all articles of commerce of a similar or other nature;

To acquire by purchase, lease, concession or otherwise, plantations, factories, franchises and to work and develop the same;

To acquire by purchase, lease or otherwise, to erect construct, maintain, operate, improve and deal in real estate mills, factories, storehouses, buildings, houses for employees, or others and works of every description and to convert and appropriate any lands of the company for roads, buildings and other conveniences and generally to deal with and improve land and property;

To acquire by purchase, lease or otherwise and to operate stores, to sell any of the products of the company or products of a similar nature;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, and other negotiable instruments;

To issue receipts negotiable or otherwise, for merchandise stored with the company, to lend money, to guarantee the contracts of, or otherwise assist any person firm or company with which the company may have business relations;

To subscribe for, to undertake, issue on commission or otherwise, take, hold, deal in and convert stocks, shares and securities of all kinds of companies with which this company may have business relations;

To take as security for any debt to the company mortgages and hypothecs upon the property of the debtors of the company;

To enter into partnership or other arrangement for sharing profits, union of interests, or co-operation with any person or firm and to promote, aid in promoting, form or organize companies, syndicates or other partnerships of all kinds for the purpose of acquiring and undertaking any property of this company or of advancing the objects thereof or for any other purpose which may be expedient to this company to enter into;

To purchase, lease or otherwise acquire, to hold, own, use, develop, exchange, sell or otherwise turn to account, concessions, rights, privileges, trade marks, patents, permits and franchises suitable or convenient for the business of the company;

To acquire any undertaking or business similar in whole or in part to that of the company, together with the plant, stock in trade, goodwill, trade marks assets and franchises of all kinds, and to carry on any other business which may conveniently be carried on in connection with any of the above objects, and to pay for the

objets précités, ou susceptibles directement ou indirectement d'accroître la valeur, de faciliter la réalisation, de rendre profitables les biens ou droits de la compagnie, les payer en argent, en actions, en débetures ou capital de la compagnie ou autrement;

Conclure avec aucun arrangement, aucune autorité suprême, municipalité locale ou autres, aucun arrangement qui paraîtra approprié aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux et obtenir de ces gouvernements ou autorités, tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, aussi exécuter, exercer et se conformer à ses arrangements, droits et privilèges et concessions;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, détenir, utiliser, posséder, vendre, céder, transférer, trafiquer et commercer d'effets, denrées et marchandises et articles de toute catégorie et description;

Vendre, disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'entreprise de la compagnie, moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls soit avec d'autres;

Faire toutes les choses qui se rattachent ou paraîtront appropriées à la réalisation des objets précités;

Rémunérer par paiement en argent, et avec la sanction des actionnaires en parts, obligations ou d'aucune autre manière, une ou plusieurs autres personnes ou compagnies, aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en plaçant, aidant à placer, en garantissant le placement d'actions ou d'autres valeurs de la compagnie dans la formation, l'organisation de la compagnie ou dans la gestion de ses affaires.

Les susdits objets, pouvoirs ou fins de la compagnie seront considérés comme distincts et indépendants les uns des autres, et pourra la compagnie poursuivre la réalisation de l'un ou plusieurs de ces objets, pouvoirs ou fins, abstraction faite des autres, et nulle clause ne sera limitée dans son sens général ou autrement interpréter en fonction d'aucune autre clause de ces objets, pouvoirs ou fins, sous le nom de "Saxes Boat Shop, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), dévisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de juin 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

3435

same in cash, shares or stock of the company or otherwise;

To enter into arrangement with any authorities, municipal, or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, and to obtain from such authorities any rights, privileges and concessions which the company may think it advisable to obtain; and to carry out, exercise and comply with any such arrangement, rights, privileges and concessions;

To manufacture, purchase or otherwise acquire, hold, use, own, sell, assign, transfer, trade, deal in goods, wares and merchandise and property of every class and description;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such considerations as the company may think fit, and in particular for shares, stock or securities of any other company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To remunerate by payment in cash, and, with the approval of the shareholders, in shares or stock, or in any other manner, any person or firm or corporations for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares of the company or any other securities of the company or in the formation or promotion of the company or in the conduct of the business;

The above objects, powers or purposes of the company shall be deemed to be several and not dependent in each other, and the company may pursue or carry on any one or more of such objects, powers or purposes, without regard to the others of them, and no clause shall be limited in its generality or otherwise construed as having regard to any other clause of such objects, powers or purposes, under the name of "Saxes Boat Shop, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two shares (200) of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of June, 1922.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

3436

Département du Trésor

ETAT des recettes et paiements de la Province de Québec pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1922, tel que requis par une résolution de l'Assemblée législative du 11 décembre 1895.

RECETTES		
Balance en banque au 30 juin 1921.....		\$ 1,739,321.29
Dominion du Canada.....	\$ 2,315,081.10	
Terres et forêts.....	4,004,432.15	
Mines, pêcheries et chasse.....	660,304.92	
Administration de la justice, fonds de bâtieses et des jurés, timbres judiciaires, honoraires, etc.....	671,319.16	
Licences—Hôtels, magasins, etc.....	1,502,736.05	
Loi des liqueurs alcooliques (compte de commerce).....	2,860,010.64	
Taxes sur les corporations commerciales, etc.....	2,009,673.32	
Droits sur les successions.....	3,005,292.56	
Taxe sur transfert d'actions, obligations, etc.....	87,900.16	
Loi des véhicules-moteurs.....	1,982,906.79	
Entretien d'aliénés.....	695,461.43	
Ecoles de réforme et d'industrie.....	166,871.58	
Gazette Officielle de Québec.....	48,895.18	
Législation.....	19,875.99	
Timbres d'enregistrement.....	263,270.80	
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Vic., c. 2, sec. 5.....	34,820.52	
Intérêt sur prêts et dépôts.....	164,343.40	
Intérêt payé par les municipalités en vertu de la loi des bons chemins.....	432,040.59	
Taxe sur les subventions de chemins de fer.....	10,278.08	
Revenus inférieurs.....	673,881.68	
Recettes ordinaires.....	\$ 21,609,306.10	
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice.....	1,000.00	
Annexe au palais de justice, Montréal.....	2,000.00	
Palais de justice, district de l'Abitibi, à Amos.....	23,797.54	
Loi des bons chemins, 1912.....	505,181.28	
	\$ 22,141,374.92	
Fonds de l'assistance publique.....	581,536.27	
Perception de péages sur le pont Batiscan.....	1,636.40	
	\$ 22,724,547.59	
Fonds en fidéicommis et dépôts.....	808,709.90	
	\$ 23,533,257.49	
Prêt du Dominion du Canada re: logements ouvriers.....	1,262,199.00	
	\$ 24,795,456.49	
Emprunt en vertu de 10 Geo. V, chap. 3.....	3,904,800.00	
Emprunt en vertu de 11 Geo. V, chap. 3.....	200,000.00	
	\$ 28,900,256.49	
Emprunt en vertu de 6 Geo. V, chap. 2. (Obligations des chemins à barrières de la rive nord à Québec).....	2,500.00	
		\$ 28,902,756.49
		\$ 30,642,077.72
DÉPENSES		
Dette publique.....		\$ 3,450,066.51
Législation.....		540,582.13
Gouvernement civil.....		979,564.30
Administration de la justice.....		1,477,324.70
Juges de la cour des sessions de la paix, etc.....		57,976.03
Inspection des bureaux publics.....		20,000.00
Instruction publique (y compris "Ecoles du soir").....	\$ 1,706,850.46	
Institutions littéraires et scientifiques.....	4,000.00	
Arts et manufactures.....	22,000.00	
Le bureau des statistiques de Québec.....	19,992.05	
		1,752,342.51
Hygiène.....		189,087.97
Travaux publics (ordinaire).....		918,147.95
Travail.....		61,600.00
Agriculture.....		1,351,000.00
Voirie.....		1,581,203.64
Terres et forêts.....		716,135.15
Mines, pêcheries, chasse et service d'enregistrement (cadastre).....		196,500.00
Colonisation.....		581,998.40
Immigration.....		30,000.00
Institutions de bienfaisance.....		78,770.00
Asiles d'aliénés.....		1,036,059.00
Ecoles de réforme et d'industrie.....		805,000.00
Charges sur revenu.....		703,983.70
Services divers.....		458,634.66
Dépenses ordinaires.....		\$ 16,575,976.65
A reporter.....		\$ 16,575,976.65

Treasury Department

STATEMENT of the receipts and expenditure of the Province of Quebec for the fiscal year ending 30th June, 1922, as required by resolution of the Legislative Assembly of the 11th December, 1895.

RECEIPTS	—	—
Balance in Banks 30th June, 1921.....		\$ 1,739,321.29
Dominion of Canada.....	\$ 2,315,081.10	
Lands and Forests.....	4,004,432.15	
Mines, Fisheries and Game.....	660,304.92	
Administration of Justice, building and jury fund, law stamps, fees, &c.....	671,319.16	
Licenses—Hotels, shops, &c.....	1,502,736.05	
The Alcoholic Liquor Act (Trade Account).....	2,860,010.64	
Taxes on Commercial Corporations, &c.....	2,009,673.32	
Duties on Successions.....	3,005,292.56	
Tax on Transfers of Shares, Bonds, &c.....	87,900.16	
Motor Vehicle Law.....	1,982,906.79	
Maintenance of Insane.....	695,461.43	
Reformatory and Industrial Schools.....	166,871.58	
Quebec Official Gazette.....	48,895.18	
Legislation.....	19,875.99	
Registration Stamps.....	263,270.80	
Interest on Sinking Fund under 60 Vic. Cap. 2, sec. 5.....	34,820.52	
Interest on Loans and Deposits.....	164,343.40	
Interest from Municipalities under the Good Roads Act.....	432,040.59	
Railway subsidies tax.....	10,278.08	
Minor Revenues.....	673,881.68	
Ordinary Receipts.....	\$ 21,609,396.10	
The St. Maurice River Waters Storage.....	1,000.00	
Montreal Court House Annex.....	2,000.00	
Court House District of Abitibi, at Amos.....	23,797.54	
The Good Roads Act, 1912.....	505,181.28	
	\$ 22,141,374.92	
Public Charities Fund.....	581,536.27	
Tolls collected on Batiscan Bridge.....	1,636.40	
	\$ 22,724,547.59	
Trust funds and deposits.....	808,709.90	
	\$ 23,533,257.49	
Loan from Dominion of Canada re: Workmen's Dwellings.....	1,262,199.00	
	\$ 24,795,456.49	
Loan under 10 Geo. V, Cap. 3.....	3,904,800.00	
Loan under 11 Geo. V, Cap. 3.....	200,000.00	
	\$ 28,900,256.49	
Loan under 6 Geo. V, Cap. 2. (Quebec North Shore Turnpike Roads Debentures).....	2,500.00	
		\$ 28,902,756.49
		\$ 30,642,077.78
EXPENDITURE	—	—
Public Debt.....		\$ 3,450,066.51
Legislation.....		540,582.13
Civil Government.....		979,564.30
Administration of Justice.....		1,477,324.70
Judges of the Court of Sessions of the Peace, &c.....		57,976.03
Inspection of Public Offices.....		20,000.00
Public Instruction, including "Night Schools".....	\$ 1,706,350.46	
Literary and Scientific Institutions.....	4,000.00	
Arts and Manufactures.....	22,000.00	
The Quebec Bureau of Statistics.....	19,992.05	
		1,752,342.51
Health.....		189,087.97
Public Works (Ordinary).....		918,147.95
Labour.....		61,600.00
Agriculture.....		1,351,000.00
Roads.....		1,581,203.64
Lands and Forests.....		716,135.15
Mines, Fisheries & Game and Registration Service (cadastre).....		196,500.00
Colonization.....		581,998.40
Immigration.....		30,000.00
Charities.....		78,770.00
Lunatic Asylums.....		1,036,059.00
Reformatory and Industrial Schools.....		305,000.00
Charges on Revenue.....		793,983.70
Miscellaneous Services.....		458,634.66
Ordinary Expenditure.....		\$ 16,575,976.66
Carried forward.....		\$ 16,575,976.66

ETAT des recettes et paiements de la Province de Québec pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1922, tel que requis par une résolution de l'Assemblée législative du 11 décembre 1895.—Suite.

DÉPENSES		
Reporté.....		\$ 16,575,976.65
Loi des bons chemins, 1912.....		4,765,743.09
Emmagasinement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savanne.....		141,210.34
Sanatorium de Sainte-Agathe-des-Monts.....		6,070.02
Construction d'un annexe au palais de justice, Montréal.....		378,888.64
Construction d'un palais de justice, district de l'Abitibi, à Amos.....		102,150.90
Construction d'un annexe au palais de justice, Québec.....		532.75
Nouvelle prison, district de Montréal.....		1,065.00
Pont sur la rivière Batiscan, à Batiscan.....		151,315.12
Loi autorisant un emprunt pour aider à la colonisation.....		1,550,000.00
		\$ 23,673,552.51
Fonds de l'assistance publique.....		324,672.48
Perception de péages sur le pont Batiscan.....		1,636.40
		\$ 23,999,861.39
Fonds en fideicommiss et dépôts.....		609,656.44
		\$ 24,609,517.83
Construction du chemin de fer de Q. M. O. et O.....		750.00
		\$ 24,610,267.83
Prêts aux municipalités relogements ouvriers.....		1,262,199.00
		\$ 25,872,466.83
Remboursement d'un emprunt temporaire.....		2,000,000.00
		\$ 27,872,466.83
A ajouter: Mandats non payés au 30 juin 1921.....		806,420.58
		\$ 28,678,887.41
A déduire: Mandats non payés au 30 juin 1922.....		925,117.03
		\$ 27,753,770.38
Chemins à barrières de la rive nord à Québec, échange de débentures.....		2,500.00
		\$ 27,756,270.38
Balance en banque au 30 juin 1922.....		2,885,807.40
		\$ 30,642,077.78

JOS. MORIN,
Auditeur de la province,
Département du trésor, Québec, 10 août 1922.

ALEXANDER HYDE,
Assistant-trésorier de la province.

STATEMENT of the receipts and expenditure of the Province of Quebec for the fiscal year ending 30th June, 1922, as required by resolution of the Legislative Assembly of the 11th December, 1895.—Continued.

EXPENDITURE		
Brought forward		\$ 16,575,976.65
The Good Roads Act, 1912		4,765,743.09
The Ste-Anne and Savanne Rivers Waters Storage		141,210.34
Sanatorium at Ste-Agathe-des-Monts		6,670.02
Construction of an Annex to the Court House, Montreal		378,888.64
Construction of Court House, District of Abitibi, at Amos		102,150.90
Construction of an annex to the Court House, Quebec		532.75
New Gaol, District of Montreal		1,065.00
Bridge over the Batiscan River, at Batiscan		151,315.12
An Act to authorize a Loan in aid of Colonization		1,550,000.00
		\$ 23,673,552.51
Public Charities Fund		324,672.48
Tolls collected on Batiscan Bridge		1,636.40
		\$ 23,999,861.39
Trusts funds and deposits		609,656.44
		\$ 24,609,517.83
Q. M. O. and O. Railway construction		750.00
		\$ 24,610,267.83
Loans to Municipalities re Workmen's Dwellings		1,262,199.00
		\$ 25,872,466.83
Repayment of Temporary Loan		2,000,000.00
		\$ 27,872,466.83
Add: Warrants unpaid 30th June, 1921		806,420.58
		\$ 28,678,887.41
Deduct: Warrants unpaid 30th June, 1922		925,117.03
		\$ 27,753,770.38
Quebec North Shore Turnpike Roads: Exchange of Debentures		2,500.00
		\$ 27,756,270.38
Balance in Banks 30th June, 1922		2,885,807.40
		\$ 30,642,077.78

JOS. MORIN,
Provincial Auditor.
Treasury Department, Quebec, 10th August, 1922.

ALEXANDER HYDE,
Assistant Provincial Treasurer.

ÉTAT de la dette publique et des dépôts temporaires de la province de Québec, au 30 juin 1922, tel que requis par une résolution de l'Assemblée législative du 11 décembre 1895.

DETTE FONDÉE

Date de l'émission	Où payable	Montant	—
1er janvier 1888.....	Londres ou Paris.....	\$ 3,012,466.68	
1er mars 1894.....	Londres ou Montréal.....	2,530,666.67	
30 décembre 1894.....	Londres ou Paris.....	5,332,978.00	
1er mai 1896.....	Londres ou Montréal.....	292,000.00	
1er avril 1897.....	Londres ou Montréal.....	1,341,346.06	
1er avril 1897.....	Londres.....	9,236,061.48	
1er janvier 1913.....	Londres.....	1,949,586.67	
1er juillet 1914.....	Londres.....	3,991,722.73	
1er juin 1916.....	Québec, Montréal ou New-York...	3,940,000.00	
1er mai 1916.....	Québec ou Montréal.....	132,500.00	
1er juin 1916.....	Québec ou Montréal.....	1,661,000.00	
15 septembre 1916.....	Québec ou Montréal.....	144,000.00	
1er mai 1918.....	Québec ou Montréal.....	40,600.00	
1er mars 1920.....	Québec, Montréal ou New-York...	7,000,000.00	
1er juin 1920.....	Québec, Montréal ou Toronto.....	2,500,000.00	
1er juin 1920.....	Québec, Montréal ou Toronto.....	2,500,000.00	
1er mai 1921.....	Québec, Montréal ou Toronto.....	6,000,000.00	
1er décembre 1921.....	Québec, Montréal ou Toronto.....	4,000,000.00	
		\$ 55,604,926.27	
Fonds d'amortissement placé.....		2,879,674.33	
Dette fondée nette (y compris l'augmentation du capital par la conversion).....			\$ 52,725,251.94
DEPOTS TEMPORAIRES			
Fonds de retraite des instituteurs.....		314,652.91	
Comité protestant du conseil de l'Instruction publique.....		40,261.30	
Dépôts en garantie et fidéicommiss.....		851,931.54	
			1,206,845.75
			\$ 53,932,097.69

JOS. MORIN,
Auditeur de la province.
Département du Trésor, Québec, 10 août 1922.

ALEXANDER HYDE,
Assistant-trésorier de la province.
3427

STATEMENT of the public debt and temporary deposits of the Province of Quebec, at the 30th June, 1922, as required by resolution of the Legislative Assembly of the 11th December, 1895.

FUNDED DEBT.

Date of issue	Where payable	Amount	—
1st January, 1888.....	London or Paris.....	\$ 3,012,466.66	
1st March, 1894.....	London or Montreal.....	2,530,666.67	
30th December, 1894.....	London or Paris.....	5,332,976.00	
1st May, 1896.....	London or Montreal.....	292,000.00	
1st April, 1897.....	London or Montreal.....	1,341,346.06	
1st April, 1897.....	London.....	9,236,061.48	
1st January, 1913.....	London.....	1,949,586.67	
1st July, 1914.....	London.....	3,991,722.73	
1st June, 1916.....	Quebec, Montreal or New-York.....	3,940,000.00	
1st May, 1916.....	Quebec or Montreal.....	132,500.00	
1st June, 1916.....	Quebec or Montreal.....	1,661,000.00	
15th Sept. 1916.....	Quebec or Montreal.....	144,000.00	
1st May, 1918.....	Quebec or Montreal.....	40,600.00	
1st March, 1920.....	Quebec, Montreal or New York.....	7,000,000.00	
1st June, 1920.....	Quebec, Montreal or Toronto.....	2,500,000.00	
1st June, 1920.....	Quebec, Montreal or Toronto.....	2,500,000.00	
1st May, 1921.....	Quebec, Montreal or Toronto.....	6,000,000.00	
1st December, 1921.....	Quebec, Montreal or Toronto.....	4,000,000.00	
		\$ 55,604,926.27	
Sinking fund invested.....		2,879,674.33	
Net Funded debt (including increase of capital by conversion).....			\$ 52,725,251.94
TEMPORARY DEPOSITS			
Teachers pension fund.....		314,652.91	
Protestant council of public instruction.....		40,261.30	
Security and trust deposits.....		851,931.54	
			1,206,845.75
			\$ 53,932,097.69

JOS. MORIN,
Provincial Auditor.
Treasury Department, Quebec, 10th August, 1922.

ALEXANDER HYDE,
Assistant Provincial Treasurer.
3428

Lettres Patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5992 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du huitième jour de juillet 1922, à la compagnie "St. Lawrence Feldspar Company, Limited", augmentant son capital de \$300,000.00 à \$600,000.00 par la création de 30,000 actions de \$10.00 chacune et subdivisant les 3000 actions de son capital primitif en 30,000 actions de \$10.00 chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de juillet 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
3453 C.-J. SIMARD.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5992 and following supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1922 to the "St. Lawrence Feldspar Company, Limited" increasing its capital from \$300,000.00 to \$600,000.00 by the creation of 30,000 shares of \$10.00 each and subdividing the 3,000 shares of its original capital into 30,000 shares of \$10.00 each.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of July, 1922.

C. J. SIMARD,
3454 Assistant Provincial Secretary.

Action en séparation de biens

Action for separation as to property

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, Cour supérieure, No 1120.

Dame Anna Boulay, du village La Providence, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Napoléon Laplante, commerçant, du même endroit, a institué, ce jour, une action en séparation de biens en cette cause contre ledit Napoléon Laplante.

Saint-Hyacinthe, 8 août 1922.

Les procureurs de la demanderesse
3503-32-5 LUSSIER & FONTAINE.

Province of Quebec, district of Saint Hyacinthe, Superior Court, No. 1120.

Dame Anna Boulay, of the village La Providence, district of Saint Hyacinthe, wife common as to property of Napoléon Laplante, trader, of the same place, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband, the said Napoléon Laplante.

Saint Hyacinthe, 8th August, 1922.

LUSSIER & FONTAINE,
3504-32-5 Attorneys for the plaintiff.

Charte—abandon de :

Charter—Surrender of :

Province de Québec, district de Montréal. "Bitulithic Paving Company, Limited", corporation constituée sous l'autorité des Statuts de la province de Québec, le septième jour de juin 1910, autorisée duement aux présentes:

Donne ici avis qu'elle a l'intention, le ou après le vingt-un août 1922, de solliciter du lieutenant-gouverneur en Conseil ou d'une autre autorité l'autorisation de renoncer à sa charte, de l'annuler et parfaire la dissolution de la compagnie inopérante depuis le premier avril 1920.

Montréal, 7 août 1922.

Le secrétaire,
3489 E. W. DALEY.

Province of Quebec, district of Montreal. "Bitulithic Paving Company, Limited", a company incorporated under the Statutes of the Province of Quebec, of date the seventh day of June, 1910, hereunto duly authorized:

Hereby given notice that it intends on and after the twenty-first day of August, 1922, to apply to the Lieutenant-Governor in Council or other authority for permission to surrender its charter and to cancel the same and complete the dissolution of the company, the said company not having been in operation since the first day of April, 1920.

Montreal, 7th August, 1922.

E. W. DALEY,
3490 Secretary.

ERRATA

ERRATA

Dans l'avis No 1555, Le Prêt Hypothécaire vs Lavoie, No 31, de la *Gazette officielle* du 5 août 1922, veuillez lire "La vente aura lieu le onzième jour de septembre 1922" au lieu du "onzième jour d'août 1922".

Aussi, dans l'avis No 7313, Lefebvre vs Hébert, dans le No 30 de la *Gazette* du 29 juillet, veuillez lire à la 5ième ligne du 1er paragraphe "le rang A nord" au lieu de "le rang A". 3509

In the notice No. 1555, Le Prêt Hypothécaire vs Lavoie, No. 31 of the *Official Gazette* of the 5th August, 1922, read "The sale shall take place the eleventh day of September, 1922", instead of "the eleventh day of August, 1922".

Also in the notice No. 7313, Lefebvre vs Hébert, in No. 30 of the *Gazette* of the 29th July, read in the 5th line of the 1st paragraph "the range Anorth" instead of "the range A". 3510

Vente—Loi de faillite

Sale—Bankruptcy Act

Canada, province de Québec, district de Roberval.

Dans l'affaire de l'actif de J.-Ernest Boulay, charretier, de Saint-Félicien, comté du Lac Saint-Jean, P. Q., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le TREIZIÈME jour de SEPTEMBRE 1922, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encaissement public, à la porte de l'église paroissiale du village de Saint-Félicien, savoir:

Un emplacement situé dans le village de Saint-Félicien, mesurant quatre-vingt-dix-sept (97) pieds en front, plus ou moins, sur cent dix (110) pieds de profondeur, mesure précise, faisant partie du lot de terre numéro un A (1a) du premier rang du cadastre officiel du canton Demeules, maintenant désigné au nouveau cadastre du village de Saint-Félicien, partie du canton Demeules, aux plan et livre de renvoi officiels de subdivision dudit lot et autres, en le canton Demeules, maintenant village de Saint-Félicien, comme étant le lot No un A un (1a1) et partie du lot No un A (1a); borné le tout comme suit: En front au sud-est à la route entre les cantons Ashuapmouchouan et Demeules, en profondeur, au nord-ouest, au terrain de Joseph Lamothe; tenant au nord-est, partie à l'emplacement de Nazaire Doré et partie à celui de Joseph Gagnon (l'hôtel Commercial) et au sud-ouest à une rue nouvelle—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite, 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

L'adjudication sera faite au plus haut et dernier enchérisseur.

Condition de vente: Argent comptant.

Les titres peuvent être examinés à mon bureau.

Le syndic autorisé,

J.-H. DELISLE.

Bureau: Bloc L. E. Otis,
Roberval, P. Q.

3505—32-2

Canada, Province of Quebec, district of Roberval.

In the matter of the estate of J. Ernest Boulay, carter, of Saint Félicien, county of Lake Saint John, P. Q., authorised assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the THIRTEENTH day of SEPTEMBER, 1922, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction at the parochial church door of the village of Saint Félicien, to wit:

An emplacement situate in the village of Saint Félicien, measuring ninety seven (97) feet in front, more or less, by one hundred and ten (110) feet in depth, exact measure, being part of the lot of land number one A (1a) of the first range on the official cadastre for the township of Demeules, now designated on the new cadastre of the village of Saint-Félicien, part of the township of Demeules, on the official plan and book of reference of the subdivision of the said lot and others, in the township of Demeules now the village of Saint Félicien, as being the lot No. one A one (1a1) and part of lot No. one A (1a); bounded the whole as follows: In front to the southeast by the road between the townships of Ashuapmouchouan and Demeules, in depth, to the northwest, by the land of Joseph Lamothe; bounded to the northeast, part by the emplacement of Nazaire Doré and part by that of Joseph Gagnon (Hotel Commercial) and to the southwest by a new street—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

This sale is made in conformity with article 20, par. B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 Geo. V, chap. 36, and has the same effect as a sheriff's sale.

Sale will be made to the highest and last bidder.

Terms of sale: Cash.

The titles may be examined at my office.

J. H. DELISLE,

Authorised trustee.

Office: L. E. Otis Block,
Roberval, P. Q.

3506—32-2

Dans l'affaire de Turmelle & Carrier, Black Lake, cédants autorisés.

Avis est par le présent donné que MARDI, le DOUZIÈME jour de SEPTEMBRE 1922, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée, seront vendus sur les lieux, les immeubles suivants:

f. Un terrain ou emplacement situé en la ville de Black Lake, étant la subdivision deux cent quarante-deux du lot trois cent vingt-deux (322-242) du cadastre du canton d'Irlande—avec les bâtisses dessus construites;

g. Un terrain ou emplacement situé en la ville de Black Lake, formant partie du lot trois cent vingt-deux, étant la subdivision numéro deux cent vingt (322-220) dudit lot du canton d'Irlande.

La vente se fera pour chaque item séparément, en bloc, à tant dans la piastre, excepté pour les items f et g, lesquels seront adjugés au plus haut enchérisseur.

L'inventaire est visible à mon bureau.

In the matter of Turmelle & Carrier, Black Lake, authorised assignors.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWELFTH day of SEPTEMBER, 1922, at TEN o'clock in the forenoon (daylight saving), there will be sold on the premises the following immovables:

f. A lot of land or emplacement situate in the city of Black Lake, being the subdivision two hundred and forty two of the lot three hundred and twenty two (322-242) on the cadastre for the township of Ireland—with the buildings thereon erected;

g. A lot of land or emplacement situate in the city of Black Lake, forming part of lot three hundred and twenty two, being the subdivision number two hundred and twenty (322-220) of the said lot, of the township of Ireland.

The sale will be made for each item separately "en bloc", at so much in the dollar, excepting for items f and g, which will be sold to the highest bidder.

The inventory may be seen at my office.

Le tout est visible en aucun temps en s'adressant sur les lieux.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic autorisé,

J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44 rue Dalhousie.

Bâtisse Canada Steamship Lines, L'td.

Québec, 11 août 1922.

3511—32-2

The whole may be examined at any time by applying on the premises.

Term of payment: Cash.

J. P. E. GAGNON,

Authorised trustee.

Office: 44 Dalhousie street.

Canada Steamship Lines, L'td.

Quebec, 11th August, 1922. 3512—32-2

Vente par licitation

Province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 393.

Georges Quinn, demandeur; vs Thomas Quinn *et al*, défendeurs.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, rendu le 3 août 1922, dans une cause dans laquelle Georges Quinn, mécanicien, de la cité de Québec, est demandeur; Thomas Quinn, de la cité de Québec; John Quinn, de la cité de Québec, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à Harry Marmion et Marie Isabella (Manie) Marmion, enfants mineurs nés du mariage de Marie Cécile Quinn et Georges Marmion; Agnès Quinn, épouse de Thomas P. O'Neill, de la Petite Rivière, et ledit Thomas P. O'Neill, mis-en-cause pour assister et autoriser sadite épouse aux fins des présentes; Florence Lainé, épouse de Lorenzo Paradis, de la cité de Québec, et ledit Lorenzo Paradis, mis-en-cause pour autoriser et assister sadite épouse aux fins des présentes; Violet Lainé, épouse de Albert Delaney, de la cité de Québec, et ledit Albert Delaney, mis-en-cause pour autoriser et assister sadite épouse aux fins des présentes, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:

Un certain lot de terre se trouvant dans les limites de la cité de Québec, dans cette partie appelée la Petite-Rivière-Saint-Charles, dans le fief Saint-François, paroisse de Saint-Sauveur-de-Québec, contenant un arpent en largeur à partir du chemin public en allant vers la rivière; trois arpents de front, plus ou moins, depuis le chemin et sur la profondeur; trente arpents, plus ou moins, en profondeur; borné au front en allant vers le nord par la rivière Saint-Charles; en arrière, en allant vers le sud, par William Quinn ou ses représentants, suivant les bornes fixées entre Jacques Normand et feu Thomas Gibb, par un acte d'accord entre eux et William Sample, passé devant Edouard Glackemeyer et d'autres notaires, le 29 septembre 1851; et touchant lesdits immeubles du côté sud-ouest en partant du chemin et en allant vers la rivière, à William Crawford et Edward Desbaretz sur la profondeur et du côté nord-est aux héritiers Bell ou les représentants de feu Archibald Fergusson et à William Sample, et connu sous les numéros deux mille trois cent soixante-deux et deux mille trois cents soixante-trois (2362-2363) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Sauveur-de-Québec—avec les bâtisses dessus construites.

Lesdits immeubles seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGTIÈME jour de SEPTEMBRE 1922, à DIX heures du matin, dans une des salles d'audience, au palais de justice, à Québec, qui sera alors indiqué, sujet aux charges, clauses et

Sale by Licitation

Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 393.

George Quinn, plaintiff; vs Thomas Quinn *et al*, defendants.

Public notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Quebec, in the district of Quebec, rendered 3rd August, 1922, in a cause in which George Quinn, mechanic, of the city of Quebec, is plaintiff; Thomas Quinn, of the city of Quebec; John Quinn, of the city of Quebec, personally as well as in his quality of tutor to Harry Marmion and Marie Isabella (Manie) Marmion, minor children born of the marriage of Marie Cecile Quinn and George Marmion; Agnes Quinn, wife of Thomas P. O'Neill, of Little River, and the said Thomas P. O'Neill, *mis-en-cause* to assist and authorise his said wife for the purposes hereof; Florence Lainé wife of Lorenzo Paradis, of the city of Quebec, and the said Lorenzo Paradis, *mis-en-cause* to authorise and assist his said wife for the purposes hereof; Violet Lainé, wife of Albert Delaney, of the city of Quebec, and the said Albert Delaney *mis-en-cause* to authorise and assist his said wife for the purposes hereof, are defendants, ordering the licitation of a certain immoveable designated as follows, to wit:

A certain lot of land existing within the limits of the city of Quebec, in that part known as Little River Saint Charles, in the fief of Saint François, parish of Saint-Sauveur-de-Québec, containing one arpent in width starting from the public highway and stretching towards the river; three arpents in front, more or less, from the road and by the depth; thirty arpents, more or less, in depth; bounded in front towards the north by the river Saint Charles; to the rear, towards the south, by William Quinn or representatives, following the boundaries fixed between Jacques Normand and the late Thomas Gibb, by a deed of agreement between them and William Sample, passed before Edouard Glackemeyer and other notaries, 29th September, 1851; and touching the said immoveables on the southwest side, starting from the public highway and going towards the river, by William Crawford and Edward Desbaretz, on the depth and on the northeast side by the Bell heirs or representatives of the late Archibald Fergusson, and by William Sample, and known under numbers two thousand three hundred and sixty two and two thousand three hundred and sixty three (2362-2363) on the official plan and book of reference for the parish of Saint-Sauveur-de-Québec—with buildings thereon erected.

The said immoveables will be sold at public auction and adjudged to the highest and last bidder the TWENTIETH day of SEPTEMBER, 1922, at TEN o'clock in the forenoon, in one of the Court Rooms of the Court House, at Quebec, which will then be indicated, subject to the

conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et qu'à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de ce faire.

Québec, 8 août 1922.

Les procureurs du demandeur,
3507-32-2 ROCHETTE & ROCHETTE.

charge clauses and conditions indicated in the list of charges deposited at the prothonotary's office of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays prescribed by the present notice, they will be foreclosed from the right of so doing.

Quebec, 8th August, 1922.

ROCHETTE & ROCHETTE,
3508-32-2 Attorneys for plaintiff

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 32

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Aluf vs Dubrovsky.....	1938
" Bershatsky vs Leon.....	1937
" Boulay vs Laplante.....	1982
" Fortin vs Poirier.....	1939
" Gosselin vs Talbot.....	1937
" Lachapelle vs Quévillon.....	1937
" Lafantaisie vs Ouellette.....	1938
" Marsolais vs Foisy.....	1937
" Parisien vs Fournier.....	1939
" Poupart vs Marcille.....	1939
" Roy vs Dudemaine.....	1938
" Savard vs Bouchard.....	1938
" Savaria vs Newton.....	1938
" Thibeault vs Aubé.....	1939
" Thomas vs Turcotte.....	1938

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 1923

AVIS DIVERS :—

La Cie électrique de Rockland, ltée....	1939
The Belgium Industrial Co., Lt'd.....	1940

BUREAU-CHEF :—

L. L. Jenne Maple Syrup & Sugar Co., Lt'd.....	1940
---	------

CHARTER—ABANDON DE :—

Bitulithic Paving Co., Lt'd.....	1982
----------------------------------	------

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES AFFAIRES :

Asbestos Fibre Co., Inc.....	1941
Edinburg Raperie & Sailcloth Co., Lt'd..	1940
G. D. Peters and Company, Lt'd.....	1941
Sydney Lumber Co., Lt'd.....	1941

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES :—

Conseil mun. du village de Beauport-Est	1936
---	------

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

Etat des recettes et paiements de la pro- vince de Québec.....	1976
---	------

ERRATA :—

Le Prêt Hypothécaire vs Lavoie.....	1982
Lefebvre vs Hébert.....	1982

Index of the Quebec Official Gazette, No 32

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Aluf vs Dubrovsky.....	1938
" Bershatsky vs Leon.....	1937
" Boulay vs Laplante.....	1982
" Fortin vs Poirier.....	1939
" Gosselin vs Talbot.....	1937
" Lachapelle vs Quévillon.....	1937
" Lafantaisie vs Ouellette.....	1938
" Marsolais vs Foisy.....	1937
" Parisien vs Fournier.....	1939
" Poupart vs Marcille.....	1939
" Roy vs Dudemaine.....	1938
" Savard vs Bouchard.....	1938
" Savaria vs Newton.....	1938
" Thibeault vs Aubé.....	1939
" Thomas vs Turcotte.....	1938

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 1923

MISCELLANEOUS NOTICES :—

La Cie électrique de Rockland, ltée....	1939
The Belgium Industrial Co., Lt'd.....	1940

CHIEF-OFFICE :—

L. L. Jenne Maple Syrup & Sugar Co., Lt'd.....	1940
---	------

CHARTER—SURRENDER OF :—

Bitulithic Paving Co., Lt'd.....	1982
----------------------------------	------

COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS :—

Asbestos Fibre Co., Inc.....	1941
Edinburg Raperie & Sailcloth Co., Lt'd..	1940
G. D. Peters and Company, Lt'd.....	1941
Sydney Lumber Co., Lt'd.....	1941

DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS :—

Municipal Council of the village of Beauport-East.....	1936
---	------

TREASURY DEPARTMENT :—

Statemet of receipts and payment of the Province of Quebec.....	1976
--	------

ERRATA :—

Le Prêt Hypothécaire vs Lavoie.....	1982
Lefebvre vs Hébert.....	1982

LETTRES PATENTES:—

A. Lefebvre, limitée.....	1963
A. Michelin, ltée.....	1972
Aylmer Construction Co., Lt'd.....	1965
Canada Dress and Waist Mfg. Company, Lt'd.....	1932
Compagnie de Bois Martel, ltée.....	1930
Domestic Power Company, Lt'd.....	1927
Hosiery, Lt'd.....	1929
Montreal Trucking, Lt'd.....	1970
Philip Morris Fruit Co'y, Lt'd.....	1966
Provincial Importers, Lt'd.....	1969
Quebec Brass & Iron Foundry, Limited..	1934
Regent Hotel, Lt'd.....	1931
Saxes Boot Shop, Limited.....	1974
Sigman's, Limited.....	1935
St. John's Golf Club, Lt'd.....	1967
The James Jack Co., Lt'd.....	1971

LETTERS PATENT:—

A. Lefebvre, Limited.....	1963
A. Michelin, ltée.....	1972
Aylmer Construction Co., Lt d.....	1965
Canada Dress and Waist Mfg. Company, Lt'd.....	1932
Martel Lumber Coy, Lt'd.....	1930
Domestic Power Company, Lt'd.....	1927
Hosiery, Lt'd.....	1929
Montreal Trucking, Lt'd.....	1970
Philip Morris Fruit Co'y, Lt'd.....	1966
Provincial Importers, Lt'd.....	1969
Quebec Brass & Iron Foundry, Limited..	1934
Regent Hotel, Lt'd.....	1931
Saxes Boot Shop, Limited.....	1974
Sigman's, Limited.....	1935
St. John's Golf Club, Lt'd.....	1967
The James Jack Co., Lt'd.....	1971

LETTRE PATENTE SUPPLÉMENTAIRE:—

St. Lawrence Feldspar Co'y, Lt'd.....	1982
---------------------------------------	------

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

St. Lawrence Feldspar Co'y, Lt'd.....	1982
---------------------------------------	------

MINUTES DE NOTAIRE.—

En faveur de M. Ludger Bergeron.....	1942
En faveur de M. Z. Rivard.....	1942
En faveur de M. Grondin, Joseph Alphonse.....	1941

NOTARIAL MINUTES:—

In favor of Mr. Ludger Bergeron.....	1942
In favor of Mr. Z. Rivard.....	1942
In favor of Mr. Grondin, Joseph Alphonse.....	1941

NOMINATIONS:—

Commissaires d'écoles: Bic: village; Sainte-Jeanne-de-Neuville.....	1963
--	------

APPOINTMENTS:—

Schools commissioners: Bic, village; Sainte-Jeanne-de-Neuville.....	1963
--	------

ORDRE DE COUR:—

Ames Holden McCready vs Bouchard...	1942
-------------------------------------	------

RULE OF COURT:—

Ames Holden McCready vs Bouchard...	1942
-------------------------------------	------

PROCLAMATIONS:—

Mun. village Saint-Wenceslas.....	1925
Saint-Benoit-Abbé.....	1924

PROCLAMATIONS:—

Mun. village of Saint Wenceslas.....	1925
Saint-Benoit-Abbé.....	1924

SOUMISSIONS:—

Cité des Trois-Rivières.....	1943
Municipalité scolaire de LaSarre, P.Q..	1942

TENDERS:—

City of Three Rivers.....	1943
School municipality of LaSarre, P.Q...	1942

VENTES—LOI DE FAILLITE:—

Boulay, J.-Ernest.....	1983
Doré, Emile.....	1944
Gagné, Antonio.....	1946
Naud, J.-O.....	1945
Tessier (Dme).....	1944
Turmelle & Carrier.....	1983

SALES—BANKRUPTCY ACT:—

Boulay, J. Ernest.....	1983
Doré, Emile.....	1949
Gagné, Antonio.....	1946
Naud, J. O.....	1945
Tessier (Dme).....	1944
Turmelle & Carrier.....	1983

VENTE PAR LICITATION:—

Quinn vs Quinn <i>et al.</i>	1984
------------------------------------	------

SALE BY LICITATION:—

Quinn vs Quinn <i>et al.</i>	1984
------------------------------------	------

VENTE POUR TAXES:—

Cité de Sorel.....	1946
--------------------	------

SALE FOR TAXES:—

City of Sorel.....	1946
--------------------	------

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

ARTHABASKA:—

Duff vs Gingras.....	1947
----------------------	------

Duff vs Gingras.....	1947
----------------------	------

BEAUHARNOIS:—

BEAUHARNOIS:—

Brown vs Brown, fils.....	1948
---------------------------	------

Brown vs Brown, junior.....	1948
-----------------------------	------

GASPÉ:—

Miller vs Wick..... 1948

HULL:—

Lafèche vs Gagnon..... 1949

MONTREAL:—

Brissette (Dme) vs Zelniker *et al.*..... 1949

Chauret vs Libersan..... 1953

La Banque des Marchands du Canada
vs McCormick..... 1950Lacombe *et al* *ès-qual* vs The Mount
Royal Land Company, Limited..... 1949

La Banque Nationale vs Lapointe..... 1952

Pigeon vs Sauriol..... 1951

PONTIAC:—

La Fonderie de Plessisville vs Saumur... 1953

QUÉBEC:—

Beatty Bros. vs Carreau..... 1954

Brochu vs Lemieux..... 1955

Lessieurs *cure et al* vs Mailloux..... 1954

RIMOUSKI:—

Caron vs Desrosiers..... 1958

Fenderson & Coy vs Bouchard..... 1956

La Fonderie de Plessisville vs Michaud... 1957

La Banque Nationale vs Lefrançois..... 1956

La Banque Provinciale du Canada vs
Savard *et al.*..... 1956

Leclerc vs Bérubé..... 1957

Levesque vs Vignola..... 1955

Pineault (Dme) vs Ethier..... 1955

ROBERVAL:—

De Ladurantaye vs Lecompte..... 1959

Gagnon & Cie vs Couture..... 1959

Julien & Cie vs Fortin..... 1959

Ménard vs Chiasson..... 1958

SAINT-FRANÇOIS:—

Benoit vs Birch..... 1960

La cité de Sherbrooke vs Sherbrooke
Footwear Co., Lt'd..... 1960

TERREBONNE:—

Desjardins vs Dme Tessier *et al.*..... 1961

TROIS-RIVIERES:—

Abran (Dame) vs Leclerc..... 1961

Laurin vs Raymond..... 1963

Pronovost vs Jacob..... 1962

Trottier *et al* vs Boucher..... 1962

GASPE:—

Miller vs Wick..... 1948

HULL:—

Lafèche vs Gagnon..... 1949

MONTREAL:—

Brissette (Dme) vs Zelniker *et al.*..... 1949

Chauret vs Libersan..... 1953

La Banque des Marchands du Canada
vs McCormick..... 1950Lacombe *et al* *ès-qual* vs The Mount
Royal Land Company, Limited..... 1949

La banque Nationale vs Lapointe..... 1952

Pigeon vs Sauriol..... 1951

PONTIAC:—

La Fonderie de Plessisville vs Saumur... 1953

QUÉBEC:—

Beatty Bros. vs Carreau..... 1954

Brochu vs Lemieux..... 1955

The cure *et al* vs Mailloux..... 1954

RIMOUSKI:—

Caron vs Desrosiers..... 1958

Fenderson & Coy vs Bouchard..... 1956

La Fonderie de Plessisville vs Michaud... 1957

La anque Nationale vs Lefrançois..... 1956

La Banque Provinciale du Canada vs
Savard *et al.*..... 1956

Leclerc vs Bérubé..... 1957

Levesque vs Vignola..... 1955

Pineault (Dme) vs Ethier..... 1955

ROBERVAL:—

De Ladurantaye vs Lecompte..... 1959

Gagnon & Cie vs Couture..... 1959

Julien & Cie vs Fortin..... 1959

Ménard vs Chiasson..... 1958

SAINT-FRANCIS:—

Benoit vs Birch..... 1960

The city of Sherbrooke vs Sherbrooke
Footwear Co., Lt'd..... 1960

TERREBONNE:—

Desjardins vs Dme Tessier *et al.*..... 1961

THREE RIVERS:—

Abran (Dame) vs Leclerc..... 1961

Laurin vs Raymond..... 1963

Pronovost vs Jacob..... 1962

Trottier *et al* vs Boucher..... 1962

